

Sally Alexander  
Séverine Awenengo Dalberto  
Bruno Benvindo  
Emmanuelle Berthiaud  
Emmanuel Blanchard  
Catherine Brice  
Fanny Bugnon  
Emmanuelle Chapron  
Martine Charageat  
Éric Fassin  
Melissa Feinberg  
Hervé Georgelin  
Hervé Guillemain  
Vincent Guillin  
Anne Hugon  
Armelle Le Bras-Chopard  
Alice Le Goff  
Didier Lett  
Nicolas Lyon-Caen  
Elissa Mailänder  
Chloé Maillet  
Rafael Mandressi  
Richard Mèmeteau  
Rebecca Rogers  
Catherine Rollet  
Odile Roynette  
Françoise Ruzé  
Stéphanie Sauget  
Philippe Savoie  
Silvia Sebastiani  
Martine Sonnet  
Bertrand Taithe  
Cécile Vidal  
Anne Wegener Sleeswijk



**Alain Corbin, Jean-Jacques Courtine et Georges Vigarello (dir.)**

*Histoire de la virilité*, t. 1, *L'invention de la virilité. De l'Antiquité aux Lumières*, t. 2, *Le triomphe de la virilité. Le XIX<sup>e</sup> siècle*, t. 3, *La virilité en crise ? XX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*  
Paris, Éd. du Seuil, 2011, 578 p., 493 p. et 566 p.

Déjà réunis pour une *Histoire du corps* en trois volumes<sup>1</sup>, Alain Corbin, Jean-Jacques Courtine et Georges Vigarello récidivent avec une *Histoire de la virilité* envisagée dans la longue durée, de l'Antiquité à nos jours. Ce projet a partie liée avec l'objet précédent tant la question du corps – corps de l'homme mais aussi corps de la femme conçu en regard – se révèle ici centrale. Leur propos, tel qu'il est explicité dans une courte introduction, est de retracer une histoire de « l'idéal viril » (t. 1, p. 8), de ses transformations, parfois contradictoires, toujours complexes, mais aussi de saisir les évolutions qui affectent l'ensemble des rôles sociaux et des systèmes de représentations qui définissent le masculin.

Propos ambitieux s'il en est, et ce d'autant plus que les auteurs soulignent combien cette histoire du viril constitue une grille de lecture pertinente du fonctionnement des sociétés. Le propos, en effet, exige de se pencher sur les pratiques ordinaires et les modes de sociabilités et autorise une vision plus large que celle, en apparence limitée, à laquelle il pourrait être réduit. Cette histoire s'enracine dans les interrogations qui ont émergé au cœur de l'histoire des femmes dès lors que celle-ci a pris ses distances, notamment en France, avec une histoire militante centrée sur la dénonciation des formes de domination masculine. Elle s'est alors intéressée à la répartition et à la complé-

mentarité des rôles masculins et féminins, ainsi qu'aux modes de construction des identités sexuées, en s'inscrivant dans le sillage d'une histoire du genre qui émergeait dans les pays anglophones dès la fin des années 1970. Ce réajustement fut clairement indiqué, en 1991, dans l'introduction du quatrième volume de l'*Histoire des femmes*, où Georges Duby et Michelle Perrot pointaient du doigt la nécessité « d'écrire une histoire résolument relationnelle qui interroge la société tout entière, et qui est, tout autant, histoire des hommes<sup>2</sup> ». Il est en grande partie à l'origine d'une histoire des procédures de construction de la virilité, indissociable d'une histoire des rapports entre les sexes telle que les *gender studies* l'ont envisagée. Or le lien avec l'histoire du genre, s'il apparaît clairement dans un certain nombre de contributions, semble plus flou, presque absent, dans la problématique générale des trois volumes.

Le premier d'entre eux suit l'émergence, en Occident, d'une définition de la virilité qui s'articule, comme dans les volumes suivants, autour de trois entrées principales : l'expression sexuelle de la virilité d'une part, ses signes extérieurs (poils, muscles, morphologie) d'autre part, et les pratiques corporelles viriles qui font ou mettent à mal la virilité, qu'il s'agisse du duel, du travail de force ou de la guerre. Ce volume qui fait heureusement une place à la période antique et au Moyen Âge, tous deux absents de l'*Histoire du corps*, souligne le poids des modèles grecs et romains de la virilité, qui associent force, courage et puissance sexuelle, tout comme le rôle des procédures d'inculcation de la virilité qui culminent avec l'accomplissement guerrier perçu comme l'épreuve ultime. Les contributions consacrées à l'époque médiévale, malheureusement trop brèves,

permettent de comprendre comment se recomposent ces systèmes de représentations sous l'influence du christianisme (d'où l'importance et l'originalité de l'époque romano-barbare durant laquelle le modèle viril se charge de vertus naguère secondaires comme la chasteté ou le contrôle de soi, et s'accompagne d'une revalorisation des capacités matrimoniales et juridiques des femmes), lui-même à l'origine d'un contre-modèle appelé à un long avenir, celui de la virilité cléricale fondée sur l'humilité, le sacrifice de soi et l'introspection.

L'époque moderne s'inscrit à la fois en rupture et en continuité avec les modèles et les formes d'expression sociale de la virilité précédents. Continuité en ce que la définition du viril, par exemple dans le discours médical, confère un rôle central à l'anatomie et à la puissance sexuelle, pensée comme capacité à engendrer. Dans le milieu populaire particulièrement, les (jeunes) hommes se doivent de faire montre de leurs capacités verbales, physiques et sexuelles sur un « gibier féminin » (l'expression est de l'ouvrier vitrier Jacques-Louis Ménétré, citée par Arlette Farge, p. 428) soumis à des procédures de domination marquées par la violence ordinaire. Ruptures et recompositions dans la mesure où le contrôle de soi, l'adresse, la discipline s'affirment, par exemple dans le domaine guerrier où ces valeurs, adaptées aux nouvelles configurations de l'activité de combat, viennent concurrencer la force ou la brutalité. « La diligence se fait délicatesse, l'ardeur se fait précaution », souligne G. Vigarello (p. 181), autorisant l'expression d'une inquiétude masculine, d'un doute sur la capacité à atteindre l'excellence virile, d'une peur de l'effémination, fort bien montrés dans les différentes contributions consacrées aux Lumières.

Le deuxième volume, entièrement dévolu au XIX<sup>e</sup> siècle, analyse ce moment où, pour reprendre les termes d'A. Corbin, s'affirme « l'emprise maximale de la vertu de virilité » (p. 7). L'accentuation du dimorphisme sexuel, naguère repéré par Thomas Laqueur, l'affirmation d'un système de représentations, de valeurs et de normes qui fondent l'identité virile sur la force physique et la vigueur sexuelle, censées combler les attentes féminines, et qui se traduit sur le plan juridique par un assujet-

tissement des femmes dans l'ordre politique et social, caractérisent ce XIX<sup>e</sup> siècle durant lequel l'accomplissement de l'acte sexuel semble occuper une part plus importante dans la définition de l'identité virile. Sont alors redéfinies les procédures d'apprentissage d'un système de normes physiques et morales qui, de la famille à l'école, de l'atelier à la caserne, en passant par la salle de sport, le voyage, le duel et la guerre, façonnent un éthos et une *hexis* virils où l'honneur occupe une place essentielle. On ne peut, au passage, que regretter l'absence d'une analyse plus précise des modalités de l'expérience combattante au XIX<sup>e</sup> siècle dans ses rapports à la virilité, heureusement compensée par l'étude de Christelle Taraud sur la situation coloniale. Le volume consacre une large place à l'un des axes majeurs de la question, la virilité comme réseau d'injonctions anxiogènes auxquelles les hommes tentent de se conformer, non sans que nombre de failles ne viennent entamer, dans la sphère publique comme dans la sphère privée, la force du modèle.

C'est au désarroi masculin face au poids des valeurs constitutives de la virilité triomphante du XIX<sup>e</sup> siècle que sont consacrés nombre de textes du très riche volume dédié au XX<sup>e</sup> et au XXI<sup>e</sup> siècle. Le rôle joué par la Première Guerre mondiale dans la remise en cause du modèle de la virilité guerrière, dégradé par les humiliations et les mutilations imposées aux combattants dans la guerre moderne (Stéphane Audoin-Rouzeau), est essentiel et s'accompagne d'une série d'atteintes liées notamment aux dépossessions du travailleur par les avancées continues du machinisme, au chômage, aux critiques féministes de la virilité, à la déperdition de l'autorité paternelle, au changement de regard induit par les nouvelles connaissances physiologiques, par la diffusion de la psychanalyse et de la sexologie qui bouleversent les anciennes représentations de la virilité (Anne Carol). Pourtant, et c'est l'autre axe du volume, le modèle résiste, et c'est à sa plasticité que s'attachent nombre d'auteurs qui explorent sa présence remodelée dans le politique (Johann Chapoutot à propos des fascismes), dans le sport, dans les représentations artistiques (la figure du héros mélancolique dans le cinéma de la Nouvelle Vague, abordée par Antoine de Baecque), dans la guerre, et

jusque dans l'intime, où l'obsession érectile, renforcée par la pornographie, donne à l'expression de la virilité l'allure d'une performance.

Pour conclure, il convient de soulever quelques interrogations. Le lecteur est en permanence confronté à l'usage de deux termes – virilité et masculinité – dont le sens, dès lors qu'ils apparaissent dans la langue française à l'époque médiévale, varie selon les époques qui leur attribuent tantôt à l'un, tantôt à l'autre, une dimension plutôt normative ou renvoient aux déclinaisons sociales et culturelles du modèle. Or, ces significations ne sont pas toujours clairement explicitées et, surtout, certains auteurs passent alternativement de l'une à l'autre à l'intérieur d'une même contribution. L'embarras porte aussi sur le choix du titre général qui semble marquer une distance avec l'expression employée dans les *gender studies*, où, comme le rappelle Christopher Forth (t. 3), on parle d'une histoire des masculinités, terme qui prend mieux en compte la dimension fondamentalement relationnelle de ces constructions. Pourquoi ne pas avoir intitulé l'ouvrage *Histoire des masculinités* ? Et pourquoi – la question n'est pas sans lien avec la précédente – ne pas l'avoir plus largement ouvert aux historiennes, tout particulièrement dans le deuxième volume où elles sont quasi-absentes ? Quelques regrets pour terminer. Celui de ne pas voir plus systématiquement exploités à l'intérieur des contributions les très riches cahiers iconographiques qui apportent beaucoup à la compréhension de l'objet, mais qui sont trop souvent présents à titre illustratif. On regrettera, enfin, l'absence d'un texte spécifique consacré aux virilités paysannes dans un monde pourtant resté longtemps majoritairement rural.

ODILE ROYNETTE

1 - Alain CORBIN, Jean-Jacques COURTINE et Georges VIGARELLO (dir.), *Histoire du corps*, t. 1, *De la Renaissance aux Lumières*, t. 2, *De la Révolution à la Grande Guerre*, t. 3, *Les mutations du regard, le XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éd. du Seuil, 2005-2006.

2 - Georges DUBY et Michelle PERROT, « Écrire l'histoire des femmes », in G. DUBY et M. PERROT (dir.), *Histoire des femmes*, t. 4, *Le XIX<sup>e</sup> siècle*, dir. par G. Fraisse et M. Perrot, Paris, Plon, 1991, p. 9.

**John H. Arnold et Sean Brady (éd.)**

*What is Masculinity? Historical Dynamics from Antiquity to the Contemporary World*  
Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2011,  
xiv-462 p.

Cet imposant volume ne s'organise pas autour d'un pays ou d'une époque, mais prétend au contraire couvrir les dynamiques historiques de différents espaces et périodes qu'il traite. Composé de vingt-et-un chapitres, ces actes de colloque s'organisent en cinq parties à peu près équivalentes. La première partie est essentiellement méthodologique et traite de nomenclature et d'historiographie. Elle comprend deux articles sur la virilité médiévale. La deuxième partie se penche sur les questions d'hégémonie dans l'Antiquité athénienne, et surtout dans la période située entre 1700 et 1900. Les troisième et quatrième parties abordent les questions fondamentales de l'âge et de l'interaction sociale (notamment du foyer domestique) à travers des études de cas principalement situées en Grande-Bretagne et au Canada.

Ces études de cas concernent des objets très variés : des membres de l'élite vivant dans un environnement homosocial, de l'homosexualité, de la pédérastie, ou encore des hommes de famille et de figures littéraires de renom, comme le dramaturge Joe Orton. La cinquième partie, intitulée « Frontières contemporaines », traite de sujets aussi divers que les cow-boys, la littérature japonaise ou la clientèle des bordels en temps de guerre. Naturellement, cette liste ne couvre pas de façon exhaustive les questions liées à la masculinité, et n'implique pas non plus la volonté de suivre une approche trop systématique. Cependant, cette collection assez hétérogène sert l'historiographie de la masculinité en présentant des approches comparatives et des études de cas. Quelques rares articles sur la Grèce ancienne, le Canada ou la France du IX<sup>e</sup> siècle font ressortir une attention prioritairement donnée à la Grande-Bretagne, qui s'oppose à l'aperçu général du champ de recherche présenté par John Tosh en introduction. Ce dernier fait un compte rendu utile de la manière dont l'histoire de la masculinité a fait son chemin, jusqu'à devenir un aspect important et respecté de l'histoire du genre, sans avoir néanmoins, affirme l'auteur, jamais

engendré de périodisation commune. Il déplore ce manque de consensus et d'ambition, et en appelle au développement d'études détaillées « d'histoire sociale culturellement inspirées ». Or, les travaux récents sur la guerre et la masculinité (par exemple ceux de Michael Roper), ou les études consacrées à d'autres pays que la Grande-Bretagne, sont déjà allés au-delà du seul rapprochement entre histoire culturelle et histoire sociale que ce texte appelle de ses vœux.

Le chapitre rédigé par Diederik Janssen offre un vaste aperçu critique des usages anthropologiques du genre et de la masculinité. Il rouvre très utilement le dialogue avec certaines approches anthropologiques canoniques de la masculinité qui sont plutôt sceptiques, en particulier celles de Pierre Bourdieu ou Marilyn Strathern. Cette révision, à la fois géographique et linguistique, des termes de l'histoire du genre se traduit historiquement dans les travaux des historiens de l'Antiquité et du Moyen Âge, qui tendent à remettre en cause toute relation exagérée entre masculinité et sexualité. Des questions méthodologiques similaires se posent pour les normes et le comportement masculin antique ou non occidental. La figure du saint cocu dans la Francie carolingienne, l'éventail des archétypes masculins dans les comédies hellénistiques, ou les attitudes ambivalentes vis-à-vis de la pédérastie athénienne, se donnent à lire conjointement avec les propositions de plus grande portée de Simon Yarrow en faveur de typologies comparatives qui permettraient d'établir des cadres d'analyse féconds.

L'ouvrage donne généralement l'impression d'accorder un intérêt disproportionné aux élites masculines. C'est peut-être le résultat de la méthode mise en œuvre, qui tend à privilégier les preuves qualitatives au détriment des enseignements de l'histoire sociale. Il s'agit là d'un problème connu, que nombre d'auteurs affrontent de manière originale certes, mais cela reste un obstacle que cet ouvrage ne parvient jamais à dépasser. L'excellent chapitre de Henry French et Mark Rothery attaque résolument le concept d'hégémonie masculine variable, en se fondant sur des preuves abondantes et qualitativement riches, qui parviennent à dégager les transformations géographiques et temporelles des stéréotypes de la masculinité.

La détermination de la masculinité, bien connue au niveau d'une civilisation ou d'un continent, semble en effet mettre en fuite de nombreux historiens, formés à établir des généralisations dans un contexte national.

Les thèmes de la paternité et du foyer domestique sont étudiés dans un ensemble d'articles qui cherchent à souligner la spécificité des activités associées à l'âge comme marqueurs de la masculinité. Rachel Moss, par exemple, examine les comportements adolescents au XV<sup>e</sup> siècle d'une manière qui remet en cause les certitudes concernant la brièveté de l'adolescence dans les sociétés pré-modernes. Tout aussi non-conformiste, l'article de Heather Ellis est consacré aux étudiants d'Oxford au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Certaines de ses assertions concernant l'importance de Cambridge et d'Oxford comme « les lieux les plus féconds pour explorer la possibilité que la masculinité puisse être construite avant tout sur des distinctions d'âge et de maturité, plutôt que de genre » (p. 267) sont contestables. La vie universitaire, tout comme les *settlement houses*, véritables colonies étudiantes et charitables de l'East End londonien à la fin de l'ère victorienne, étudiés par Lucinda Matthews-Jones, étaient des lieux exceptionnels, certainement fascinants mais peut-être aussi uniques. L. Matthews-Jones examine en particulier ce que l'on appelle l'« évasion du foyer » qui, d'après J. Tosh, caractérisait les hommes de la classe moyenne à cette époque. La culture de club, et la sociabilité masculine spécifique qui y était associée, concernaient toutes les catégories sociales, ce qui semble s'accorder avec la théorie de la primauté de l'âge. L. Matthews-Jones montre comment l'idéal du monachisme franciscain a pu être réinventé dans un cadre domestique. Mettre en valeur ce monachisme domestique est pour elle une façon de corriger l'approche de Seth Koven concernant la manière dont les classes moyennes considèrent la pauvreté, en particulier sa théorie du « *slumming it* » (de l'encanaillement social comme aiguillon sexuel), et son insistance sur la forme trouble des fantasmes masculins qui se cache dans l'exercice d'une œuvre sociale.

L'article de Matt Cook, qui s'appuie sur la personnalité de J. Orton pour étudier l'homosexualité masculine, le système patriarcal et

la famille, met lui aussi en scène le modèle domestique mais cette fois-ci dans l'après-guerre. Les thèmes récurrents des semi-mythiques « crises de la masculinité » font l'objet de plusieurs articles qui cherchent à contextualiser la naissance de ce lieu commun de la moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Les « masculinités mythiques » sont le thème fédérateur de la dernière partie, la moins cohérente du livre, qui examine les cow-boys dans la culture de plus en plus corporative des ranchs texans de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les romans de l'ère Meiji, les patriarques canadiens et les clients des bordels de guerre. Les questions raciales apparaissent dans l'article de Jacqueline Moore, alors qu'elles sont remarquablement absentes ailleurs. Le fait qu'un tiers des cow-boys étaient noirs américains ou hispaniques eut une influence sur leur statut social, mais aussi sur le fait qu'aux yeux de leurs contemporains, ces hommes restèrent pour toujours des petits garçons. L'article qui concerne le roman de Natsume Sōseki, *Kokoro*, et l'influence du christianisme et d'Oscar Wilde sur cet ouvrage de l'ère Meiji, est plus ésotérique ; il montre comment des concepts masculins furent traduits et furent partie prenante de l'engagement du pays dans la modernisation. Les distinctions de classe et de rang en temps de guerre sont l'un des aspects les plus intéressants de l'article de Clare Makepeace, qui met en évidence l'inégalité d'accès accordée aux officiers et aux soldats, coloniaux et métropolitains, dans la gestion militaire britannique de la récompense sexuelle.

Le chapitre final de Victor Seidler est une réflexion autobiographique sur quarante ans de politique du genre masculin, homo et hétérosexuel, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Il clôt ce volume parfois disparate, déjà légèrement daté mais souvent très stimulant, avec le souhait que les complexités du passé alimentent les débats actuels et l'appel à des relations plus fructueuses avec le féminisme, retournant ainsi aux premiers questionnements qui ont fait de la masculinité un champ d'étude légitime.

BERTRAND TAITHE  
Traduction de CÉCILE D'ALBIS

### Pauline Schmitt-Pantel

*Aithra et Pandora. Femmes, genre et cité dans la Grèce antique*

Paris, L'Harmattan, 2009, 224 p.

Pauline Schmitt-Pantel reprend dans cet ouvrage quatorze de ses publications qu'elle resitue dans la trame historiographique des dernières décennies, illustrant ce qu'elle a apporté à l'histoire du genre, sans toutefois toujours préciser les mises au point qu'elle y a introduites, ce qui ne permet pas de suivre l'évolution de sa pensée. En introduction, elle présente les cadres dans lesquels se sont déroulées ses études sur l'histoire des femmes, à commencer par la période exaltante des enseignements et des travaux impulsés par Michelle Perrot, dans les années 1970. Elle fait ainsi revivre la naissance et le développement des études de genre « à la française », qui ont constitué un courant fondamental de l'histoire grecque des quarante dernières années.

Pour ouvrir le débat, P. Schmitt-Pantel présente un portrait de la femme grecque tel que le propose Xénophon dans l'*Économique*, « La femme sans nom d'Ischomaque », enfermée dans l'*oïkos* et dépourvue de tout pouvoir, ce qui pose d'emblée la question des limites d'une documentation qui impose des décryptages incessants. Les stéréotypes, hérités pour une bonne part des mentalités du XIX<sup>e</sup> siècle, ont la vie dure ; l'histoire traditionnelle des femmes a déjà tenté de corriger cette vision, mais une histoire « genrée » permet de mieux approcher les réalités. Les deux textes suivants, datés de 1982 et 1990, présentent les objectifs de la nouvelle recherche sur le partage entre hommes et femmes, « la dimension bisexuée de l'histoire », en décryptant la présence des femmes dans le domaine public. Ils proposent une série de remarques fort judicieuses sur les « domaines réservés » aux femmes, sur le décalage entre la réalité et la théorie, sur l'évolution au cours du temps, sur les outils conceptuels nécessaires. Ces textes, de nature théorique, paraissent à présent légèrement datés, mais ils permettent de saisir le chemin parcouru depuis leur rédaction, tant les idées exprimées sont maintenant intégrées par les historiens. Sans opposer deux types d'histoire, avant et après les études de genre,

il apparaît bien qu'une meilleure appréciation de la place des femmes dans la vie de la cité a rééquilibré notre vision de la société grecque et de l'activité politique.

Le thème de la préparation des jeunes à leur vie d'adulte est analysé dans « Le corps des jeunes filles », rédigé avec Louise Bruit-Zaidman, en explorant la façon grecque de regarder ces corps inachevés, imparfaits par rapport à celui de la femme ou du jeune homme. Avec l'enfantement, la femme atteint au corps complet en même temps qu'elle entre dans la sphère politique comme mère d'un futur citoyen, et qu'elle échappe à la violence qui menace la jeune fille.

La « construction de la violence », par des récits et des images qui traduisent une volonté de distinguer les pratiques d'un sexe ou de l'autre, est à nouveau abordée dans les études sur « Aithra et Athéna Apatouria, un rite de passage au féminin » et sur les « Femmes meurtrières et hommes séducteurs ». Rapt et viol, combinés à l'*apatè* et à la *métis* (la tromperie et la ruse), seraient destinés à éliminer tout risque d'un refus féminin qui mettrait en danger le mariage. Ainsi, les femmes passeraient de la nature à la culture, ce qui revient à dire que la violence des hommes sur les femmes serait fondatrice de la civilisation dans la cité. Cette violence est surtout le fait des hommes, qui la pratiquent aussi à la guerre et à la chasse, ce qui n'empêche pas la réticence des Grecs à en parler crûment : le viol ne se dit pas, seulement le rapt et la honte. À l'inverse, la femme peut répondre à la violence qui perturbe son statut d'épouse, et surtout de mère, en exerçant une double violence : sur l'auteur de la menace et sur elle-même ; ainsi se rejoignent Jocaste et Phèdre, Eurydice et Médée, et bien d'autres. Et la jeune fille peut s'en prendre à qui impose un mariage contraire aux règles, telles les Danaïdes. Plus rares sont les violences entre femmes et les récits semblent relever surtout de fantasmes masculins.

L'héroïsme féminin, lui, est peu présent avant Plutarque, comme si l'équilibre de la société s'en trouvait menacé. Lorsque des héroïnes ont joué un rôle essentiel dans des situations extrêmes, elles ne gardent pas longtemps le pouvoir qui leur est alors reconnu, et le retour à la norme est rapide, comme si on voulait souligner que leur héroïsme n'avait pas

de réelle importance : il ne faudrait pas qu'elles confisquent aux hommes cette vertu qu'ils se vantent de détenir, l'*andreia*, à la fois virilité, courage et force. Mais est-ce vraiment pour la sauvegarde de la citoyenneté ?

Je regrette l'insertion du texte sur le traitement infligé par Périandre aux « jeunes garçons de Corcyre » que le tyran envoie au roi de Lydie pour qu'il les fasse castrer. L'analyse des détails est soigneusement menée, mais l'interprétation générale ne rend pas suffisamment compte de la nature de la tyrannie et de ses représentations. Comme le constate P. Schmitt-Pantel, « une relecture des textes sur les rapports entre les tyrans et les femmes s'avère nécessaire » (p. 88, note 24).

« L'âne, l'adultère et la cité » traite en parallèle les hommes et les femmes dans une affaire qui met en danger la cité, car elle compromet la légitimité de l'enfant à naître, et donc sa citoyenneté potentielle. Là encore, les éléments du dossier sont analysés avec soin, mais l'auteur ne pousse pas le questionnement jusqu'au bout. Par exemple, si aucune différence n'est constatée selon que la femme est une épouse légitime ou une concubine (*pallakè*), faut-il imaginer que l'enfant de la seconde se substituerait éventuellement à celui de la première, contrevenant à l'affirmation de P. Schmitt-Pantel selon laquelle « le citoyen grec ne se définit que par la naissance » (p. 92) ? Pourquoi privilégier un texte d'Élien (XII, 12), qui affirme le déclassement de l'homme adultère à Gortyne, aux dépens de la documentation épigraphique qui s'en tient à des amendes modulées selon le statut de la femme ? Du reste, traiter d'*an-andros* celui qui, par son comportement, a trahi son *andreia*, ses qualités d'homme, ne signifie pas son exclusion de la cité, et le terme d'*atimos* recouvre bien des degrés dans la perte des droits.

Le dossier sur « Espaces et genre » propose une exploitation renouvelée des données de l'archéologie et des images, permettant une meilleure interprétation des textes. Ces études montrent qu'il est difficile, la plupart du temps, de réserver aux hommes ou aux femmes des gestes spécifiques, en dépit des propos très « genrés » émis par tel ou tel personnage, et que la dichotomie espace privé/féminin, espace public/masculin, qui aboutit à une conception « totalitaire » de la cité, n'est pas pertinente.



De fait, c'est là une vision courante de la cité grecque, et les stéréotypes, ici combattus, ont la vie dure. Ainsi, le recensement des « festins de femmes » témoigne de leur réalité et de la probable aptitude des femmes à manier le couteau sacrificiel, contrairement à ce qu'avait cru pouvoir affirmer Marcel Detienne ; P. Schmitt-Pantel souligne, en revanche, la quasi-absence des femmes des festins publics, ou alors à l'écart des hommes et à l'abri des regards extérieurs. Cette exclusion culturelle rejoint l'exclusion du politique. Pour autant, les femmes ne sont pas exclues de la commensalité privée. L'analyse sans *a priori* des images du *symposion* amène P. Schmitt-Pantel à rejeter la vision traditionnelle : plus question de voir, aux côtés ou au service des hommes adultes, des jeunes compagnons ou des hétaires, mais tout simplement des comparses dont rien ne permet de préciser le statut.

Il demeure une frustration qui vient de notre ignorance de la vie de tous les jours et d'une tendance à voir le festif dans toute représentation de repas. Le banquet n'est pas le repas ordinaire et, inversement, le repas de Nausicaa et de ses compagnes sur la plage où débarque Ulysse n'est qu'un partage de nourriture entre lavandières, pas un banquet ; il ne saurait témoigner d'une séparation des genres au quotidien.

Conclure cet ouvrage par « La création de la femme », en faisant un rappel de l'historiographie des mythes de Pandora et d'Ève, est fort bien venu. Mais, en ce qui concerne Pandora, on a peut-être tendance à accorder à Hésiode trop d'influence sur la mentalité grecque. Certes, la misogynie est bien présente dans son récit, car le poète cherche à expliquer les souffrances des hommes en en faisant porter la responsabilité à la femme ; mais, en même temps, la femme est associée à la civilisation, elle complète le don de l'agriculture et du feu, et je rappelle que Geneviève Hoffmann interprétait l'espoir, conservé dans la jarre par la femme, comme la promesse d'une descendance<sup>1</sup>. L'homme prend conscience de son incomplétude, reconnaît son désir sexuel, et endosse sa condition de mortel.

De multiples facettes du traitement du « genre » sont ainsi mises en lumière dans cet ouvrage qui s'est voulu centré sur la cité, et donc sur le traitement des sexes en fonction

du politique. De ce fait, il souligne l'inégalité et l'exclusion, tout en en marquant les limites, et, en cela, il enrichit et renouvelle notre vision de la société grecque. La division entre hommes et femmes se révèle plus fonctionnelle que hiérarchique et, avec ce recueil, nous disposons d'une base historiographique et factuelle qui aidera à la poursuite de recherches sur la place des femmes dans le domaine politique. Je pense, entre autres, au rôle qui leur est dévolu dans le théâtre, dans les récits de tyrannie ou à Sparte : les femmes sont souvent détentrices de la sagesse et/ou de la défense des règles fondamentales de la vie en société. La voie est ouverte à la prolongation de celle que P. Schmitt-Pantel a tracée en se faisant pionnière de notre façon de pratiquer « l'histoire du genre ».

FRANÇOISE RUZÉ

1 - Geneviève HOFFMANN, « Pandora, la jarre et l'espoir », *Études rurales*, 97-98, 1985, p. 119-132.

### Sara Margaret Butler

*The Language of Abuse: Marital Violence in Later Medieval England*  
Leyde, Brill, 2007, x-286 p.

Sans le revendiquer dans le titre de son ouvrage, Sara Butler utilise le concept de genre comme catégorie d'analyse, en liaison avec trois variables opératoires : le couple, la violence et la justice. L'enquête est menée autour d'un objet spécifique, la violence maritale, que l'auteure désigne par l'expression judicieuse de *spousal abuse*. La méthode choisie pour découvrir les contours et le contenu de cette catégorie passe par l'analyse fine du langage ; comprenons les mots par lesquels on désigne, en Angleterre, aux XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles, la somme des actes, gestes et propos violents émanant des maris à l'encontre de leurs épouses. À partir de ces mots, l'auteure peut (re)construire sans anachronisme une forme de violence propre aux époux, ses excès, dans un contexte où la relation entre conjoints est fondée sur la subordination de l'épouse au mari. S. Butler s'interroge sur la façon dont les tribunaux et les justiciables définissent les *spousal abuse*, sur leurs moyens d'y répondre, ainsi que sur la

manière dont les plaignants justifient leur comportement.

L'auteure mobilise les archives des tribunaux ecclésiastiques, royaux et manoriaux, de York et de l'Essex, aux XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles. Les registres (*act books*) et les procès (*cause papers*) consultés ne sont pas des fonds inédits, cependant S. Butler en fait une lecture novatrice tout en conservant la dimension narrative des micro-récits qui composent un procès, dans chaque affaire où la violence maritale est un enjeu essentiel. Elle s'attache à montrer les perceptions et les représentations qu'en ont les parties, les avocats et les témoins, et qu'ils exposent devant les juges. Elle met en valeur ce qu'ils tolèrent et ce qu'ils considèrent comme inacceptable. Descriptions et procédés de qualification sont décryptés pour ne pas interpréter les *spousal abuse* de manière anachronique. L'auteure propose une (re)lecture anthropologique des récits judiciaires de cette violence, sans omettre de prendre en compte la nature des documents, et les contraintes inhérentes à leur production.

Le fait de privilégier la violence maritale pourrait laisser croire à un parti pris épistémologique excluant toute violence de la part des femmes. Or, il ne s'agit pas pour S. Butler de prétendre à l'existence d'une plus grande violence des hommes. Bien au contraire, l'intelligence de l'analyse des faits au prisme du genre la conduit à distinguer entre les hommes et les femmes ce que les uns et les autres tolèrent, ou cessent de tolérer, dans les rapports conjugaux en termes de violence, qu'elle soit physique, verbale ou psychologique. Il s'agit de mesurer également ce que ces discours ont de proprement masculin ou féminin dans leur énoncé, et s'ils reflètent ou non des identités de genres.

Dans le premier chapitre, S. Butler commence par rappeler que de nombreux textes anglais de la période médiévale (manuels de confesseurs, collections de sermons et œuvres littéraires) justifient la nécessité pour les hommes de corriger leurs épouses en employant la force physique, même s'ils recommandent d'en limiter l'usage. Le recours à la force physique n'est pas condamné, mais devient *a contrario* fondateur d'une certaine tolérance envers la violence au sein du couple.

Le deuxième chapitre se consacre à une typologie des abus recensés dans les sources. La violence maritale est bien considérée comme un problème et les tribunaux, conscients de devoir la réprimer, proposent des solutions qui oscillent entre le châtement (peine de fustigation) et la mobilisation de la communauté. Ils encouragent le voisinage à contrôler cette violence afin de préserver l'institution matrimoniale. De nombreuses options (séparation, peines, amendes, etc.) sont offertes aux couples par les tribunaux, mais aussi par la communauté des voisins, parents et amis des conjoints. Le but est d'éviter que la discorde ne conduise à la pire des violences, l'homicide conjugal.

L'accent est mis dans le troisième chapitre sur les motifs de rupture de l'harmonie conjugale : misère économique, folie, adultère, insubordination des épouses, sont susceptibles de créer des conditions d'émergence au quotidien de formes diverses de violence. La volonté de l'Église de contraindre malgré tout les époux en conflit à cohabiter, ou à reprendre la vie commune, contribue à exacerber les tensions.

Dans le chapitre suivant, à partir de six cas d'études, sont détaillées les circonstances dans lesquelles la violence maritale est exposée comme étant acceptable ou non, aux yeux des tribunaux et des époux, ou bien encore des voisins, parents et amis appelés à témoigner. Plus que la violence, ce sont donc bien les abus et leur formulation que S. Butler met en lumière. L'idée d'abus indique la capacité des médiévaux à rendre explicite ce que les anthropologues appellent la construction d'un seuil de l'intolérable, et l'auteure fait montre de toute sa capacité à détecter ce seuil ainsi qu'à en exposer les limites. Elle emploie les méthodes de la micro-histoire afin de mieux appréhender les stratégies déployées au féminin ou au masculin dans la construction de ce seuil, en vue d'obtenir gain de cause devant le juge. L'élaboration subjective dudit seuil sert autant à préserver les individus de possibles excès de violence qu'à définir et légitimer ce qui est accepté en deçà, c'est-à-dire la correction maritale dont la seule limite tangible réside dans le fait de ne pas faire périr l'épouse.

La centralité du quatrième chapitre permet de relier la compréhension des études de cas qui y sont présentés aux analyses développées

en amont, et d'amorcer le questionnement sur le rôle de la famille et des voisins en matière de régulation de la violence maritale, ainsi que sur le partage des responsabilités entre les genres masculin et féminin. Les interventions des parents, amis, voisins ne sont pas motivées par la seule nécessité d'aider une victime individuelle (chap. 5). Il s'agit aussi pour eux de préserver la tranquillité et la réputation d'une communauté, en coupant court aux excès. Enfin, en dernier ressort, l'auteure met en lumière comment un niveau tout de même élevé de tolérance en matière de violence maritale peut s'expliquer par la volonté des Anglais de la fin du Moyen Âge de se préserver des troubles causés par des femmes insoumises, querelleuses et agressives par le verbe (chap. 6). La violence des époux servirait à contrôler ce qui effraie la société.

L'apport essentiel de cet ouvrage est de rejoindre, *via* le thème de la violence conjugale issue de la sphère domestique, la compréhension acquise par ailleurs de la violence au Moyen Âge, dans les domaines de l'histoire de la justice et de la criminalité. On regrette que le lien ne soit pas forcément établi, ce qui aurait inséré cette recherche dans une tradition historiographique plus large. Le second apport est de montrer clairement que l'histoire de la violence conjugale ne se réduit pas à celle des victimes de sexe féminin. Elle est aussi, et sans doute plus encore, une histoire au masculin. En effet, l'enquête menée par S. Butler fournit une analyse fine, en contrepoint, du rôle attendu des hommes dans le cadre matrimonial : discipliner leurs femmes (leurs épouses).

Toute violence excessive, en regard de la compétence de gouvernement dévolue aux hommes au sein du foyer, révèle une faiblesse, une situation d'échec, une déchirure dans le tissu de la masculinité théoriquement en place avec le mariage, que chacun dissimule en dressant des portraits d'épouses indisciplinées et incontrôlables, justifiant ainsi le recours à la violence physique. Des témoins ayant sauvé la vie d'épouses battues déposent en faveur des maris dont ils ne condamnent pas l'attitude, loin de là. Or, des femmes partagent aussi cette position parce qu'il y va de la tranquillité et de l'honneur de tous, de la communauté, du quartier, de la famille. Pour autant,

ce travail n'est pas le miroir d'une vie de couple fataliste ; l'auteure montre des couples demandant la séparation, au motif de mauvais traitements, qui ne vivent souvent plus ensemble depuis des années à la date du procès. Pour toutes ces raisons, le livre de S. Butler constitue un bel exemple de l'évolution de la recherche sur les relations entre les genres qui, depuis le début des années 2000, n'ignore plus le temps long.

MARTINE CHARAGEAT

### Isabelle Chabot

*La dette des familles. Femmes, lignage et patrimoine à Florence aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles*  
Rome, École française de Rome, 2011,  
450 p.

Qu'elle soit considérée comme une part d'héritage ou comme une véritable exhérédation (à cause de *l'exclusio proter dotem*), la dot est un bien qui appartient aux femmes et qu'elles peuvent donc transmettre. Le but de ce livre est de suivre minutieusement toutes les étapes de la chaîne de dévolution de la dot à partir de la riche documentation florentine des deux derniers siècles médiévaux (*ricordanze*, correspondances, *catasto* de 1427 et testaments).

Isabelle Chabot commence par analyser les règles de la succession *ab intestat* et leur évolution, de 1325 à 1415, dans les statuts florentins. Elle constate une forte réduction des droits successoraux des filles, l'assimilation des biens des épouses dans le dernier lignage au bénéfice du mari ou de sa descendance mâle, et l'extension des privilèges des veufs. En 1415, les enfants nés d'une première union ne peuvent plus récupérer la dot de leur mère, qui reste entre les mains du veuf même si la femme n'a pas procréé d'un second lit. Ces changements peuvent être interprétés comme une adaptation des familles aux crises démographiques du XIV<sup>e</sup> siècle qui mettent plus souvent les filles en position d'héritière.

Dans les chapitres suivants, I. Chabot étudie 440 testaments masculins et féminins rédigés entre 1350 et 1440. Il en ressort que les Florentines testent beaucoup moins que les Florentins (29 % seulement d'actes féminins).

Ces derniers rédigent leur testament à un âge plus précoce que les femmes, souvent lorsque leur épouse vit encore, tandis que, parmi les testatrices, les veuves sont majoritaires (75 %). Les femmes mariées testent donc très peu (15 % seulement) car, selon l'auteure, elles pourraient, dans ce cas, aller à l'encontre des intérêts du lignage patrilinéaire. Rédigeant leur testament très souvent lorsque leurs filles sont déjà mariées, les mères florentines contribuent donc fort peu à leur dotation. Le contraste avec la situation de Venise est saisissant, ville dans laquelle les femmes testent davantage que les hommes. Les différences de *sex-ratio* des testateurs s'expliquent donc par la plus ou moins grande patrilinéarité du système. I. Chabot remarque encore que les Florentins lèguent majoritairement à des femmes vivant sous leur toit ou portant leur nom (« la maison et le nom »). Ils « prêtent » des legs qui leur reviennent à la mort du légataire, tandis que les Florentines « donnent » dans leur groupe de naissance comme dans leur famille de destination. I. Chabot constate enfin que, malgré un système successoral très défavorable aux femmes, par les hasards de la démographie ou par l'intention des familles, des filles peuvent hériter même après avoir reçu une dot.

La taille, le sexe et le nombre de membres de la fratrie influent nettement sur le montant de la dot et les destins féminins. En effet, dans une fratrie où les filles sont nombreuses, ces dernières entrent plus facilement au couvent, car la dot monastique reste très souvent inférieure à la dot maritale. Les dots des Florentines sont presque toujours en numéraire, moyen d'éviter d'entamer le patrimoine foncier qui doit circuler à travers la lignée masculine. Elles offrent ainsi au mari une grande disponibilité financière lui permettant, par exemple, de faire fructifier une entreprise commerciale : au tournant des XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles, le marchand florentin Goro Dati s'est marié à quatre reprises en trente ans et, à chaque fois, les dots de ses épouses ont servi à alimenter son entreprise de soieries. En contrepartie, « les maris florentins signent donc à leur épouse des reconnaissances de dot » (p. 138). Dès lors, on comprend l'intérêt pour les Florentines de conserver avec soin les titres de crédit, les *instrumenta dotalia*, afin de prouver leur pro-

priété dotale à la mort de leur conjoint. Mais comme le montre I. Chabot, ce sont encore les pères et les maris qui tiennent ces papiers dans les coffres ou qui les recopient (ou pas) dans leur *ricordanze*. Que reste-t-il alors à ces femmes mariées ? En théorie, elles possèdent le *dominium* exclusif sur les biens paraphernaux et les *bona non dotalia* reçus en héritage. Mais là encore, au cours du XIV<sup>e</sup> siècle, le droit évolue en faveur des maris : en 1415, l'épouse florentine ne peut plus rien aliéner sans autorisation maritale.

Dans la deuxième partie, I. Chabot étudie les veuves florentines, ces « ombres errantes [...] sur les marges de l'existence familiale » (p. 6), qui menacent le système, et que les Florentins tentent de neutraliser. Elle dresse un beau panorama du « cycle rituel » de l'alliance florentine en s'intéressant tout particulièrement aux objets prêtés à l'épouse par le mari au moment des noces, et repris lors du décès de la femme, ainsi qu'aux trajets effectués par la jeune fille lors de son mariage ou par la veuve qui retourne dans sa famille de naissance. Comme Christiane Klapisch-Zuber l'avait souligné, malgré l'inflation de la dot, le contre-don du mari est encore bien présent<sup>1</sup>. Entre les *sponsalia* et le *matrimonium* surtout, mais encore dans la première année de l'union, le mari comble son épouse de cadeaux en tout genre : trousseau, bijoux, robes, coffres, etc. Or I. Chabot démontre que ces présents ne sont que des prêts qui resurgissent sur la scène funéraire. Comme ces objets, les trajets féminins d'une maison à l'autre se retrouvent et se répondent dans le cycle rituel de l'alliance. En effet, la jeune mariée, au moment de ses noces, avait accompli un double parcours : elle s'était rendue chez son mari puis, dans les huit jours, avait fait la *ritornata* chez son père pour un banquet qui mettait un terme au cycle de l'alliance. Lorsque l'épouse perd son mari et que, encore jeune, elle retourne dans sa famille d'origine qui l'introduit de nouveau dans le marché matrimonial, elle refait ce trajet rituel : c'est la *tornata* (le retour de la veuve dans sa maison natale) qui se réalise souvent de manière brutale, le jour même ou le lendemain du décès du mari. Dès lors, l'épouse redevient une fille, surtout si elle n'a pas été mère dans la *casa* qu'elle vient de quitter. Si c'est l'épouse

qui meurt la première, le veuf renvoie les dons nuptiaux à la famille de sa femme (retour qui se fait de moins en moins à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle). Si le couple n'a pas eu d'enfant, le veuf pourvoit aux habits de deuil de sa belle-mère, et parfois d'autres parentes.

Dans une dernière partie, en reprenant les testaments masculins, I. Chabot analyse les dispositions prises par le mari afin que sa future veuve ne puisse pas convoler en nouvelle noce et ainsi emporter sa dot. Un père de famille sur trois nomme son épouse « maîtresse et usufruitière de tous ses biens ». Il lui accorde également volontiers la tutelle sur les enfants mineurs, même si c'est souvent sous l'étroite surveillance d'autres hommes de la parenté, attentifs à ce que la veuve assure le mieux possible cette phase délicate du cycle domestique. On peut cependant se demander si ces maris se montrent généreux à l'égard de leur femme uniquement pour qu'elle assure « le raccord entre deux générations d'héritiers mâles » (p. 284). Dans un système de valeurs partagé, les intérêts des hommes ne sont pas toujours opposés à ceux des femmes. On ne peut réduire cette histoire à un combat mené par les hommes contre les femmes. Un mari qui, à l'approche de la mort, octroie par voie testamentaire de nombreux bienfaits à son épouse, et prend des dispositions pour qu'elle demeure avec ses enfants, peut aussi penser à l'avenir de sa famille, à la sauvegarde des relations affectives entre son épouse et ses enfants, et pas seulement vouloir être le gardien froid et cruel (parce que homme) d'un système. Ne peut-on pas également voir dans cette libéralité, la manifestation sincère de sentiments pour celle qui a partagé une partie de sa vie ? Dans ce système patrilinéaire, les hommes aussi, « mari cruel » ou « père cruel », ont été parfois confrontés à de terribles dilemmes, tiraillés entre affection conjugale ou filiale et intérêts du lignage. Il est bien entendu très difficile de retracer une histoire des sentiments et de l'affection à l'intérieur du couple, même à partir d'une documentation aussi riche que celle dont on dispose, pour Florence, à la fin du Moyen Âge. Dans son livre, I. Chabot évoque à plusieurs reprises « la lente affirmation de la cellule conjugale » (ainsi p. 273) aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, aspect sur lequel on aurait aimé en savoir davantage. Consacrer un chapitre

à ce thème aurait sans doute permis d'atténuer cette forte opposition des sexes qui est le fil directeur de l'ouvrage. Mais heureusement, la fréquente prise en compte de l'âge ou de la position dans le cycle de vie, et également parfois du milieu social, permet d'apporter de très pertinentes nuances à cette domination masculine et de montrer qu'un homme n'agit pas toujours en tant qu'homme, et une femme, toujours en tant que femme.

Lorsque les dispositifs mis en place par les hommes de la *casa* d'adoption de la femme ont échoué, ou lorsque le mari, sans héritier mâle, se désintéresse du destin futur de la veuve, les pères reprennent leurs filles s'ils peuvent encore la donner en mariage. L'âge de la veuve est un critère essentiel dans ce processus de « reprise ». Le délai de viduité d'un an prescrit par l'Église n'est presque jamais respecté, pour les veuves comme pour les veufs désireux de reprendre rapidement une mère pour les orphelins. Contrairement à Venise, où l'on observe une réelle capacité des veuves à se doter de nouveau, à Florence, les femmes subissent encore, à ce moment de leur cycle de vie, le joug des pères ou des frères qui orchestrent la transaction. Mais le remariage des Florentines, contrairement à celui des Florentins dont les étapes ne sont guère différentes du premier mariage, se réalise « en ton mineur » (p. 330) : il est plus rapide, et on en fait peu de publicité. Alors la femme, promue propriétaire de sa dot durant sa courte viduité, redevient, au grand soulagement des hommes, une « créancière perpétuelle » (p. 7) dont seule la mort, en principe, éteindra « la dette des familles ». Repartie fonder une autre famille, elle a dû parfois abandonner ses enfants dans son ancienne *casa*. À travers de beaux exemples, dans le dernier chapitre du livre, I. Chabot montre comment ces « mères cruelles » (C. Klapisch-Zuber) ont parfois tenté avec succès de résister à la pression du lignage en conservant des liens avec leurs enfants du premier lit. Beaucoup de testaments féminins (40 %) concernent des femmes remariées. Leur étude permet d'observer les procédés par lesquels ces dernières contournent la loi qui déshérite leur progéniture issue de la première maison. On le voit, malgré le pesant système patrilinéaire imposant à ces femmes de se faire oublier, les Florentines ont tenté d'exister dans la mémoire familiale.

Cet ouvrage très complet permet de prendre pleinement conscience de l'originalité du système florentin dont la patrilinéarité a été poussée à son comble. Dans la cité toscane, rappelons-le, si la femme meurt sans descendant, le mari récupère la totalité de la dot de sa femme décédée, alors que dans la grande majorité des statuts des communes italiennes, il s'agit plutôt de la moitié ou du tiers. Si I. Chabot parvient à parfaitement décrire l'originalité de ce système, c'est parce qu'elle joue, dans la première partie du livre, la carte du comparatisme en posant quelques jalons « pour une cartographie des systèmes dotaux italiens ». Certes, dans toutes les communes italiennes, les deux piliers du système sont l'*exclusio propter dotem* et le partage égalitaire entre les fils de l'héritage paternel. Mais toutes les nuances sont possibles au sein de ces régimes dotaux et successoraux. La comparaison menée par l'auteure est bien entendu dépendante de la littérature à disposition, ce qui explique qu'elle concerne surtout des communes toscanes, ombriennes ou ligures (pas de statuts marchésans où la situation est aussi différente et très diverse d'une commune à l'autre), et surtout Venise, ville pour laquelle I. Chabot peut s'appuyer en particulier sur les travaux de Stanley Chojnacki et d'Anna Bellavitis. La comparaison aurait pu être poursuivie (elle ne l'est plus qu'avec Venise dans la suite du livre) pour ce qui concerne le destin de la veuve, son remariage ou les rituels matrimoniaux, mais cela aurait représenté un travail considérable, et aurait dépassé le cadre de cette étude.

Isabelle Chabot poursuit donc avec bonheur de nombreuses pistes tracées depuis vingt ans par C. Klapisch-Zuber. Dans ce beau livre, elle y ajoute une réflexion originale pour au moins trois raisons : elle inscrit son travail dans un paysage historiographique où le genre est devenu un outil de lecture incontournable, elle exploite des testaments féminins et masculins qui apportent des informations inestimables sur les stratégies des acteurs et, tout en ne perdant jamais de vue les histoires individuelles, elle réussit, en suivant la dot du début à la fin de la chaîne de dévolution, à décrire un véritable système et à en dégager la forte cohérence.

1 - Christiane KLAPISCH-ZUBER, « Le complexe de Griselda. Dot et dons de mariage au Quattrocento », *Mélanges de l'École française de Rome. Moyen Âge, Temps modernes*, 94-1, 1982, p. 7-43.

### Caroline Schuster Cordone

*Le crépuscule du corps. Images de la vieillesse féminine*

Gollion, Infolio, 2009, 303 p. et 16 p. de pl.

« Tout ce qui naît vient à mourir avec le temps ; sous le soleil, nulle chose ne reste vive » (Michel-Ange, *Canzone*). C'est avec cette épigraphe que Caroline Schuster Cordone entame le troisième chapitre de son ouvrage consacré à la figuration de la vieillesse féminine dans la peinture moderne. L'auteure a opté pour un plan thématique qui permet d'organiser au mieux la multiplicité des images de la vieillesse, avec le défaut, malgré tout, de gommer la perspective diachronique. Elle considère que le sujet naît avec la modernité, d'où l'idée de centrer l'étude sur l'art italien de la fin du XV<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle, même si l'évolution au long de la période n'est pas soulignée. La première partie se consacre au rôle social de la femme âgée. La deuxième, plus allégorique, s'attache à décrire la déchéance et la décrépitude du corps. La dernière s'interroge sur tout ce qui apparaît comme transgressif dans les représentations de la vieille femme : la lubricité et la fécondité.

L'ouvrage s'affirme comme une étude d'histoire de l'art de la Renaissance italienne, mais son point de départ est bien l'histoire sociale. Il s'appuie d'abord sur des données démographiques : la proportion des vieillards est estimée entre 5 et 7 % aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, et leur présence réelle, souvent mésestimée, était une donnée non négligeable. Le premier ensemble étudié s'attache à décrire les représentations des *Degrés de la vie*, figurant, souvent de part et d'autre d'un escalier qui monte puis descend, des personnages de l'enfance à la vieillesse, avec un apogée situé autour de la quarantaine. L'analyse est d'autant plus intéressante qu'elle compare la version féminine et masculine de l'allégorie. Une gravure de Cristofano Bertelli montre en détail le passage de soixante à quatre-vingts ans, qui, chez les

femmes, fait augmenter tant les handicaps de la féminité (bavardage) que la sénescence (difficultés motrices), alors que le grand âge tend à effacer les différences du genre pour placer les vieillards dans la catégorie plus indéterminée de « personnes âgées » (p. 38).

L'auteure, soucieuse de montrer des vieilles femmes réelles et non allégoriques, cherche à identifier femmes âgées et grands-mères dans la peinture. Débute alors une analyse stimulante consacrée aux portraits des mères d'artistes et autoportraits de femmes artistes. Albrecht Dürer, Giorgione et Guido Reni ont peint des vieilles femmes identifiées comme leur mère âgée. Cela témoigne de l'attachement fort qui pouvait exister entre les artistes, même adultes, et leur mère (ainsi de Guido Reni et Lavinia Fontana à Andy Warhol qui, pour des raisons sans doute différentes, ont vécu avec leur mère jusqu'à la mort de celle-ci). Les vieilles femmes sont représentées en peinture surtout si elles sont apparentées avec les artistes.

Esquissant également une histoire de la grand-parentalité, l'auteure invite avec raison à se méfier des écarts d'âge dans la peinture, qui signifient rarement d'importants écarts de générations. Le père ou la mère d'un artiste en activité peut être peint en compagnie de jeunes enfants qui ne sont que ses derniers nés, et pas ses petits-enfants. Ainsi, la figure de la grand-mère est quasi imperceptible à la Renaissance, et le seul exemple identifiable avec certitude est celui de sainte Anne, dans ses représentations avec la Vierge et le Christ. Ensuite, l'auteure se penche sur une situation à la fois difficile matériellement mais permettant potentiellement l'autonomisation : le veuvage. Le statut de veuve remet en cause la distinction entre les genres, car de nombreux auteurs pensent que la veuve est susceptible de se viriliser en abandonnant son activité sexuelle. Ainsi, la vieille femme peut être affublée de caractéristiques masculines, morales (spiritualité) ou physiques (pilosité), qui troublent son genre, en ayant plutôt tendance à la valoriser.

Et cette transformation est aussi corporelle. Le corps des vieilles femmes change extérieurement (il est un paradigme de discordance selon Leon Battista Alberti) et intérieurement.

La ménopause supprimerait ainsi la possibilité d'évacuation de l'humidité malsaine de la femme et la rendrait plus sujette à la mélancolie, mais aussi plus menaçante pour son entourage. La figure de la sorcière reste à l'origine de ces représentations de vieilles dames. Parmi la série de portraits, la figure de Sofonisba Anguissola se démarque. Dessinée par Antoine Van Dyck, la vieille peintre sut se faire représenter de manière à estomper sur son visage les signes de l'âge, afin que son aspect physique se conforme à sa vivacité intellectuelle – elle avait quatre-vingt-seize ans lorsque Van Dyck la dessina sur son carnet en 1624. Anguissola apparaît ainsi à l'opposé des images plus connues de vieilles femmes des dessins grotesques de Léonard de Vinci, qui figurent la vanité dans la décrépitude physique. Plus ambiguë est la *Vecchia* de Giorgione. Mentionnée comme un portrait de la mère de l'artiste dans le premier inventaire, cette figure réaliste, à la présence physique dérangeante, pourtant peinte avec une immense compassion, est un cas à part dans l'iconographie des vieilles femmes. Elle ne comporte pas, contrairement à de nombreuses autres représentations, de miroir, mais figure en elle-même un regard spéculaire.

Les transgressions liées à la sexualité et à la maternité des vieilles femmes viennent clore ce livre. L'imagerie érotique fait parfois apparaître la vieille femme comme complice ou épiceuse des enlacements de jeunes amants (*Modi* de Giulio Romano, 1520). L'érotisme ridicule des vieux amants ou du couple mal assorti n'est évoqué que pour condamner moralement cette alliance des contraires ; jeunesse/ vieillesse, sensualité/sénescence. Ce problème se pose aussi au moment crucial de la ménopause : l'accroissement de la libido durant cette période entre alors en contradiction avec l'extinction de la possibilité de procréer. Concernant les grossesses tardives, l'auteure ne mentionne peut-être pas suffisamment les débats autour de l'Immaculée Conception, pourtant indispensables à la compréhension de la question. La grossesse tardive ne pouvait être justifiée que par une sexualité également tardive (condamnée par l'Église) ou par un miracle. Et dans le cas de sainte Élisabeth, ce qui fait sa honte, c'est bien que la grossesse est la preuve de sa pratique du devoir conjugal.

Ce cas diffère grandement de celui de l'allaitement miraculeux par la grand-mère (Valdarno, Santa Maria delle Grazie), qui s'inscrit dans une tradition d'allaitement associé à la manne divine ; il est comme le « lait de compassion » chez les Touaregs, qui peut venir aussi bien aux vierges qu'aux femmes ménopausées<sup>1</sup>.

Les analyses portant sur la seconde maternité tardive de la Vierge soulèvent encore plus de questions. On se demande d'abord pourquoi la maternité tardive de sainte Anne a été écartée de l'étude au profit de la pâmation de la Vierge, dont les références à la maternité sont plus difficilement décelables. Si Rupert de Deutz justifiait cette hypothèse au XI<sup>e</sup> siècle, il est difficile de considérer, dans les tableaux du Pérugin ou de Lorenzo Lotto, les souffrances de la Vierge comme des douleurs de parturiente. L'interprétation du ventre arrondi comme symptôme de grossesse faisant question, à une époque de valorisation esthétique de la rotondité abdominale, l'analyse de la robe de la vieille femme d'Agostino Veneziano comme une robe fendue est donc loin d'être évidente.

Le livre s'achève sur une confrontation entre une femme peintre « vierge », Sofonisba Anguissola (mariée deux fois mais jamais mère), et une mère de onze enfants, Laviania Fontana, qui peignit une série de Vierges à l'enfant lors de ses dernières grossesses à plus de quarante ans. Si la création peut parfois être comparée à la procréation (et c'est ainsi que Giorgio Vasari louait Anguissola), on voit bien que l'une ne saurait exclure l'autre. Et l'auteur ne le précise pas, mais la comparaison entre création et génération était courante, peut-être même davantage pour les hommes. Vasari raconte la repartie de Michel-Ange voyant arriver dans son atelier un fils de Francia : « les figures vivantes que ton père fait sont meilleures que celles qu'il peint<sup>2</sup> ».

L'apport principal de ce livre est certainement d'avoir attiré l'attention des historiens de l'art sur un sujet dont les questionnements actuels nous invitaient à relire le passé, et l'ouverture de l'auteure sur l'art contemporain témoigne de la pertinence du thème jusqu'à nos jours. L'auteure relit certaines œuvres bien connues de l'époque moderne à l'aune du problème de la sénescence féminine, mais

elle fait aussi apparaître des séries de portraits originaux comme le sont ceux des femmes artistes, et des mères de peintres représentées par leurs fils et filles. On ne peut que regretter que les disjonctions vieillesse/genre et sexe/sexualité ne soient pas davantage approfondies, et que les réelles implications de la perte des caractéristiques du genre chez la femme âgée ne soient pas davantage prises en compte.

CHLOÉ MAILLET

1 - Saskia WALENTOWITZ, « 'Lait d'honneur et seins charitables'. À propos des pratiques d'allaitement non maternel chez les Touaregs de l'Azawach (Niger) », in D. BONNET, C. LE GRAND-SÉBILLE et M.-F. MOREL (dir.), *Allaitement en marges*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 111-141.

2 - Frederika H. JACOBS, *Defining the Renaissance Virtuosa: Women Artists and the Language of Art History and Criticism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 38.

### **Xenia von Tippelskirch**

*Sotto controllo. Letture femminili in Italia nella prima età moderna*

Rome, Viella, 2011, 301 p. et 16 p. de pl.

Dans cet ouvrage consacré aux lectrices des villes italiennes entre 1530 et 1650, saisies comme réalité sociale et comme construction normative, Xenia von Tippelskirch procède d'emblée à un double choix. Le premier consiste à considérer le genre du lecteur comme la ligne de clivage la plus pertinente pour la compréhension des pratiques de lecture de la première époque moderne, de préférence au rapport à l'orthodoxie, au niveau d'éducation ou à l'âge du lecteur. Le second est d'inscrire sa recherche dans la réflexion sur le disciplinement ecclésiastique des lectures, à l'époque-clé de la mise en place d'un arsenal institutionnel et argumentatif, auquel contribuent tous les niveaux de l'Église<sup>1</sup>. Ainsi, c'est en mobilisant une conception de la lecture comme braconnage, et en s'inspirant des suggestions d'une historiographie attentive aux formes de réappropriation des normes sociales de genre, que l'auteur propose une histoire de ces lectures contrôlées qui est, au fond, celle de leurs marges d'autonomie, de leur jeu discret mais constant avec la règle.



La recherche du document signifiant pour l'historien de la lecture a engagé X. von Tippelskirch dans une vaste quête couronnée de belles trouvailles. Huit fonds d'archives ont été mobilisés, polarisés par Rome (capitale de la chrétienté) et par Venise (capitale typographique, qui produit les deux tiers des livres imprimés dans la péninsule). Sources inquisitoriales, judiciaires, écrits du for privé sont confrontés à une ample série de textes littéraires, philosophiques et ecclésiastiques, à un bel appareil iconographique, et complétés par une impressionnante bibliographie en quatre langues.

La première partie dépeint le peuple des lectrices. Elle restitue les voies d'accès à la lecture (enseignement dans les monastères, les écoles, les intérieurs domestiques), la possession privée du livre (au prisme des problématiques séries d'inventaires après décès, mais également des archives des congrégations religieuses, des grandes familles et des hôpitaux), les voies d'accès au livre (des librairies au bagage abandonné d'un voyageur), les temps et les lieux, enfin les manières de lire appliquées au livre religieux. Dans ce tableau où la pesée statistique cède forcément le pas à une approche qualitative, l'auteur tient la promesse d'une histoire où la spécificité d'une lecture au féminin ne se dit que dans la confrontation et l'interaction avec les pratiques de l'autre sexe. Elle n'apparaît également jamais mieux qu'en creux, dans les sanctions qui frappent l'écart à la norme, ainsi ces lectrices en place publique qui sont immanquablement traduites devant les autorités ecclésiastiques.

La grille d'analyse choisie par l'auteur n'oblitére jamais l'existence d'autres principes d'assignation, comme dans le cas de la lecture au jardin, également associée à la jeunesse et au philoprottestantisme. La méthode impressionniste, assumée, a malgré tout ses limites. Car la mobilisation de sources hétérogènes ne peut faire l'économie des spécificités de l'économie textuelle ou visuelle dans laquelle s'insèrent ces figures de lectrices, des codes dont elles héritent ou dont elles jouent, qui ne se résument pas au jeu entre norme et pratique. Ainsi de la « lecture nocturne » (p. 62-63), dont la présentation juxtapose des témoi-

gnages relevant de postures et d'imaginaires aussi contrastés que les agenouillements nocturnes d'une dévote, la lecture diurne d'une malade alitée, les lectures au lit du petit matin ou la présence de livres au chevet. Le brio de l'auteur se révèle, en revanche, dans l'analyse de dossiers singuliers, qui lui donnent les moyens de débrouiller l'écheveau des argumentaires et des registres de la pratique. L'épisode romain de la divination du sexe d'un fœtus à l'aide d'un miroir et d'un livre sacré, jugé en 1567, donne ainsi à lire le rapport à l'écrit comme « champ de bataille et de collaboration entre les sexes » (Jürgen Schutte), la contamination réciproque des pratiques licites et illicites, la place du livre dans l'espace plus large des pratiques de l'écrit et de l'écriture, enfin le rapport du « lu » au « non-lu » (l'objet-livre efficace) et au « lu par cœur ».

Les deux parties suivantes décrivent l'entreprise de disciplinement des lectures féminines, par le retranchement des pratiques jugées dangereuses et la modélisation d'une lectrice idéale. Ce qui intéresse X. von Tippelskirch, c'est la manière dont cet arsenal argumentatif est réinvesti par les femmes – mais également par les hommes – et structure, par exemple, les stratégies de défense. Là encore, l'étude fine et minutieuse de procès partis « d'en bas » ouvre les termes de la réflexion sur la valeur différentielle des supports et des manières de lire. Que valent un livre de piété, une lettre d'amour, des vers galants de l'*Orlando furioso*, récités par lui mais reconnus par elle, pour défendre l'honneur d'une donzelle ou les bonnes intentions de son séducteur ? Dans les procès en hérésie, c'est l'argument d'ignorance qui est instrumentalisé et parfois débusqué par les inquisiteurs. Mais ce dernier produit aussi un fantôme archivistique, puisque l'habitude se prend, à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, d'interroger les simples « sans rien faire écrire » (p. 111).

Y a-t-il eu une « question féminine » pour la Congrégation de l'Index ? Contre Edoardo Barbieri, l'auteur soutient que l'interdiction de lire la Bible en vulgaire partage la société suivant le genre, plus que suivant la *literacy*, car même les demandes des religieuses et des lectrices lettrées sont rejetées. Une série d'études

de cas permet précisément d'apprécier ce qui, dans un ouvrage destiné aux (ou à des) femmes, pose problème et peut conduire à son interdiction. Le public visé apparaît finalement comme un facteur aggravant lorsqu'il s'articule, par exemple, à une littérarité dans tous les cas mal appréciée par les censeurs (jeux de l'hyperbole, de la métaphore ou du débat) ou à des thèses jugées *a contrario* inoffensives lorsqu'elles sont destinées à un public masculin (comme celle de la supériorité féminine).

À l'inverse, la troisième partie suit la construction d'un canon de lectures autorisées et du modèle de la bonne lectrice. L'étude sérielle des traités sur l'éducation féminine révèle une double scansion chronologique : la tendance à la restriction du canon au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, la différenciation du public féminin selon son âge et son statut social à la fin du siècle. Traitement spécifique au sexe imbécile ou simple déclinaison d'un plus vaste contrôle des lectures ? On regrette un peu que le resserrement de la démonstration sur son versant féminin ne donne pas les moyens d'en juger. Décalant le regard vers le livre, l'auteur éclaire, enfin, les lieux d'écriture où s'élabore la figure d'une lectrice idéale. Active dans les préfaces et autres « seuils » des livres, la modélisation atteint son comble dans le genre de la biographie, déclinée par les milieux humanistes et jésuites.

La démonstration se referme sur un ultime portrait de lectrice des années 1640, celui de la marquise Maria Veralli Spada. Plus qu'un braconnage, ses notes de lecture en forme de recueil de lieux communs illustrent la liberté, modeste mais irréductible, de la glaneuse dans le champ clos de la Contre-Réforme. Autant qu'avec la réflexion historiographique sur la société modelée par la réforme tridentine, c'est ainsi avec tous les travaux sur la culture graphique que cet excellent ouvrage est appelé à dialoguer.

EMMANUELLE CHAPRON

1 - Voir, pour une époque ultérieure, Patrizia DELPIANO, *Il governo della lettura: Chiesa e libri nell'Italia del Settecento*, Bologne, Il Mulino, 2007.

### Sandrine Parageau

*Les ruses de l'ignorance. La contribution des femmes à l'avènement de la science moderne en Angleterre*

Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2010, 359 p.

Explorant les rayons de sa bibliothèque pour trouver des réponses aux questions qu'elle se posait sur les liens entre femmes et littérature, Virginia Woolf déplorait, après avoir feuilleté quelques gros volumes poussiéreux, « qu'on ne sache rien qui concerne les femmes avant le XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup> ». Dans la lignée d'une « histoire des femmes » maintenant établie comme mouvement historiographique, le livre de Sandrine Parageau contribue à combler cette lacune en proposant une étude historico-philosophique de deux figures de la vie intellectuelle anglaise de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, Margaret Cavendish (1623-1673), duchesse de Newcastle, et Anne Finch (1631-1679), vicomtesse Conway.

Ce qui fait l'originalité de Cavendish et de Conway, et ce qui rend ce travail particulièrement intéressant, c'est que ces deux auteures ont consacré tout (pour Conway) ou partie (pour Cavendish) de leurs œuvres respectives à des thèmes proprement philosophiques, en s'intéressant plus spécifiquement à des questions de « philosophie naturelle » qui étaient l'apanage d'auteurs masculins. Loin de se cantonner à des réflexions morales ou religieuses, les écrits de Cavendish et Conway entendaient participer aux débats et aux controverses suscités par l'avènement de la « science moderne », aussi bien du point de vue des méthodes (c'est alors l'*experimental philosophy* de Robert Boyle, John Locke et des *gentlemen* de la Royal Society qui est en question) que des doctrines (notamment les discussions sur les différentes formes d'explication mécaniste des phénomènes naturels proposées par les atomistes, Thomas Hobbes ou René Descartes). Pourquoi Cavendish et Conway ont-elles toutes deux, bien qu'indépendamment l'une de l'autre, décidé de prendre pied dans un domaine du savoir, la *natural philosophy*, qui était traditionnellement réservé aux hommes ? Qu'est-ce qui explique qu'elles aient toutes les deux défendues des philo-

sophies d'inspiration vitaliste pour combattre les théories dualistes alors dominantes ? Telle est la double interrogation qui sert de fil directeur à S. Parageau.

Qui étaient donc la duchesse de Newcastle et la vicomtesse Conway ? Le titre de la première évoque son lien de parenté avec Charles Cavendish, ce marquis de Newcastle auquel Descartes avait expliqué pourquoi on ne devait pas s'imaginer que les animaux pensent et qui était le frère du mari de Margaret, William. Quant à la seconde, le lecteur des *Nouveaux essais sur l'entendement humain* se souvient que Leibniz, annexant à son système « ceux qui ont mis vie et perception en toutes choses », y incluait « feu Madame la Comtesse de Connaway [*sic*] platonicienne, et notre ami feu M. François Mercure van Helmont [...] avec son ami feu M. Henry Morus<sup>2</sup> ».

Cette double évocation des réseaux familiaux et intellectuels de Cavendish et Conway constitue le point de départ de l'enquête de S. Parageau, à savoir l'analyse des facteurs socio-historiques qui expliqueraient leur prédilection pour la « philosophie naturelle ». On a, en effet, affaire à deux femmes issues de la noblesse qui, même si elles n'ont pas pu bénéficier du *ratio studiorum* réservé aux garçons des milieux aisés et aux jeunes gens fréquentant l'université, ont néanmoins pu profiter des lumières et des conseils de leurs parents : pour Cavendish, de son mari William et de son beau-frère Charles ; pour Conway, de son frère John Finch et de son beau-père Lord Conway. Elles ont également entretenu des conversations ou des échanges épistolaires avec des figures intellectuelles clefs de l'époque : Cavendish communique notamment avec Joseph Glanvill et Constantin Huygens, tandis que Conway a droit à un « cours par correspondance » de cartésianisme délivré par Henry More. Elle accueille chez elle Van Helmont, le fils de l'alchimiste, pendant près de dix ans. Cet environnement familial et intime propice aux choses de l'esprit se double de cercles de sociabilité intellectuelle réunissant nombre d'acteurs importants de la République des Lettres : ainsi, Conway reçoit à Ragley Hall, outre More et Van Helmont, le philosophe Ralph Cudworth, le guérisseur Valentine Greatrakes ou les quakers George

Keith, Robert Barclay et Isaac Penington ; le cercle Cavendish permet à Margaret de côtoyer, au fil des déplacements du couple en Europe, Thomas Hobbes, Kenelm Digby, Walter Charleton, Pierre Gassendi, René Descartes et Thomas Shadwell.

En plus de cette exposition prolongée aux débats d'idées contemporains, S. Parageau insiste sur certains aspects structurels qui permettent de mieux saisir pourquoi Cavendish et Conway se sont particulièrement intéressées à des questions de « philosophie naturelle » : alors que la science nouvelle conteste les fondements du monde aristotélico-thomiste, un nouveau rapport à la connaissance s'instaure. De pair avec le développement d'une « culture de la curiosité » (p. 88), celui-ci conduit à une « dé-disciplinarisation » de la philosophie et à son ouverture à un public d'autodidactes, dont les différents réseaux constituent une véritable « université hors les murs », et dont les interventions se trouvent légitimées par les appels à l'expérience et au bon sens que l'on retrouve dans les philosophies de Bacon ou Descartes. Ce contexte particulier donne à des femmes comme Cavendish ou Conway, par ailleurs socialement privilégiées, l'occasion de participer (par ses ouvrages publiés pour Cavendish ; de manière beaucoup plus indirecte pour Conway) à des discussions jusque-là réservées aux hommes.

Cette ouverture et cette « dé-disciplinarisation » de la philosophie, couplées à l'éducation fragmentaire reçue par Cavendish et Conway, expliquent en grande partie l'impression déroutante que leurs écrits peuvent donner à un lecteur à tort convaincu qu'avec l'avènement de la « révolution scientifique » du XVII<sup>e</sup> siècle, la pensée scientifique et philosophique serait définitivement passée des obscurités de la scolastique médiévale à la clarté de l'*ordo et methodus* classique. En effet, comme le souligne S. Parageau, les textes de Cavendish et Conway (notamment leurs écrits philosophiques) sont l'œuvre de compilatrices largement autodidactes, dont le « bricolage » intellectuel éclectique vise à réconcilier les théories philosophiques ou théologiques les plus diverses (atomisme, hylozoïsme, scepticisme, corpuscularisme, néoplatonisme, cartésianisme, empirisme,

cabale lurianique, etc.), dans l'espoir de retrouver l'unité intellectuelle perdue avec la disparition du cosmos traditionnel. Cette tentative de synthèse, dont la deuxième partie de l'ouvrage analyse finement les modalités discursives, tant au niveau des techniques d'écriture et de pensée que des sources utilisées par Cavendish et Conway, S. Parageau en situe l'origine dans une volonté de préserver l'ordre naturel, religieux et politique de l'acide dissolvant d'une science nouvelle qui, en mécanisant le monde et en rendant son fonctionnement de plus en plus indépendant de son créateur, aboutirait à en ruiner l'unité : « c'est essentiellement la peur du désordre naturel, politique et religieux qui guide l'écriture de ces textes et l'élaboration des doctrines qu'ils proposent ; les traités de Cavendish et Conway se définissent en effet par la recherche de l'unité et par l'élaboration de doctrines qui justifient et illustrent l'harmonie » (p. 19).

Comme le montre la dernière partie de l'ouvrage, Cavendish et Conway défendent toutes deux des philosophies monistes de la nature (à tendance matérialiste pour la première ; d'obédience spiritualiste pour la seconde), qui récusent l'idée d'une matière inerte telle que défendue par l'atomisme, le mécanisme ou le corpuscularisme, et qui insistent sur sa spontanéité et son dynamisme. Or, cette insistance sur l'activité de la nature et ce parti pris vitaliste, que l'on retrouve chez Cavendish et, en moindre mesure, chez Conway, ont servi d'arguments (notamment à Carolyn Merchant<sup>3</sup>) pour affirmer que leurs philosophies avaient bien un « sexe ». Ce serait avant tout en leur qualité de femmes qu'elles s'opposeraient au « viol de la nature » préconisé par Francis Bacon, et perpétré par les *gentlemen* de la Royal Society. Comme le montre S. Parageau, même si ce thème de la féminité outragée de la nature – absent des écrits de Conway – est exploité par Cavendish dans quelques textes, cette dernière en vient finalement, pour des raisons théologiques et politiques, à « se conformer à une conception qui réaffirme la puissance de Dieu, au détriment de la nature » (p. 264). De surcroît, « la féminisation de la nature est habituelle au XVII<sup>e</sup> siècle, de même que les réponses vitalistes au mécanisme, qui ne constituent donc pas une réponse spécifiquement féminine »

(p. 302). Ce ne serait alors pas dans leur genre qu'il faudrait chercher « la raison essentielle de l'intervention des deux femmes » dans le débat philosophique, mais bien plutôt dans « la peur du désordre » que pourraient causer les idées et les opinions associées à la science nouvelle (p. 313-314).

Rédigé dans une langue claire et agréable, cet ouvrage fait un usage tout à fait judicieux de la riche littérature de langue anglaise sur Cavendish et Conway ; il constitue à ce titre un point d'entrée tout à fait approprié pour explorer plus en détail la place des femmes dans la vie philosophique anglaise du XVII<sup>e</sup> siècle. On émettra néanmoins quelques réserves : la décision de ne pas traduire en français les citations anglaises nuit à la fluidité de la lecture ; quelques analyses philosophiques restent trop superficielles (l'utilisation d'images familières ou de procédés déductifs chez Conway étant référée de manière un peu rapide à une influence cartésienne, alors qu'il s'agit d'éléments communs du canon philosophique) ; le choix de limiter la discussion de l'« écoféminisme » principalement aux thèses de C. Merchant, sans se confronter à des positions plus récentes, limite parfois l'intérêt du propos de l'auteur. Mais ces quelques remarques n'enlèvent rien au principal mérite du livre : nous faire découvrir ce que pouvait être une « femme de science » dans l'Angleterre du XVII<sup>e</sup> siècle.

VINCENT GUILLIN

1 - Virginia WOOLF, *Une chambre à soi*, trad. par C. Malraux, Paris, Denoël, [1929] 1992, p. 69.

2 - Gottfried Wilhelm LEIBNIZ, *Nouveaux essais sur l'entendement humain*, éd. par J. Brunschwig, Paris, Flammarion, [1765] 1990, p. 56.

3 - Carolyn MERCHANT, *The Death of Nature: Women, Ecology, and the Scientific Revolution*, New York, Harper & Row, 1980.

**Karen O'Brien**

*Women and Enlightenment in Eighteenth-Century Britain*

Cambridge, Cambridge University Press, 2009, 310 p.

« Les femmes sont chez les Indiens ce que les Ilotes étoient chez les Spartiates, un peuple

vaincu, obligé de travailler pour les vainqueurs<sup>1</sup>. » Durement critiqué par Diderot, *l'Essai sur le caractère, les mœurs et l'esprit des femmes* d'Antoine Léonard Thomas, membre actif du salon de M<sup>me</sup> Necker, a fait l'objet d'une large circulation dans le monde britannique, notamment à travers ses deux traductions, celle du médecin d'Édimbourg William Russel, et celle de la voyageuse écrivaine Jemima Kindersley, qui avait résidé à Calcutta entre 1764 et 1768. Il a surtout servi de modèle à l'une des toutes premières histoires entièrement consacrées aux femmes, celle du médecin écossais William Alexander, *The History of Women, from the Earliest Antiquity, to the Present Time*, qui connaît trois éditions successives entre 1779 et 1782, et qui énonce : « Un homme dépourvu de la compagnie des femmes n'est pas seulement grossier et inculte, mais aussi un animal dangereux pour la société<sup>2</sup>. » Empruntées à chacun de ces deux textes, les deux citations résument la relation, centrale dans l'historiographie des Lumières, entre l'histoire universelle de l'homme et l'histoire particulière des femmes. Toutes deux se fondent sur le concept de « civilisation », un néologisme apparu dans les années 1750 et appelé à devenir à la fin du siècle, en France comme en Grande-Bretagne, la clef de voûte du processus historique qui affecte l'humanité. Les femmes, selon une idée partagée par les Lumières, sont davantage respectées et occupent une position plus élevée et heureuse dans l'Europe « civile », alors que dans les sociétés primitives des stades « sauvages » et « barbares », la satisfaction des besoins primaires en vue d'une stricte subsistance les condamne à la servitude. La position de la femme dans les sociétés européennes devient ainsi paradigmatique de la modernité : civilisation et femme moderne sont inséparables.

*Women and Enlightenment* offre une analyse des transformations que les Lumières britanniques introduisent concernant les femmes et leurs représentations. Les femmes sont considérées aussi bien comme des sujets que comme des agents historiques engagés de plain-pied dans le processus des Lumières, au titre de membres de la République des Lettres. Dans un livre fort bien écrit, Karen O'Brien démontre que le discours des Lumières, notam-

ment celui qui se rattache aux thèmes du progrès social, a participé à la fabrication des femmes comme catégorie discursive et a mis au point le vocabulaire déployé par des femmes écrivains à des fins que l'on peut qualifier de féministes. Il ne s'agit pas pour l'historienne de dénier l'ambivalence, voire l'anti-féminisme, qui caractérise l'idéologie des Lumières : K. O'Brien montre, au contraire, de quelle manière des idées non féministes ont pu être interprétées et détournées par un discours féministe. Elle parvient ainsi à proposer une vision de la question du genre dans les Lumières britanniques plus complexe, plus subtile, plus riche. En ce sens, son livre n'est pas seulement une contribution au débat sur le rôle des Lumières dans les manières de penser les femmes, il permet d'approfondir ce débat et de l'enrichir.

L'historiographie récente a montré que la femme est doublement centrale dans le processus de formation de la société civile. Elle exerce une influence sur l'homme dans les domaines de la « sympathie » et de la « sensibilité », qui sont censés s'accroître au cours du processus historique. Avec le temps, l'homme acquiert des valeurs féminines qui sont autant de vertus qui lui étaient étrangères dans les premiers stades, et c'est ainsi qu'il se civilise. La femme, de son côté, s'émancipe du pouvoir masculin jusqu'à devenir le « digne compagnon de l'homme » – selon une formule constamment reprise dans la littérature de l'époque. Cette conception, qui se développe avec les Lumières, constitue la véritable ligne de démarcation entre Anciens et Modernes, entre Europe et non-Europe, et en Europe elle-même, entre pays du Nord-Ouest et pays du Sud et de l'Est.

Ainsi, l'idée du progrès humain au travers de stades cumulatifs place la femme au point culminant de cette évolution. La femme reflète les vertus et les vices de la civilisation : célébrée pour sa politesse, elle est condamnée pour son hédonisme. Si ces antinomies ne sont pas nouvelles, le contexte de leur développement l'est, à savoir l'essor d'une société commerciale. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le terme « commerce » désigne aussi bien l'échange économique et intellectuel que les relations entre les gens et les sexes. Les femmes symbolisent

l'esprit même de ces relations. Elles incarnent l'éthos de la « transaction » et de la « conversation » qui caractérise les sociétés commerciales. La féminité devient, en d'autres termes, l'emblème de la modernité capitaliste.

Au sein des Lumières britanniques, le manque de protection juridique des femmes, leur faible éducation, l'absence de relation entre les sexes sont vus comme un frein au progrès social. Ce constat inspire une règle générale selon laquelle le degré de développement atteint par une société peut être établi en fonction du rang et de la condition des femmes qui y vivent. Selon W. Alexander, même lorsque l'histoire est totalement silencieuse sur n'importe quel autre sujet, la manière dont les femmes sont traitées doit suffire à se former un jugement précis sur le degré de barbarie ou de culture atteint par une société. De ce point de vue, le développement historique apparaît comme un processus de « féminisation », selon l'heureuse expression forgée par Sylvana Tomaselli dans un article de référence, qui, pour la première fois, reliait le statut des femmes à la culture et non à la nature<sup>3</sup>.

La proposition de K. O'Brien va plus loin encore : « les recherches philosophiques et historiques des Lumières ont créé le cadre et le langage susceptibles de faire comprendre les structures genrées de la société, sans lesquelles le féminisme du XIX<sup>e</sup> siècle n'aurait pas été possible » (p. 2). Le volume se présente avant tout comme une histoire intellectuelle qui analyse la place occupée par les femmes dans les débats des Lumières britanniques, en portant une attention particulière au vocabulaire moral, sociologique et économique. Il se situe au croisement entre l'historiographie des Lumières et l'historiographie du genre et du féminisme, et il est attentif à la dimension religieuse de la problématique : la plupart des femmes étudiées sont anglicanes ou *dissenters*. Selon l'auteure, les Lumières latitudinaires anglaises ont ouvert aux femmes écrivains un espace au sein duquel affirmer « la profonde dépendance entre conduite privée, éthique et bien être de l'Église et de l'État » (p. 36).

Le livre suit un déroulement chronologique qui, des années 1690 aux années 1830, trace un long XVIII<sup>e</sup> siècle considéré comme

« favorable à l'éducation féminine ainsi qu'à l'influence sociale et à l'activité des femmes » (p. 27). Inaugurée par Mary Astell et le Anglican Whig Feminism, l'analyse se tourne vers des figures comme celles de la philosophe lockienne Catharine Trotter Cockburn, la philosophe morale et membre du cercle des Bluestockings, Catharine Talbot, ainsi qu'Elizabeth Montagu, the « Queen of the Blues ». Elle s'achève, avec la Révolution française et les guerres napoléoniennes, sur l'héritage de Mary Wollstonecraft, et sa critique de l'idée de progrès des Lumières. Au cœur de l'enquête, se trouvent la nouvelle historiographie des Lumières écossaises, la redécouverte de l'héritage gothique et de son culte de la « lady », entendue comme l'incarnation et la gardienne des valeurs chevaleresques, les travaux de l'historienne républicaine Catharine Macaulay, ainsi que les écrits politiques de M. Wollstonecraft. Surtout, ces derniers chapitres attestent avec force du rôle central joué par les femmes écrivains dans l'établissement des canons des Lumières.

K. O'Brien établit une cartographie des femmes intellectuelles et écrivaines moins connues, et défend l'idée qu'elles ont formé les Lumières anglaises, qui « reposent sur un engagement commun en faveur de la tolérance religieuse, du respect de la libre volonté des femmes et de leur raison, de l'efficacité sociale de la bienveillance » (p. 67). Elle montre que la vision des femmes que promeuvent les Lumières, et la manière dont les femmes elles-mêmes ont pensé et articulé leur propre histoire et expérience, constituent les deux faces d'une seule et même histoire.

Quant à la relation entre Lumières et féminisme, elle reste équivoque : K. O'Brien insiste sur le fait que les droits des femmes n'auraient pas pu être formulés sans le vocabulaire développé par les historiens conjecturels écossais. Cependant, la femme issue de ces enquêtes n'est plus l'être intemporel des périodes antérieures, mais bien un agent historique doté d'une identité sociale propre. Comme l'écrit M. Wollstonecraft dans *A Vindication of the Rights of Women*, « Pourquoi faut-il que les jeunes filles s'entendent dire qu'elles ressemblent à des anges, sinon pour les placer au-dessous des femmes ? [...] ter-

ribles mots creux ! À quoi une flatterie si illusoire conduit-elle, sinon à la vanité et à la folie<sup>4</sup> ? »

En outre, et c'est l'un des apports majeurs de l'ouvrage, le passage de la théologie et de la philosophie morale à l'histoire est aussi celui de l'*agency* des hommes à celle des femmes. M. Astell pouvait regretter, dans les années 1690, que les femmes fussent exclues de l'histoire : écrite uniquement par des hommes, celle-ci privilégiait l'action politique, univers masculin par définition. À partir des années 1770, la situation change, notamment dans l'Écosse des Lumières. À cette date, l'histoire s'est développée au-delà des frontières de la narration historique traditionnelle. Elle a commencé à inclure la vie privée et l'expérience quotidienne, celle d'une société moderne et commerciale. Dans ce contexte, non seulement les femmes deviennent des sujets centraux de l'histoire, mais elles deviennent aussi, et surtout, des historiennes.

SILVIA SEBASTIANI

1 - Antoine Léonard THOMAS, *Essai sur le caractère, les mœurs et l'esprit des femmes dans les différents siècles*, Paris, Moutard, 1772, p. 2-3.

2 - William ALEXANDER, *The History of Women, from the Earliest Antiquity to the Present Time*, 2 vol., Londres, C. Dilly and Christopher, [1779] 1782, vol. I, p. 492.

3 - Sylvana TOMASELLI, « The Enlightenment Debate on Women », *History Workshop Journal*, 20-1, 1985, p. 101-124.

4 - Mary WOLLESTONECRAFT, *A Vindication of the Rights of Women, with Strictures on Political and Moral Subjects*, Londres, J. Johnson, [1792] 1796, p. 211.

### Dena Goodman

*Becoming a Woman in the Age of Letters*  
Ithaca, Cornell University Press, 2009,  
XI-386 p.

Le livre que Dena Goodman consacre aux conditions et conséquences de l'accès de femmes, nanties et éclairées, à une pratique épistolaire usuelle, en France au XVIII<sup>e</sup> siècle, s'inscrit dans la continuité de ses travaux sur

le rôle des femmes dans la sociabilité des Lumières, et croise son intérêt plus récent pour la culture matérielle. Après avoir montré les femmes de l'élite se donnant à voir dans leurs salons, D. Goodman les suit aujourd'hui dans la retraite de leur cabinet, où elles s'adonnent à leur correspondance. Cette pratique, apparemment aux antipodes des usages salonniers, puisque solitaire et réflexive, ne joue pas sur la vivacité de la répartie mais la laisse au contraire mûrir, et autorise le repentir. Elle est constitutive de femmes « modernes », urbaines, consommatrices sensibles aux modes, qui affermissent une autonomie naissante par la connaissance de soi et de l'autre.

D. Goodman passe au crible toutes les dimensions sociales, intellectuelles, matérielles et psychologiques de la pratique épistolaire féminine dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle montre combien l'écriture de lettres – réflexions partagées dans le cercle amical ou familial ou lettres plus formelles –, concédée aux femmes, confère une réelle autonomie à certaines. Dans les villes, le contexte socio-économique favorise la banalisation de cette écriture féminine : progression de l'alphabétisation, développement du réseau de postes, accroissement de la mobilité qui multiplie les liens à entretenir à distance, heures de loisirs pour des femmes dépourvues d'activités professionnelles et déchargées des soins ménagers.

La pertinente mise en regard de l'inconnue peinte par Adélaïde Labille-Guiard, écrivant une lettre, vers 1787, avec deux portraits de Denis Diderot se révèle riche d'enseignements. Le partage du territoire de l'écriture entre un monde littéraire masculin et un monde épistolaire féminin s'y reflète et, si Diderot proteste quand Louis Michel Van Loo le peint écrivant une lettre, c'est qu'il est ainsi représenté sous un jour féminin, et non de philosophe ou d'écrivain, par essence masculin. Une erreur corrigée par Jean-Honoré Fragonard qui le représente feuilletant l'*Encyclopédie*. En outre, Labille-Guiard prend soin que les premiers mots de la lettre soient lisibles : « à mes enfans ». L'expression de la féminité se double donc de celle de la maternité ; l'écriture, celle de lettres, n'empêchant pas d'accéder à la dignité maternelle.

D. Goodman part ensuite en quête de ce qui, dans le foisonnement de la réflexion pédagogique consacrée aux filles, ressortit à l'accès indirect des femmes à l'écriture, par la voie épistolaire. Elle pose d'abord la question de l'éducation des filles telle qu'elle est débattue, à grand renfort de traités et de procès intentés à l'éducation conventuelle, dans une société des Lumières dont quelques familles seulement tentent de concrétiser leurs idéaux pédagogiques dans le cadre de petites pensions laïques ou en famille. De cette toile de fond se détachent les problématiques et usages propres aux apprentissages de l'écriture (geste de la main et posture) et de l'orthographe (faut-il la réformer pour en faciliter l'acquisition aux femmes, aux personnes simples ou aux étrangers ?), puis de l'art épistolaire. Une acquisition qui ne se promeut pas sans paradoxe puisque, dans un environnement intellectuel féminin où la lettre est omniprésente, dans les romans comme dans les traités pédagogiques rédigés sous cette forme considérée comme spontanément maîtrisée par le beau sexe, il s'agit d'apprendre à ce dernier ce qu'il est censé naturellement savoir. Le talent épistolier étant réputé, par ceux qui s'emploient à l'enseigner, comme une qualité féminine spontanée. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les jeunes filles sont la cible des manuels épistolaires les plus en vue; quand leurs intitulés ne le proclament pas, les lettres-modèles s'en chargent. Ce déploiement pédagogique qui canalise l'écriture des femmes vers le seul champ de l'épistolaire est le fait d'une République des Lettres masculine, qui défend son pré carré, celui de la littérature.

D. Goodman, attentive aux implications matérielles et économiques de l'activité épistolaire, consacre la troisième partie de son livre aux fournitures et au mobilier requis, à leur commerce et à leur consommation. Son impressionnant travail d'identification des fabricants et fournisseurs, ainsi que de leurs activités et productions, montre combien la pratique épistolaire féminine est soutenue également parce qu'elle génère un marché. Pour s'en convaincre, il suffit de suivre les Parisiennes chez les marchands-merciers et chez les papetiers des beaux quartiers s'approvisionner en papier à lettre de la meilleure

qualité (légèrement bleuté, en provenance de Hollande), d'encre, de plumes d'acier, de poudres à sécher, cires et cachets, sans oublier les encriers – simples ou sur de petits plateaux de porcelaine à décor de chinoiseries. Toutes ces fournitures se plient aux goûts du jour, le font savoir par annonces publicitaires, et déclinent leurs qualités et prix de sorte que même des bourses modérément garnies puissent s'en procurer. Par sa provenance ou l'inspiration de son ornementation, cet outillage met le monde à portée de main de l'épistolière, parfois en écho à la raison d'être même de la lettre, quand celle-ci s'adresse à un proche parti commercer dans des contrées lointaines.

Le chapitre consacré aux différentes formes et fonctions des tables à écrire (petite table, secrétaire, bonheur-du-jour) – le grand bureau plat s'imposant comme un apanage masculin que M<sup>me</sup> de Genlis sera la première à écorner – recoupe des sources commerciales, inhérentes à l'activité d'ébénistes ou de tapissiers, et des sources notariales, telles que les inventaires après décès. Elles permettent à l'auteur de suivre ces meubles de l'atelier ou de la boutique à l'appartement parisien, et de restituer au plus près l'environnement matériel du geste d'écriture. Le support s'adapte rigoureusement à l'usage qui en est fait et à son confort, ainsi de ces écrans pare-feu combinés à une petite table qui permettent d'écrire les jambes au chaud.

L'ouvrage s'achève avec l'évocation de quatre correspondances emblématiques de la pratique épistolaire. Catherine de Saint-Pierre écrit à son frère Bernardin une centaine de lettres entre 1766 et 1804, dans lesquelles il est beaucoup question de mariage; Manon Phlipon adresse à ses amies de pension, Sophie et Henriette Cannel, plus de 250 lettres fort nourries de ses lectures entre 1760 et 1780; Geneviève Randon de Malboissière en envoie près de 300 à son amie, et pourtant toute proche voisine, Adélaïde Méliand, entre 1761 et 1766; enfin Anne Charlotte Sophie Silvestre laisse une correspondance de près de 300 lettres échangées entre 1781 et 1784 avec son époux le chevalier de Bonnard. Toutes les quatre font preuve, au fil de leurs lettres, de l'émergence d'une subjectivité exercée dans la liberté des heures consacrées à leur correspondance.



Ces quatre jeunes filles ou jeunes femmes « de lettres », qui tiennent la plume entre les années 1760 et la Révolution, illustrent l'appropriation par les femmes de cette écriture qui leur est concédée, en tant que mode mineur, et sa mise en œuvre quasi subversive dans la construction par chacune d'une conscience de soi, de son sexe et de ses assignations sociales, conscience de genre qui vient avant/avec la lettre.

MARTINE SONNET

### **Matthieu Brejon de Lavergnée**

*Histoire des Filles de la Charité,*

*XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles. La rue pour cloître*

Paris, Fayard, 2011, 690 p. et 12 p. de pl.

Matthieu Brejon propose une histoire au long court des « sœurs grises », à partir de sources normatives (conférences, circulaires et décisions des dirigeants) et administratives (registres, titres de propriété, contrats de fondation) mises au jour grâce à l'ouverture récente des archives de la congrégation. Elles sont complétées par le recours aux archives départementales et une exploitation attentive de la correspondance de Louise de Marillac et de Vincent de Paul. Ce premier volume embrasse toute la période moderne, des prémices de la fondation au début du XVII<sup>e</sup> siècle à la veille de la Révolution, avant que les sœurs ne connaissent un nouvel essor sous le nom de Filles de saint Vincent de Paul.

La facture de l'enquête reste classique, axée sur la construction d'une institution et le charisme de ses fondateurs, mais elle laisse place à deux perspectives de genre : un pouvoir exercé par des femmes et des hommes sur des femmes, et le travail féminin sous l'angle des savoirs intellectuels. Car il s'agit bien de mettre la diversité des femmes au centre de la réflexion, en poursuivant la progressive réévaluation, face à Vincent de Paul, de la figure de Louise de Marillac (1591-1660), fille bâtarde et mal mariée d'une grande famille parisienne, et de son influence sur le devenir de sa création, de son vivant et *post mortem*, grâce à la méditation de ses écrits spirituels. Mais le passage de la confrérie de dévotes des années 1620 à une

action charitable d'envergure ne peut se comprendre sans la figure de Marguerite Nazeau (ou Nezot, 1594-1633), « pauvre vachère » de Suresnes, mise en avant par les sœurs depuis la fin des années 1960. M. Brejon insiste sur cet humble personnage comme symbole et actrice de la séparation, à partir de 1630, entre les dames de charité issues des élites, vouées à diriger, et celles qui réalisent les tâches matérielles auprès des pauvres, d'origine plus modeste. Et ceci alors même que la vocation de ces dernières reste fortement marquée par une aspiration intellectuelle : alphabétiser pour évangéliser.

La rapide croissance de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle (plus de 200 créations d'établissements) nécessite, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, un important réaménagement qui crée des provinces, des inspections régulières, et stabilise le gouvernement. L'ordre fonctionne en symbiose avec les lazaristes, ce qui s'observe jusque dans la micro-géographie du recrutement, leur supérieur général déléguant un directeur et un adjoint pour assister la supérieure des sœurs de la Charité dans son conseil. L'interventionnisme de la tutelle masculine semble cependant assez variable en fonction des personnalités. À défaut d'une reconnaissance romaine en bonne et due forme, les Filles de la Charité peuvent néanmoins exciper d'une approbation du roi, en 1657, sous forme de lettres patentes, et du légat, en 1668, pour justifier leur capacité juridique à recevoir des dons, leur fragile indépendance face à l'ordinaire en même temps que leur style de vie, sans clôture, parfaitement excentrique au regard des normes tridentines.

Si l'ambiguïté de leur statut canonique persiste longtemps, les sœurs se fondent rapidement dans le paysage charitable. Le poids de la congrégation à la veille de la Révolution est considérable : plus de 400 implantations dans le royaume – essentiellement au nord d'une ligne Nancy-Bordeaux, Bretagne exclue, ainsi qu'en Pologne – et environ 3 000 sœurs. Cette puissante institutionnalisation de l'élan dévot, mesurée à travers près de 400 contrats de fondation, est portée surtout par des femmes (veuves et filles majeures plutôt qu'épouses) de la noblesse, de l'Office et de la Finance, à même de donner quelques milliers ou dizaines

de milliers de livres, ainsi que par des structures hospitalières. Localement, chaque implantation (deux ou trois sœurs le plus souvent) est en effet encadrée par une communauté charitable (hôpital, compagnie de charité, fabrique, confrérie, etc.), détentrice des fonds, qui verse de l'argent pour l'entretien et les fournitures des sœurs et supervise leur travail. L'exploitation statistique des registres d'entrée, déclinée en nombreuses cartes et graphiques, permet de préciser les carrières d'environ 8 000 sœurs. Celles-ci débutent sur le tard, à partir de la vingtaine, par une initiation de quelques mois dans un établissement, suivie d'une formation à Paris, dans la maison mère, qui dure six à douze mois. Installée faubourg Saint-Laurent depuis 1641 (ses évolutions immobilières et son fonctionnement font l'objet d'un chapitre), la maison mère est à la fois le lieu de direction, de formation, mais aussi de retraite pour les sœurs infirmes. Les sœurs retournent ensuite en « stage pratique » en province. Les vœux, simples car les sœurs grises ne sont pas des religieuses, ne sont prononcés qu'au bout de cinq ans, une fois affermie la vocation (cette phase concentre les départs les plus nombreux), et restent renouvelables chaque année.

L'ordre ne subit guère la crise des vocations religieuses communément partagée au XVIII<sup>e</sup> siècle: il compte en moyenne quatre-vingt-dix nouvelles recrues par an. Cela tient peut-être au style de vie particulier défini par une certaine mobilité, au quotidien et tout au long de la carrière. Le livre fournit ainsi une petite anthologie de récits de voyages féminins, en solitaire, en groupe ou avec des servantes. Cette singularité repose également sur l'exercice de tâches intellectuelles (apprendre à lire, écrire, compter, enseigner, et bien sûr prier) et domestiques (repas et soins destinés aux pauvres). La présentation des compétences médicales des sœurs et leurs conflits avec les chirurgiens et apothicaires mériteraient à ce titre des développements supplémentaires, d'autant que les sollicitations de malades aisés semblent récurrentes. Les sœurs pratiquent en effet les saignées, déchiffrent et préparent les ordonnances, et usent d'ouvrages de médecine en français, savants ou semi-savants. En outre, elles tiennent de nombreuses écoles – dont la répartition varie beaucoup

entre villes et campagnes –, garnies de livres religieux, mais pas uniquement semble-t-il.

Reste que ce travail est difficile et plutôt mal considéré par les commanditaires (directeurs d'hôpitaux, marguilliers, etc.). Il ne va pas non plus sans conflit avec les patients et assistés, parfois peu satisfaits de l'accueil qu'on leur réserve ou des formes de sélection des bénéficiaires de la charité. On comprend mieux à cette aune la notion de martyr intérieur valorisée par la spiritualité de la compagnie. C'est d'autant plus vrai que le recrutement se fait préférentiellement auprès des femmes du peuple, du monde rural pour moitié (ce qui correspond le mieux aux vœux des dirigeants), mais aussi d'origine urbaine, des filles d'artisans bien souvent. Si la dot d'entrée moyenne se situe nettement en dessous de celles des autres congrégations séculières, elle n'exclut pas la présence de bourgeoises modestes, dont on ignore toutefois si elles bénéficient de carrières plus intéressantes.

Sans doute faut-il voir dans le dynamisme maintenu de la congrégation le double attrait d'une vie affranchie des contraintes familiales et locales et de l'acquisition de savoirs rares, c'est-à-dire la perspective d'échapper à la domesticité ordinaire. Conséquence probable et paradoxale de l'accès à la culture écrite délivrée par l'institution, les contestations internes s'accroissent, contre la hiérarchie et certaines de ses règles. L'impressionnant travail de M. Brejon invite ainsi à examiner plus attentivement les relations entre engagement religieux et statut social pour penser les contours de l'agir féminin dans la société d'Ancien Régime.

NICOLAS LYON-CAEN

### **Danielle van den Heuvel**

*Women and Entrepreneurship: Female Traders in the Northern Netherlands, c. 1580-1815*

Amsterdam, Aksant, 2007, 334 p.

L'ouvrage que nous livre Danielle van den Heuvel est issu d'un grand projet de recherches sur le travail des femmes, mené à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam<sup>1</sup>.

Les résultats de ce projet ayant été en grande partie publiés en néerlandais, la belle thèse de D. van den Heuvel permet aux lecteurs étrangers d'accéder à certaines des principales conclusions de cette recherche collective.

L'objet de l'étude de D. van den Heuvel est le rôle des femmes dans l'entreprise commerciale aux Provinces-Unies. L'auteure cherche à établir quels ont été les facteurs déterminants, les conditions et les particularités de l'activité féminine dans les professions commerciales, deuxième groupe d'occupations pour les femmes après l'industrie textile. La forte participation des femmes dans le monde du travail – non seulement comme assistantes de leurs maris, mais comme entrepreneures indépendantes – a souvent été considérée comme l'un des facteurs explicatifs du « miracle économique du Siècle d'or hollandais ». Au-delà de cette problématique, il s'agit pour l'auteure d'améliorer notre connaissance de la ventilation du travail en fonction du genre.

Trois villes et trois villages ont été sélectionnés. Souhaitant rompre avec le hollandocentrisme qui domine les recherches sur l'époque moderne, une ville brabançonne (Bois-le-Duc) a été retenue, à côté de deux villes hollandaises (Amsterdam et Leyde) et trois villages hollandais des environs d'Alkmaar (Graft, De Zijpe et Winkel). Un tel choix a, en partie, été guidé par la possibilité de s'appuyer sur des résultats et des bases de données produits par d'autres chercheurs néerlandais (Maarten Prak, Piet Lourens et Jan Lucassen, Ariadne Schmidt, Elise van Nederveen Meerkerk). Il faut d'ailleurs noter d'emblée que les parties de l'étude sur le commerce en milieu rural sont peu développées. La période étudiée est définie de manière imprécise : 1580-1815 selon le titre du livre, mais 1600-1800 à divers endroits du texte. En réalité, l'accent est mis sur le XVIII<sup>e</sup> siècle. Enfin, D. van den Heuvel s'intéresse aussi bien au commerce de gros qu'à la distribution.

Une tripartition du secteur commercial en marché et commerce ambulants, commerces et boutiques, et comptoir de négoce forme la structure du livre. Ce choix donne, à tort, l'impression d'une forte segmentation du secteur commercial. Si une séparation marquée

entre le détail (parfois le semi-détail) et le commerce de gros était vivement souhaitée par les autorités urbaines et provinciales pour des raisons fiscales, et se retrouve par conséquent partout dans la réglementation, elle ne correspond pas à la réalité et fut régulièrement transgressée par les acteurs. Ce triptyque est précédé par un premier chapitre très dense qui prolonge l'introduction par une typologie des villes et villages étudiés. Il traite aussi de la perception du travail des femmes, de l'accès des femmes à l'éducation et à la formation professionnelle, et du statut juridique des femmes, sujets essentiels qui auraient chacun mérité d'être développés dans un chapitre à part.

L'étude de D. van den Heuvel est d'une grande richesse par la diversité des sources utilisées, ses hypothèses et résultats. Ainsi, les sources fiscales, les registres de baptême, d'enterrement et de bans, les licences de marché, les livres des corporations de merciers et les journaux de la banque de change d'Amsterdam sont combinés pour chiffrer l'évolution de la taille des marchés et le rapport entre les sexes dans les différentes strates du commerce en fonction de critères sociaux (état civil, cycle de vie et patrimoine).

Dans son chapitre sur le marché et le commerce ambulants, D. van den Heuvel réhabilite la distribution, où la participation féminine était particulièrement forte. Contrairement à ce qu'on a pu lire, le commerce de rue ne fut pas le métier du dernier recours pour les femmes pauvres, mais une activité très contrôlée qui nécessitait des moyens minimums permettant l'achat d'une licence. Trois branches de la distribution alimentaire sont analysées de manière détaillée : la viande, les légumes et le poisson. L'auteure constate que les taux de participation des femmes ont varié d'un produit à un autre et entre les villes étudiées. Ainsi à Leyde, au XVII<sup>e</sup> siècle, la part prise par les femmes dans le marché du poisson s'élevait à 70 %. Le commerce des légumes fut, en revanche, essentiellement concentré entre les mains des hommes (environ 75 % des vendeurs). La vente de la viande connut une distribution des rôles prononcée, car la halle aux bouchers était gérée par la corporation des bouchers dont les femmes étaient tradition-

nellement exclues (contrairement aux corporations des vendeurs de poisson et des maraîchers). Toutefois, la quasi-totalité des vendeurs dans la halle aux abats étaient des femmes, souvent des épouses ou proches parentes des bouchers qui étaient leurs fournisseurs. Cet exemple montre à quel point la politique de corporations a conditionné l'accès à ces métiers. En effet, la réglementation urbaine, l'organisation de la branche et les réseaux de parenté semblent avoir été les facteurs déterminants pour l'accès des femmes à ces métiers.

L'importance des réseaux familiaux est illustrée à partir de l'étude détaillée du cycle professionnel des vendeuses d'anguilles à Amsterdam dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les deux-tiers de ces professionnels étaient des femmes. Beaucoup d'entre elles débutaient leur carrière avant d'avoir des enfants, et poursuivaient leur activité grâce à la solidarité féminine entre générations. Certaines filles de familles spécialisées dans le commerce d'anguilles obtinrent très tôt leur propre stand, entre onze et quatorze ans. La licence fut sans doute acquise par les parents. Au cours de l'époque moderne, le facteur de la parenté semble avoir été de moins en moins déterminant pour l'accès aux métiers de la distribution. D. van den Heuvel argumente de façon convaincante le fait que la séparation croissante entre production et distribution, liée à l'extension urbaine du XVII<sup>e</sup> siècle, aurait durablement amélioré l'accès à certains commerces de rue pour des femmes sans lien de parenté avec les producteurs.

Les historiens ont souvent supposé que les femmes hollandaises étaient relativement nombreuses à tenir un commerce ou une boutique, mais sans avancer de chiffres. D. van den Heuvel étudie cette question à partir des livres de la corporation des merciers de Bois-le-Duc. Cette corporation était « inclusive », dans le sens où l'on obligeait tous les commerçants « vendant par la fenêtre » à y adhérer. Elle était la plus importante de la ville, et acceptait aussi des femmes célibataires et des veuves. L'auteure montre qu'à partir du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'accès des femmes à la corporation s'améliora, notamment grâce à la création en 1753 d'un tarif d'entrée réduit pour

les pauvres. Cette conclusion va à l'encontre de l'idée reçue que la position des femmes au sein des corporations se serait affaiblie avec le déclin économique du XVIII<sup>e</sup> siècle.

La diffusion des nouveaux produits exotiques au XVIII<sup>e</sup> siècle semble aussi avoir contribué à améliorer la position des femmes sur le marché de travail. Elles étaient particulièrement bien représentées dans la distribution du thé et du café (72 % des commerçants à Bois-le-Duc et 58 % à Leyde vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle). La part des femmes augmenta avec l'élargissement des marchés et se différençia en fonction de leur état civil. De manière générale, les femmes dirigeaient plus souvent des boutiques nécessitant un capital modeste.

Le commerce de gros à Amsterdam aurait également connu une participation croissante des femmes, et notamment des veuves. L'auteure l'évalue à 12 % pour le XVIII<sup>e</sup> siècle. On peut cependant se demander de quelle réalité ce pourcentage est le reflet. Les raisons sociales des firmes mentionnées dans les comptes de la banque de change, et comprenant le nom d'une veuve, ne correspondent pas forcément à une implication active d'une femme dans les affaires. En outre, au XVIII<sup>e</sup> siècle, les négociants ne respectaient pas toujours l'obligation de présenter toute lettre de change à la banque dépassant 600 florins. On peut regretter ici que D. van den Heuvel n'ait pas fait usage des fonds de négociants pour mieux connaître les réalités du commerce international.

De manière intéressante, l'auteure remarque que beaucoup de femmes impliquées dans le grand commerce furent désignées alternativement comme rentière et négociante. Elle explique ce phénomène par ce qu'elle considère comme l'une des spécificités de l'entreprise féminine et suppose que les négociantes auraient, davantage que leurs collègues masculins, concentré leurs activités dans la finance, affaires qu'elles pouvaient facilement développer à partir de leur comptoir. Cette piste mérite certainement d'être approfondie.

La conclusion principale de D. van den Heuvel est que, de manière générale, la participation des femmes dans le commerce des Provinces-Unies fut plus importante au

XVIII<sup>e</sup> siècle qu'au Siècle d'or. Faute de comparaison internationale, la question de la spécificité néerlandaise de la forte participation professionnelle des femmes, et ses conséquences pour la croissance économique précoce, reste toutefois en suspens. L'orientation internationale que la carrière de l'auteure a prise depuis la soutenance de sa thèse peut cependant nous faire espérer qu'elle reviendra un jour sur cette question.

ANNE WEGENER SLEESWIJK

1 - <http://socialhistory.org/en/projects/womens-work-early-modern-period>.

### **Amanda Vickery**

*Behind Closed Doors: At Home in Georgian England*

New Haven/Londres, Yale University Press, 2009, XVIII-382 p.

En 1929, Virginia Woolf dénonce la hiérarchie sexuée des jugements culturels : « Ce livre est important, déclare la critique, parce qu'il traite de la guerre. Ce livre est insignifiant parce qu'il traite des sentiments des femmes dans un salon. <sup>1</sup> » Quatre-vingts ans plus tard, Amanda Vickery s'associe à Woolf dans sa relecture des rapports entre les sexes en prenant le foyer comme point d'entrée. En ouvrant la porte, on découvre que la maison n'est pas un lieu insignifiant où les femmes cousent des sacs de lavande en buvant un thé ; le souffre de la guerre y est peut-être absent, néanmoins le foyer est un lieu marqué aussi bien par le conflit et les inégalités que par le confort et le recueillement. L'histoire du foyer pendant le long XVIII<sup>e</sup> siècle (de la révolution de 1688 au Reform Act de 1832) met au jour les sentiments, mais aussi et surtout les relations de pouvoir qui déterminent le statut social et les choix de vie des hommes et des femmes. A. Vickery définit son sujet comme l'expérience des intérieurs saisie à la croisée d'une histoire de l'architecture et de la famille, de l'histoire du genre et de l'histoire économique. Ce projet ambitieux offre une belle démonstration de ce que l'histoire culturelle matérielle

pensée sous l'angle du genre peut apporter à la connaissance des familles, et des rapports entre les sexes dans l'Angleterre géorgienne.

Auteure d'un livre qui a reçu de nombreux prix <sup>2</sup>, A. Vickery poursuit son analyse de la période géorgienne par l'étude des objets, des lieux et des rapports sociaux. D'emblée, elle précise qu'à cette période, la notion du privé, si importante dans l'appréhension des espaces de la maison, n'est pas opposée à celle de la sphère publique et n'est pas *a priori* associée au féminin. Il est « *un moveable feast* » bien différent de la vie privée analysée par Philippe Ariès ou Linda Pollock. C'est donc par le biais d'un repérage des seuils et des bornes à l'intérieur des maisons que démarre le livre qui prend pour objet les intérieurs de chefs de maisons londoniens, et exploite les rapports de tribunaux du Old Bailey afin de déterminer « la conceptualisation, la démarcation et la police » des espaces intérieurs (p. 28). À travers 265 procès tenus entre 1750 et 1780, l'historienne analyse le sens du public et du privé véhiculés par les rituels quotidiens – la fermeture des portes, par exemple – et les objets physiques comme les clés. Les rapports de police révèlent, avant la prolifération de la clef de maison au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le pouvoir des clés et de celui, ou de celle, qui les détient. Se lit en creux une représentation du privé qui n'est pas associée à un espace précis et qui est concrétisée, pour les pauvres, par un « *locking box* » (coffre à clés). Des gravures d'artistes comme William Hogarth, Francis Coventry et Joseph Glanvill, qui montrent l'esthétique des serrures dans les meubles d'époque, sont également mobilisées dans une démarche de « description dense » qui caractérise l'ensemble du livre.

La lecture du livre offre, en effet, une plongée fascinante dans le quotidien des familles ou des chefs de ménage. Ceux-ci sont surtout issus des classes moyennes ou aisées, étant donné les sources sur lesquelles A. Vickery s'appuie en priorité. Si les images et les procès d'Old Bailey fournissent quelques aperçus des vies des pauvres, la soixantaine de dépôts d'archives exploités renseigne surtout sur ceux qui écrivent et tiennent des comptes. Inventaires après décès, livres de comptes, correspondances et journaux intimes font découvrir

la place des objets dans les ménages, les débats sur l'ameublement des jeunes mariés, les difficultés des hommes seuls à tenir leur rang, ou la dépendance des vieilles filles lorsqu'elles paient des loyers à leurs sœurs mariés. Cette fresque des intérieurs, aussi bien modestes qu'aristocratiques, est d'autant plus saisissante que les descriptions, subtiles et souvent drôles, sont suivies dans chaque chapitre par une analyse stimulante où l'articulation des catégories de classe et de genre fait ressortir les inégalités de positionnement. On découvre notamment les jeux de pouvoir et la manière dont les femmes mariées et veuves, en particulier, usent de représentations sexuées pour exercer leur contrôle sur bien des aspects de la vie quotidienne. Ainsi, par exemple, l'exploitation du registre de correspondance du magasin londonien de tapisserie Joseph Trollope and Sons révèle qu'un quart seulement des clients sont des femmes. Néanmoins, l'analyse fine des lettres masculines, comme celle des prospectus publicitaires d'autres marchands de tapisseries, montre à quel point les marchands, comme les maris de ces familles de couches moyennes, font confiance aux femmes pour le choix des tapisseries et, par extension, de la décoration intérieure.

*Behind Closed Doors* ouvre ainsi une porte sur les pratiques du quotidien où les femmes et les hommes s'efforcent de créer un foyer conforme aux attentes individuelles et sociales de leur temps. Le livre s'organise en dix chapitres. Après avoir franchi le seuil de la maison, il est question de la vie des hommes célibataires, de l'installation des jeunes mariés, des pratiques de consommation des maris et des épouses, de l'organisation des maisons des élites, des tapisseries et du goût, des difficultés des femmes dépendantes, ainsi que des habitudes domestiques des femmes célibataires et du travail décoratif et artisanal des femmes. Le dernier chapitre – intitulé « Le sexe des objets ? » – explore cinq catégories d'objets qui révèlent qu'en effet, les contemporains associent le masculin ou le féminin à tout un ensemble d'objets et de matériaux, mais que leurs usages quotidiens traduisent une plus grande souplesse. Il est question ici des objets

scientifiques, des objets liés à la consommation du thé (*tea wares*), de la porcelaine ornementale et de la menuiserie d'art. Certes, une grammaire de genre existe, qui se développe dans la publicité et qui, progressivement, définit le féminin dans un registre esthétique relativement restreint. Mais les pratiques culturelles ne sont pas pour autant déterminées par ce vocabulaire. Les femmes se passionnent pour la science « aimable », et leurs intérieurs sont encombrés de télescopes et de baromètres ; les hommes dépensent des fortunes pour la porcelaine ; les jeunes filles écrivent sur des bureaux massifs hérités de leurs pères ; hommes et femmes, pauvres et riches, goûtent les plaisirs d'une sociabilité organisée autour du thé.

Le regard panoptique d'A. Vickery (heureusement complété par un index onomastique et thématique) met au jour une histoire du foyer beaucoup moins centrée sur le couple qu'on aurait pu l'imaginer. Elle rappelle qu'en 1700, le mariage moyen ne durait pas plus de dix ans. Dans leurs intérieurs, ces femmes sont souvent célibataires ou veuves, ces dernières étant bien plus visibles dans les sources lorsqu'elles réaménagent leurs maisons, changent rideaux et parures de lit, ou achètent des tapis – qui sont de plus en plus en vogue. Plus surprenante, peut-être, est la relative absence des enfants. Certes, on apprend, à partir de l'analyse de trois livres de comptes tenus à la fois par le mari et la femme, que, dans ces couples, la femme paie les dépenses des enfants et surtout celles des filles. Mais le lecteur s'étonne de ne pas voir davantage les effets matériels de nouvelles attitudes envers l'enfant et son éducation, et ses conséquences sur le rôle des femmes (mère, gouvernante ou domestique). Où sont, par exemple, les jouets, les poupées et la littérature de jeunesse qui peu à peu construisent d'autres représentations de l'enfance, sexuées bien évidemment ? Cette absence est compensée par un chapitre passionnant sur le travail amateur des femmes – broderie, travail avec les coquillages (*shell-work*), silhouettes, collages et dessins – qui génère une culture commerciale correspondante.

Ce livre foisonnant de détails et d'illustrations s'engage aussi dans les grands débats

historiographiques concernant la place et l'autorité des femmes dans la maison, et le caractère sexué des pratiques de consommation. Contrairement à Deborah Cohen qui a étudié les intérieurs victoriens et situe l'influence des femmes en leur sein seulement après les Married Women's Property Acts des années 1880, les multiples exemples d'A. Vickery confirment le rôle important joué par les femmes bien avant<sup>3</sup>. Plus intéressant que de traquer qui gagne la bataille des rideaux de lits, elle cherche à « détricoter aussi bien les continuités que les pratiques nouvelles dans les juridictions des femmes et des hommes » (p. 301). Les maisons dont il est question restent patriarcales, elles accueillent une population plus large que la famille nucléaire, mais un certain nombre de changements les affecte, redessinant les significations et les fonctions de la maison et créant des failles dans l'autorité masculine. A. Vickery souligne quatre grands changements : la diffusion d'une pratique de la visite dans les classes moyennes, le développement d'une nouvelle grammaire du goût, l'accessibilité d'un grand nombre d'objets ornementaux et la promotion commerciale de l'artisanat féminin. L'importance d'une sociabilité domestique, et les transformations des espaces intérieurs qui en résultent, étendent et renforcent le domaine des femmes qui règnent de manière de plus en plus rationnelle sur la maison. Bien sûr, cet idéal n'est pas vécu par toutes les populations de l'ère géorgienne, mais l'auteur montre de manière convaincante à quel point la maison est un objectif partagé, et à quel point ses dispositions intérieures, son organisation et ses objets nous éclairent sur la société du long XVIII<sup>e</sup> siècle anglais.

REBECCA ROGERS

1 - Virginia WOOLF, *Une chambre à soi*, trad. par C. Malraux, Paris, Denoël, 1992, p. 110.

2 - Amanda VICKERY, *The Gentleman's Daughter: Women's Lives in Georgian England*, New Haven/Londres, Yale University Press, 1998.

3 - Deborah COHEN, *Household Gods: The British and their Possessions*, New Haven, Yale University Press, 2006.

### Joan Sherwood

*Infection of the Innocents: Wet Nurses, Infants, and Syphilis in France, 1780-1900*  
Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, XIII-214 p.

Voilà un livre étonnant sur un sujet original : la contamination des nourrices par des enfants atteints de syphilis. L'adulte contaminée par un enfant et non pas, comme dans le cas du sida, l'enfant contaminé par sa mère. Une question de santé publique qui prend naissance au siècle des Lumières, avec la création en 1780 d'un hôpital consacré aux soins des enfants atteints de syphilis. L'hôpital aura une durée de vie assez brève, dix ans, mais il est l'objet de toutes les attentions scientifiques, d'où des matériaux qui offrent à Joan Sherwood la possibilité d'une solide étude.

Le livre comporte six chapitres qui forment en réalité deux grandes parties. Dans la première, l'auteure expose les connaissances acquises jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle et la réalisation de l'hôpital de Vaugirard. Dans la deuxième, elle montre comment cette expérience a inspiré des pratiques publiques et privées au XIX<sup>e</sup> siècle, les familles engageant une nourrice pour allaiter un enfant infecté, avec le soutien de leur médecin. Instrumentalisées par les familles, certaines nourrices, devenues malades et ayant contaminé leur famille, ont protesté, porté l'affaire devant les tribunaux, et obtenu réparation.

L'auteure a compulsé la littérature médicale des XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles, utilisé les archives de l'hôpital de Vaugirard et étudié le cas d'une trentaine de nourrices protestataires. Un matériau riche et diversifié en somme.

Le mécanisme de la transmission de la syphilis par la mère au nourrisson est mal connu au XVIII<sup>e</sup> siècle : on est persuadé à l'époque que le traitement de la syphilis congénitale ne peut s'obtenir que par le mercure. Selon la théorie des humeurs, ce métal est censé, dans sa version chimique, neutraliser le « virus » par son affinité avec le fluide pathogène ; dans sa version mécanique, il pénètre les tissus du patient, pulvérise les particules touchées, les conduit dans le flux sanguin pour finalement les faire sortir du corps par la transpiration et

la salivation. L'expectoration est vue comme une preuve décisive d'efficacité : elle doit donc être provoquée, et le mercure en est un puissant agent. Ces pratiques ne seront disqualifiées qu'avec la révolution bactériologique : un microbe, le *tréponème pallidum*, découvert au microscope par deux Allemands en 1905, remettra lentement en cause les traitements traditionnels au mercure. Le bismuth, associé à l'arsenic, prendra la relève, en attendant les sulfamides et la pénicilline.

Car les prescriptions mercurielles ne sont pas sans risque pour les patients : inflammation de la langue, de l'estomac, diarrhée constante, perte des dents, fragilisation osseuse, etc. Rabelais avait montré, dès le XVI<sup>e</sup> siècle, l'intoxication iatrogène due à l'ingestion de mercure. Malgré ses risques bien connus, le traitement mercuriel demeurait toutefois le procédé privilégié (et il le restera jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle, comme le montrent les chapitres consacrés à cette maladie par le professeur Antoine Marfan dans ses livres des années 1920 et 1930). J. Sherwood s'interroge d'ailleurs sur la pérennité de cet usage du mercure : le traitement mercuriel n'a-t-il pas été pensé par les médecins, et par la population, comme une punition pour les péchés de la chair ?

Les nouveau-nés supportant mal ces traitements mercuriels directs, même sous la forme d'un onguent doux, on a l'idée de leur donner des soins par l'intermédiaire des nourrices qui sont soumises à un traitement sous la forme de bains, de frictions avec onguent mercuriel ou de potions à ingurgiter. On espère que le lait (le lait est pensé comme un fluide sain par excellence) ainsi « mercurialisé » soignera l'enfant contaminé, dont la survie, autrement, est compromise, l'alternative d'un allaitement au biberon n'étant guère en honneur.

La description des nouveau-nés atteint a quelque chose de tragique : à peine nés, ils sont soumis à de terribles souffrances. On comprend que l'intérêt porté à l'accroissement de la population et la montée de l'observation clinique aient conduit les « autorités » à tenter quelque chose de nouveau pour ces bébés malades à la naissance : pour arracher ces enfants à la mort, il faut mieux connaître la maladie et mieux évaluer l'efficacité des traitements.

À l'hôpital de Vaugirard, dont les portes ouvrent en octobre 1780, on admet les mères syphilitiques avec leur nouveau-né. Soumises au traitement mercuriel, elles allaitent leur bébé ainsi qu'un autre enfant souffrant de syphilis, le plus souvent un enfant abandonné. Ce sont donc deux enfants qu'elles sont censées nourrir et soigner (selon une règle maintes fois reprise par la suite dans les hôpitaux).

La mise en place de l'hôpital et son fonctionnement sont relatés en détail : processus administratif et politique, direction, encadrement médical (l'intendante est une sœur de Saint Vincent de Paul), aménagement des locaux (un ancien hôtel seigneurial), régime des malades... On retient le nom de l'inspecteur général des hôpitaux, Jean Colombier, à qui sont dus les statuts, très stricts, de l'hôpital, ou du médecin en chef, François Doublet (1751-1795), son gendre. L'auteure prête d'ailleurs à Doublet une attitude qui en fait une figure fouchaldienne par excellence, référence oblige, avec un sens aigu de l'observation, une distanciation par rapport aux présupposés religieux ou idéologiques.

L'assimilation de Vaugirard à une annexe de l'hôpital des Enfants trouvés fait son chemin, au désespoir de Colombier. C'est un fait accompli en septembre 1781. Les études et rapports se multiplient, en relation avec la Société royale de médecine. L'hôpital devient un observatoire – le premier en Europe ? – consacré aux soins des nouveau-nés. Le protocole de mercurialisation du lait des mères est décrit précisément, de même que la détection des symptômes de la syphilis congénitale chez le nouveau-né, et les causes de décès des enfants et des mères.

Ce sont précisément ces descriptions « statistiques » qui posent problème. Pourquoi ne pas avoir traité l'ensemble de la période, et avoir choisi au total quatre années seulement (1780-1781 et 1788-1789) ? Faut-il décrire en détail une statistique qui porte sur quelques centaines de cas ? Comment expliquer des totaux qui varient d'un tableau à l'autre ? Le même problème, accentué, se pose lorsque l'auteure aborde la question des mères-nourrices, certains tableaux étant difficilement compréhensibles.

L'analyse qualitative, en revanche, des mères-nourrices est d'un grand intérêt. Il s'agit



de femmes dont les profils sont très différenciés selon les autorités de l'époque : prostituées, appartenant à la classe moyenne, vagabondes, villageoises victimes d'abus sexuels, femmes mariées... Le tribut payé par ces mères-nourrices est lourd : nombreuses sont celles qui finalement meurent, à la suite de leurs maladies et des traitements infligés, sans que l'on puisse distinguer les causes réelles de leur décès.

Les femmes, comme corps soumis au bon vouloir des autres (familles, docteurs), se sont donc positionnées comme détentrices de droits au XIX<sup>e</sup> siècle. Et les cas recensés par l'auteure sont plein d'enseignements : lorsque les droits de l'homme ont commencé à pénétrer le corps social, les femmes se sont constituées parties civiles dans des procès les opposant à des familles et à des médecins ayant mis en péril leur vie, celle de leur mari et de leurs proches. Et elles ont obtenu réparation, soutenues par une jurisprudence de plus en plus fondée sur l'analyse médico-légale et dégagée des présupposés médico-sociaux. Dans cette bataille juridique et médicale, le rôle de Joseph Rollet, syphiligraphie, médecin à l'hôpital de l'Antiquaille de Lyon, mérite d'être souligné, car il décrit très précisément les cas de transmission de la syphilis du nourrisson à la nourrice, ce qui a pu aider la décision des juges.

La transmission de la syphilis de l'enfant à la mère est une affaire complexe, pleine d'enseignements, d'interrogations, qui traverse les XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles comme un marqueur de l'évolution des savoirs, des pratiques et des représentations.

CATHERINE ROLLET

### **Nathalie Sage-Pranchère**

*Mettre au monde. Sages-femmes et accouchées en Corrèze au XIX<sup>e</sup> siècle*

Tulle, Archives départementale de la Corrèze, 2007, 796 p. et 8 p. de pl.

L'ouvrage de Nathalie Sage-Pranchère est issu d'une thèse de l'École des Chartes. Sa recherche s'inscrit dans la voie tracée par les historiens qui œuvrent depuis une trentaine

d'années pour éclairer l'histoire de la naissance et sa médicalisation progressive en France<sup>1</sup>. Elle répond aux vœux d'Olivier Faure et complète les travaux de référence de Jacques Gélis sur les sages-femmes et les accoucheurs à l'époque moderne. À l'exception du cas parisien, bien exploré grâce aux travaux de Scarlett Beauvalet sur la Maternité de Port-Royal et ceux de Danielle Tucac sur les sages-femmes parisiennes, l'évolution du métier de sage-femme au XIX<sup>e</sup> siècle restait en effet mal connue, notamment au niveau provincial.

L'auteur se propose d'étudier l'histoire de la formation des sages-femmes en Corrèze du milieu du XVIII<sup>e</sup> à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, époque qui correspond à une première tentative de médicaliser la naissance. Ce département constitue un observatoire privilégié permettant de comprendre comment la formation obstétricale a été mise en œuvre au niveau local. Les archives départementales constituent le fondement de la recherche, notamment les fonds de l'école d'accouchement et de la maternité de Tulle. D'autres archives, tant locales que parisiennes, ont été mobilisées. Il s'agit essentiellement de sources administratives et normatives qui permettent de restituer les cadres institutionnels et réglementaires, ainsi que de mettre en œuvre de pertinentes analyses quantitatives et factuelles. Le vécu des sages-femmes et des accouchées n'est toutefois guère perceptible, faute de sources, ce qui laisse un peu le lecteur sur sa faim. Cela n'enlève rien aux qualités de ce volumineux ouvrage, très riche et plaisant à lire.

Dans sa première partie, N. Sage-Pranchère étudie la présence et la formation des sages-femmes en Corrèze avant 1834, afin de dépeindre le contexte qui conduit à la création d'une école départementale. Le Bas-Limousin constitue une région pionnière dans ce domaine puisqu'il accueille, dès 1763, les cours de M<sup>me</sup> du Coudray, lors de son tour de France destiné à enseigner l'art des accouchements. Dans les décennies suivantes, l'encadrement obstétrical reste cependant faible et beaucoup d'accouchements sont encore assurés par des matrones sans formation. En Corrèze, l'ouverture d'une école de sages-femmes, prévue par la loi de Ventôse an XI, est tardive (1834).

L'auteur insiste sur les difficultés que rencontre la création de cet enseignement, et met en évidence ses acteurs principaux. Les intendants puis les préfets jouent, en effet, un rôle moteur dans l'organisation de la formation obstétricale qui constitue un élément fort de la politique locale d'assistance et d'encadrement médical.

Le cœur de la recherche porte sur l'école départementale d'accouchement et l'hospice de la maternité de Tulle (1834-1895). Les deux structures sont intimement liées, car la formation pratique des élèves sages-femmes s'effectue au contact des patientes accueillies à la maternité. Afin d'analyser le fonctionnement des structures et leur insertion locale, la seconde partie de l'ouvrage étudie les aspects institutionnels. L'auteur s'attache également à faire revivre dans ses moindres détails la réalité de la vie au sein de l'institution. Le passage consacré au personnel de l'établissement permet de nuancer les analyses de J. Gélis. On voit que la montée en puissance des médecins dans le domaine de l'obstétrique ne marginalise pas immédiatement les sages-femmes. À l'école de la maternité de Tulle, les maîtresses sages-femmes successives sont des professionnelles influentes et autonomes, tant dans le domaine administratif que pédagogique ou médical. Si l'école-maternité finit, à partir de 1887, par être dirigée par un médecin, les sages-femmes y maintiennent leurs prérogatives plus longtemps qu'à Paris.

La troisième partie est consacrée à la formation des sages-femmes de l'école de Tulle, ce qui permet une comparaison avec l'école de la Maternité de Port-Royal, référence incontournable en la matière. À Tulle, les élèves sont des jeunes filles célibataires et pensionnées qui étudient en internat pendant deux, puis trois ans, dans un univers qui rappelle le couvent. Les enseignements sont de qualité, associant formation théorique, clinique et pratique. L'ambition de l'école est de former des sages-femmes de deuxième classe pour assurer la couverture du département en professionnelles compétentes, mais aussi de préparer certaines au diplôme de première classe, présenté devant d'autres autorités. L'enseignement parisien est d'ailleurs conçu comme un approfondissement, puisque les

meilleures élèves de Tulle peuvent poursuivre leur formation à la Maternité de Paris, perpétuant une tradition qui remonte à l'Ancien Régime.

L'intérêt de cette partie est aussi de poser des jalons pour une étude des sages-femmes dans la société corrézienne du XIX<sup>e</sup> siècle. L'approche prosopographique permet d'apporter un éclairage intéressant sur cette profession féminine. Les jeunes filles qui s'orientent vers ce métier sont souvent issues des milieux de l'artisanat et du petit commerce. Dotées d'une instruction supérieure à la plupart des femmes des milieux populaires, elles souhaitent gagner leur vie en exerçant un état honorable. Cette démarche ne va pas de soi à une époque où peu de femmes suivent une formation professionnelle impliquant l'acquisition d'un savoir théorique et couronnée par l'obtention d'un diplôme. Elle apparente les sages-femmes aux institutrices, les deux métiers étant d'ailleurs étroitement liés, si ce n'est que les premières ne sont pas vouées au célibat car elles sont souvent épouses et mères. La profession de sage-femme se révèle toutefois peu rémunératrice, et celles qui l'exercent se heurtent longtemps à la concurrence illégale des matrones. Intermédiaire culturel à la croisée de la ruralité traditionnelle et d'une science plus urbaine, la sage-femme apparaît néanmoins comme un vecteur fondamental de la médicalisation du monde rural. Elle ne reçoit pas seulement une formation obstétricale; elle assume aussi les fonctions d'infirmière et de puéricultrice, pratiquant également les saignées et la vaccination.

La quatrième partie s'intéresse à la population des femmes qui accouchent à la maternité. Comme l'on pouvait s'y attendre, il s'agit surtout de filles-mères pauvres et isolées, majoritairement des domestiques, même si la proportion de femmes mariées pauvres augmente au cours du siècle (avec néanmoins un net retard sur l'évolution constatée à Paris). Le déroulement du séjour et de l'accouchement des femmes accueillies à la maternité est malheureusement perçu d'assez loin, faute de sources. On découvre cependant que les conditions d'accouchement sont plus favorables que dans les grandes structures hospitalières parisiennes; la mortalité infantile et maternelle y est nettement moindre. Les pra-

tiques d'hygiène et le nombre réduit de patientes (rarement plus de deux femmes en même temps) limitent considérablement les épidémies. L'étude s'achève sur la période pasteurienne qui fait entrer, à partir des années 1880, l'obstétrique dans la modernité. Pour élever leur niveau de formation, les sages-femmes accèdent désormais aux facultés de médecine, ce qui conduit à la fermeture de certaines écoles départementales, dont celle de Tulle en 1895.

Au final, l'ouvrage de N. Sage-Pranchère remet en cause l'opposition simpliste entre une modernité parisienne et une arriération provinciale, notamment dans les départements pauvres et ruraux comme la Corrèze. On retiendra, au contraire, l'intérêt et le volontarisme des autorités locales, et l'investissement dans la formation de sages-femmes de qualité. Ce premier travail de recherche a été, depuis, prolongé par une thèse de doctorat remarquée : « L'école des sages-femmes. Les enjeux sociaux de la formation obstétricale en France, 1786-1916 », soutenue en novembre 2011, et dont la publication prochaine est attendue.

EMMANUELLE BERTHIAUD

1 - Scarlett BEAUVALET-BOUTOUYRIE, *Naitre à l'hôpital au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Belin, 1999; Olivier FAURE, « Les sages-femmes en France au XIX<sup>e</sup> siècle: les institutrices du système de santé? », in P. BOURDELAIS et O. FAURE (dir.), *Les nouvelles pratiques de santé. Acteurs, objets, logiques sociales, XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Belin, 2005, p. 157-174; Jacques GÉLIS, *La sage-femme ou le médecin. Une nouvelle conception de la vie*, Paris, Fayard, 1988; Danielle TUCAT, « Les sages-femmes à Paris, 1871-1914 », thèse de doctorat d'histoire de 3<sup>e</sup> cycle, université Paris VII, 1983.

### Jan Goldstein

*Hysteria Complicated by Ecstasy:*

*The Case of Nanette Leroux*

Princeton, Princeton University Press,

2010, XI-246 p.

Depuis dix ans, Jan Goldstein, professeur à l'université de Chicago, mène un double projet<sup>1</sup>. Le premier a été publié il y a cinq ans

sous le titre *The Post-Revolutionary Self: Politics and Psyche in France, 1750-1850*, le second – un « passe-temps intellectuel » dixit l'auteur – prend la forme de la traduction et de la publication d'un manuscrit inédit découvert à l'Institut de France, qui relate l'histoire des cures de Nanette Leroux à l'époque de la Restauration. Le contenu et la longueur du texte – environ deux cents pages – tranchent avec les récits contemporains publiés, mais il prend surtout sa valeur une fois éclairé par une triple approche, tout à la fois micro-historique, foucauldienne et freudienne.

La cure de Nanette Leroux n'est pas en elle-même singulière. Cette jeune femme de dix-huit ans manifeste ses premiers symptômes à l'été 1822, sous la forme de convulsions diagnostiqués d'hystérie et de catalepsie. Deux médecins, à la philosophie et aux pratiques différentes, sont les médiateurs par lesquels est transmise cette histoire. Pour Charles Despine, un notable savoyard installé à Aix-les-Bains, héritier de la tradition mesmérisme, fluïdique et humorale du XVIII<sup>e</sup> siècle, les symptômes hystériques présentés par Nanette impliquent une cure réalisée par des agents physiques. Aussi déploie-t-il autant l'électrothérapie que l'hydrothérapie. Praticien de référence de la cure, Despine collecte le précieux matériau des observations concernant la jeune femme, mais il n'est pas l'auteur du manuscrit transcrit par J. Goldstein. Il est en effet mis en contact, par le biais de réseaux d'hommes de science, avec Alexandre Bertrand, jeune médecin formé à l'École polytechnique et à la faculté de médecine de Paris. Proche des hommes du *Globe*, ce dernier est également un homme de plume dont les compétences sont bienvenues pour mettre en forme et rendre public le cas Nanette à partir du journal de traitement de Despine. Ce travail, qui n'est pas vraiment commun – les deux hommes ne se rencontrent pas –, aboutit partiellement. En effet, l'étude comparée des états magnétiques et extatiques à laquelle Bertrand se consacre, et au sein de laquelle doit prendre place ce cas, ne voit pas le jour en raison de la mort prématurée du jeune médecin.

Cette division du travail est d'autant plus surprenante que Bertrand contredit l'inter-

prétation de Despine. L'adjonction du terme « extase » à celui d'hystérie vise à ne plus considérer l'état de la jeune femme comme pathologique, la récupération d'un terme religieux permettant de conserver toute la richesse intérieure de l'état du sujet. À cette époque, Bertrand milite pour une conception différente de celle des mesmériens : il défend une approche psychologique du phénomène du somnambulisme et insiste sur l'imagination et la confiance comme moteurs de la thérapie. Au-delà de ces distinctions, J. Goldstein considère que les deux médecins incarnent une même non-interprétation des signes et des paroles de Nanette. Provoqués par l'agression (« un attentat à la pudeur ») d'un garde champêtre (« une personne démoniaque ») – un événement central dans le récit somnambulique de Nanette –, les troubles de la jeune femme ne sont pas considérés comme d'origine sexuelle mais comme la résultante classique d'un effet de « frayeur ». L'objectif premier des médecins n'est pas de permettre la reconstruction de l'individu par une élaboration de son histoire, mais surtout de faire disparaître les symptômes qui l'empêchent d'avoir une vie sociale harmonieuse. Nanette est un objet d'expérimentation, non un sujet.

À partir de cette présentation médicale masculine plutôt classique pour le premier XIX<sup>e</sup> siècle, J. Goldstein propose de lire le cas Nanette Leroux selon trois visions différentes qu'elle affirme pouvoir concilier. La première relève de la micro-histoire. En remplaçant l'itineraire et le discours d'une jeune inconnue dans son contexte politique, social, économique et régional, l'auteur se situe à la suite de Carlo Ginzburg et d'Alain Corbin. Une micro-histoire « genrée » cependant, puisqu'il s'agit de comprendre comment Nanette a pu, durant quelques années, espérer sa propre émancipation dans une Savoie influencée par les idéaux révolutionnaires et la diffusion du Code civil, dans une région en mutation économique, dans un espace moderne – celui d'établissements thermaux surpeuplés en pleine saison. Une des hypothèses réside précisément dans l'affirmation de l'importance de cette époque de transition européenne qui autorise les sujets à dire leur histoire.

La deuxième approche relève de l'approche foucauldienne de l'histoire de la sexualité. Par-

delà leurs différences, Despine et Bertrand sont tout aussi indifférents au discours de la jeune femme. Ce qui se joue dans le récit et dans la cure de Nanette, c'est une sexualité féminine exprimée avant que le discours sur l'objet sexualité ne se formalise dans les textes. Le manuscrit appartiendrait donc à une proto-histoire de la sexualité.

La troisième approche, qui n'est pas la moins originale, relève de l'interprétation freudienne, souvent stimulante lorsque l'échelle est micro-historique. C'est peut-être dans ces passages d'interprétation analytique et historique que le sujet Nanette semble se dévoiler le plus clairement. Appelée à proposer elle-même les moyens de sa guérison, Nanette réclame une montre en guise de talisman thérapeutique. Ni la démarche d'auto-cure – présente dans de nombreuses cures somnambuliques – ni l'objet – familier des magnétiseurs – ne sont incongrus dans le récit. Cependant, cette demande singularise nettement la « simple villageoise » décrite par les médecins, puisque ce type d'objets ne se diffuse réellement qu'après les années 1850. Autour de l'identification de Nanette à la « montre à savonnette », J. Goldstein met en évidence le combat inconscient de la jeune femme pour son autonomie. En revendiquant la possession de l'attribut masculin, elle s'assigne un rôle central dans la gestion de son emploi du temps contre les représentations médicales et masculines du corps féminin. Le manuscrit s'ouvre d'ailleurs par la description savante des menstruations de Nanette mais, *in fine*, l'auto-guérison surgit de cette quête d'auto-régulation. Nanette prend-elle son temps pour devenir adulte et rejoindre sa condition sociale de femme mariée ? Car c'est ainsi que se clôt le récit médical.

Il n'est pas certain que l'appendice de quelques pages produit pour appuyer la compatibilité des approches foucauldienne et freudienne suffise à convaincre le lecteur. J. Goldstein relève en effet l'ambivalence de Michel Foucault vis-à-vis de la psychanalyse présentée comme un dispositif de pouvoir sur les corps. D'autre part, le silence des médecins sur la sexualité de Nanette doit-il systématiquement être renvoyé au fameux « seuil de la sexualité » dont Foucault s'est fait le défenseur ? Le magnétisme animal né au siècle pré-

cèdent, dont Despine comme Bertrand sont des praticiens tardifs, a été considéré comme une dérive immorale et érotique. La réhabilitation de telles pratiques suppose peut-être une épuration du discours dès lors qu'il s'agit de le rendre public. On pourrait ajouter que le très catholique Despine, proche du haut clergé, n'est sans doute pas naturellement porté à mettre en valeur une interprétation sexuelle centrée sur le corps féminin, en pleine restauration conservatrice et dans une Savoie très pieuse. La pratique religieuse de Nanette, dont les indices sont pourtant nombreux (confession, communion, demande répétée d'extrême-onction, assistance aux offices), mérite sans doute un traitement au moins égal aux autres indices relevés. On peut regretter par ailleurs que la figure du guérisseur local, Joseph Mailland, substitut paternel qui communique avec la patiente et donne sens aux objets symboliques, suscitant même lors d'une de ses séances de cure la demande portant sur la montre, ne soit que si peu évoquée, faute de sources probablement.

Comme tout historien qui travaille sur les dossiers médicaux, J. Goldstein a été confrontée à l'absence de la voix de la malade dont elle reconstitue le parcours. Quel statut faut-il donner à cette parole rapportée par les médecins ? La démarche scientifique qui associe psychanalyse et histoire, telle qu'amorcée par Michel de Certeau dans les années 1970 à partir de l'échelle micro-historique, n'en trouve pas moins avec cet ouvrage un nouveau développement significatif et stimulant.

HERVÉ GUILLEMAIN

1 - Jan GOLDSTEIN, « The Case History in Historical Perspective: Nanette Leroux and Emmy von N. », in M. DIMEN et A. HARRIS (éd.), *Storms in her Head: Freud and the Construction of Hysteria*, New York, Other Press, 2001, p. 143-166.

### **Deborah Gutermann-Jacquet**

*Les équivoques du genre. Devenir homme et femme à l'âge romantique*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, 372 p.

Structuré en six chapitres de taille inégale, le projet de Deborah Gutermann-Jacquet, issu

de sa thèse, est de comprendre comment les hommes et les femmes de « l'âge romantique » au sens large (de 1802 à 1870, donc d'un Empire à l'autre) se sont appropriés une nouvelle culture des sexes marquée par deux grandes ruptures ou évolutions : d'une part, la naturalisation ou « biologisation » de la différence des sexes dans le discours médical, confondant le genre (catégorie culturelle et sociale) et le sexe (catégorie biologique) ; d'autre part, la séparation radicale des deux sexes et la subordination du sexe féminin au sexe masculin par le Code civil en 1804. Ces deux discours auraient plongé les contemporains dans une période de « mal de sexe » et créé un malaise dans les identités sexuelles.

Pour répondre à cette délicate question de l'appropriation, et donc de la réception des nombreux discours sur le sexe, la sexualité et le genre, D. Gutermann-Jacquet a privilégié les sources « qualitatives », qui permettent de cerner au mieux, dans le langage, les stratégies de quelques individus. Elle utilise les correspondances, notamment amoureuses, les journaux intimes, qu'elle qualifie de « réceptacles », mais ne s'y limite pas. D. Gutermann-Jacquet tente des allers et retours entre des sources normatives qui représentent un modèle à atteindre, des sources « littéraires » ou romanesques qui représentent une sorte de contre-proposition ou de contre-modèle, et des sources « intimes » qui font en quelque sorte la synthèse et permettent d'accéder à ce qu'elle appelle une « identité sociale individuelle », produit d'un rapport de forces symboliques.

Évidemment, le projet rencontre une série d'obstacles compte tenu des notions mêmes qu'il mobilise : D. Gutermann-Jacquet est tout à fait consciente des débats actuels et des passions que soulèvent les notions d'« identité », de « genre », d'« homme », de « femme », qu'elle considère, dans une approche constructiviste, comme des productions « fictives » dont il ne faut pas être dupe. Il en est de même sur la question de « l'hétérosexualité » et de « l'homosexualité », des catégories en cours d'élaboration dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, qu'elle emploie malgré tout.

Le premier chapitre – le plus convaincant, notamment grâce à son utilisation des correspondances amoureuses – pose la passionnante

question du « désir d'enfant », un désir qui serait forcément « genré » et qui permet de sonder la manière dont les contemporains se positionnent par rapport aux questions de la paternité, de la maternité, mais aussi de voir comment ils se projettent dans leur enfant à naître. L'auteur analyse l'émergence d'un contre-modèle romantique ou sensible de paternité, qui valorise davantage la naissance d'une fille et qui est capable de faire la différence entre l'épouse, la mère et l'amante. Elle montre aussi que l'éducation de l'enfant, une fois né, reste très encadrée, et marquée par la crainte de l'indifférenciation sexuelle, d'où une volonté très explicite de donner aux filles et aux garçons une éducation plus poussée mais aussi bien différenciée.

Le deuxième chapitre, moins neuf, revient sur la question de la redéfinition des contours de la virilité et sur le fantasme, ou plutôt la hantise, de la dévirilisation des contemporains. La masculinité romantique est angoissée, marquée par la crainte de ne pas être à la hauteur de la génération des héros napoléoniens, plus inhibée et donc perçue comme plus indéterminée et floue, à l'image de Louis Lambert, le héros de Balzac, qui incarne presque un troisième sexe, une masculinité défaillante.

Considérant que l'appropriation des normes de sexualité passe par le positionnement face à des modèles ou contre-modèles, D. Gutermann-Jacquet présente, dans un troisième chapitre, les différentes figures sexuées ayant influencé les contemporains de l'âge romantique et la façon dont les « romantiques » ont surtout mis en scène leur incapacité à suivre des modèles antiques, perçus comme trop imposants. À cette première mise à distance des modèles classiques et religieux s'ajoutent des pratiques qui entrent parfois en contradiction avec les valeurs prônées. D. Gutermann-Jacquet présente ainsi des contemporains tiraillés, qui composent avec les codes dont ils héritent, allant parfois d'un pôle à l'autre (du séducteur libertin, par exemple, à l'ascète). Hommes et femmes communieraient dans le même idéal de l'amour unique, même transgressif, tabou, interdit (suivant le *topos* de l'amour qui excuse tout s'il est sincère), pourtant il existe des appréciations sociales très différentes des comporte-

ments amoureux suivant le sexe. L'amour pur, platonique, chaste est surtout « bon pour les filles », stimule le fantasme de la pureté féminine qui excite les hommes, mais dévirilise l'amoureux transi. Le libertinage suscite fascination et répulsion, mais compromet la femme qui s'y livre, alors qu'il valorise le mâle conquérant. L'amour romantique est tiraillé entre volonté de partager des sentiments exclusifs et envie de goûter le plaisir sexuel.

Le chapitre quatre, le plus court du livre, essaie d'évaluer, dans les journaux intimes, les identités sexuées en construction. Ces journaux attestent de l'influence des modèles littéraires et permettent de comprendre les stratégies des diaristes : ils montrent comment l'auteur du journal se situe dans un système de représentations du genre qui le dépasse, et comment il souhaite se présenter à autrui, car les journaux dits « intimes » sont destinés à être lus, et peuvent être offerts à l'Ami-e. D. Gutermann-Jacquet identifie une véritable angoisse sociale autour de l'injonction virile de réussite sociale et d'accomplissement de ses devoirs. Elle repère également une dénonciation de l'aliénation féminine, le tout s'exprimant dans le registre de la plainte.

Dans le chapitre cinq, D. Gutermann-Jacquet analyse comment les nouvelles attentes sociales, nées de la Révolution française, sont reconfigurées en termes sexués dans les représentations « romantiques ». La masculinité investit la belle situation, honorable et rentable, qui ajoute à son capital « séduction », mais les contemporains de l'âge romantique sont angoissés par l'indétermination des carrières et, par ailleurs, veulent sortir du lot, se distinguer par le talent, le génie. L'attente devient donc souvent nostalgique. Dans le même temps, il s'agit de rencontrer l'Autre, ce qui fait de la séduction et du « flirt » un enjeu au cœur des relations sociales ordinaires. Mais les romantiques espèrent le « coup de foudre », recherchent la passion, la fusion, et bien des femmes craignent d'être « séduites », c'est-à-dire perdues sans lendemain.

Dans les « pratiques », appréhendées dans le chapitre six, D. Gutermann-Jacquet observe que l'époque est marquée par des représentations sexuées équivoques dans les utopies

socialistes et dans les mouvements féministes contemporains. Elle évoque longuement les « harmoniens » de Charles Fourier. Elle s'appuie ensuite sur les réflexions des contemporains autour de l'hermaphroditisme, qui ne remettent pas en cause la naturalisation des sexes ou leur hiérarchie, mais posent des problèmes d'inadéquation entre le sexe social et le sexe biologique. Elle développe les cas fascinants de Jacqueline Foroni en Italie en 1802 et de Rose-Victoire Vivien en 1829. D. Gutermann-Jacquet n'oublie pas les études sur le travestissement et les *female husbands*, la mise en place du mythe de l'androgynie, mais cette désintégration romantique des identités est davantage une mise en scène de l'inadéquation entre les normes sociales sexuées et leur appropriation douloureuse et plaintive par les contemporains. Elle est donc moins une réalité que le signe d'un malaise qui atteste en creux, par la négativité, la performativité des normes et un destin qui semble programmé.

Dense, exigeant, l'ouvrage s'insère dans une bibliographie déjà très importante, à la confluence de l'histoire des représentations, de l'histoire de l'intime, de l'histoire du genre et de la sexualité. On peut regretter le peu d'éclaircissement sur la constitution du corpus des sources, notamment sur le repérage et le choix des correspondances ainsi que des journaux intimes. Le terme « romantique » est également assez flou et semble renvoyer tantôt à une période, tantôt à une posture revendiquée par les scripteurs. Enfin, la dimension politique de la sexualité est laissée de côté et n'est évoquée qu'en fin de conclusion, avec un renvoi à Michelle Perrot.

STÉPHANIE SAUGET

### Anne-Marie Sohn

« Sois un homme ! » *La construction de la masculinité au XIX<sup>e</sup> siècle*

Paris, Éditions du Seuil, 2009, 456 p.

Il est des parcours individuels qui résument à eux seuls l'évolution d'un champ de recherche. Celui d'Anne-Marie Sohn reflète le chemin parcouru par l'histoire des femmes en quelques décennies à peine. Formée à l'histoire sociale,

elle fait partie de cette génération pionnière qui, au tournant des années 1960-1970, fait entrer les femmes dans les livres d'histoire. Se penchant d'abord sur les plus militantes et émancipées d'entre elles, A.-M. Sohn se tourne ensuite vers les « sans-grade de la condition féminine <sup>1</sup> ». Ces femmes de toutes conditions ne sont de surcroît, dans ses travaux suivants, plus seulement envisagées dans leur rapport à la sphère publique, mais également étudiées dans leurs rôles d'épouses, de mères ou de ménagères. Arrivée au faîte de sa carrière universitaire, A.-M. Sohn livre à présent un ouvrage sur les hommes et la masculinité, domaine qui – s'appuyant sur les acquis de l'histoire des femmes, de la sexualité et du genre – connaît depuis les années 1990 un remarquable essor.

Le titre de l'ouvrage, en forme d'injonction, traduit l'ambition de l'auteure d'analyser le masculin comme une construction sociale nécessitant un apprentissage spécifique. La jeunesse française du XIX<sup>e</sup> siècle constitue le cœur de cette étude, qui entend saisir la masculinité au moment où elle est inculquée. La succession d'épreuves que doivent surmonter les adolescents pour prouver leur virilité est passée en revue : l'expérience scolaire, les premiers émois sexuels, le passage à la caserne, l'entrée dans le monde professionnel, ou encore l'initiation au combat politique. À ces thèmes, déjà presque classiques en histoire des masculinités mais qui sont ici revisités par l'entremise d'archives originales, s'ajoutent des approches plus inattendues, qui éclairent d'autres facettes de la domination masculine. Ce volume relate, par exemple, la conquête de l'espace public et du temps par les garçons, notamment la manière dont la nuit, véritable « temps des hommes », joue un rôle essentiel dans le développement des sociabilités masculines (p. 51). Le paysage sonore, pour reprendre l'heureuse expression d'Alain Corbin, n'est pas oublié : A.-M. Sohn démontre de manière convaincante combien le chahut, l'éclat de rire ou le juron sont autant de manières d'affirmer publiquement la virilité.

Les inflexions que connaît le masculin de la Restauration à la Grande Guerre rythment l'analyse. Le XIX<sup>e</sup> siècle, telle est la thèse principale de ce livre, se caractérise par le déclin

d'une masculinité fondée sur l'honneur, la force et le courage. Émerge peu à peu une masculinité maîtrisée, érudite, déliée du primat corporel : la parole remplace le poing, l'affrontement cède devant la médiation. Devenir un homme, désormais, c'est apprendre à se contrôler. Reprenant les analyses de Norbert Elias qu'elle applique aux rapports sociaux entre les sexes, A.-M. Sohn décrit le triomphe, à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, d'une « civilisation des mœurs masculines » (p. 407). Cette recomposition du masculin est rendue possible, conclut-elle, par l'avènement des procédures démocratiques, la politisation des masses et une socialisation plus mixte.

L'ouvrage se signale par sa nouveauté. Les historiens se sont en effet jusqu'ici surtout focalisés sur les écarts, les transgressions, les marges de la « normalité » masculine. Les modèles dominants sont paradoxalement restés dans l'ombre. Et lorsqu'ils ont été envisagés, ils l'ont été à travers des sources normatives, généralement imprimées. A.-M. Sohn se penche, elle, sur la formation d'un *habitus* masculin hégémonique, mais en mobilisant pour cela, outre les travaux des folkloristes et mémorialistes, une impressionnante masse de sources policières, scolaires et judiciaires. Ces glanes dans les archives du quotidien se révèlent d'une exceptionnelle richesse, éclairant la ville comme les campagnes, permettant d'accéder à des strates du social invisibles ailleurs.

Vacarmes, rixes ou altercations mettent à nu les idéologies, mais aussi les pratiques et expériences vécues de la masculinité. Ces désordres temporaires, souvent minuscules, font fonction de « précieux arrêts sur image » pour l'historien (p. 14). Ne cédant jamais à la fascination pour l'étrange ou le pittoresque, A.-M. Sohn s'appuie sur ces « dérapages » pour mieux explorer les modèles dominants. L'exceptionnel, ici, ne sert finalement qu'à mettre au jour le banal. Ces apports, à la fois thématiques et heuristiques, méritent d'autant plus d'être soulignés qu'ils ne sont pas explicites, dans une étude peu soucieuse de se situer dans un champ historiographique qui n'est plus, contrairement à ce que l'auteure affirme en introduction, balbutiant. La bibliographie présentée est certes riche, mais presque uni-

quement franco-française. Or, un regard sur la production anglo-saxonne, mais aussi allemande ou italienne, consacrée au masculin aurait paradoxalement permis de mieux mettre en évidence l'originalité du propos.

La principale question soulevée par l'ouvrage n'est pourtant pas là. En relatant l'évolution d'un modèle masculin envisagé au singulier, ce livre tend à gommer les différences sociales. Dès l'introduction, l'unicité d'une masculinité juvénile est explicitement postulée. Tout en reconnaissant qu'« au XIX<sup>e</sup> siècle, les observateurs ne considèrent pas [...] la jeunesse comme un bloc », mais distinguent à tout le moins jeunesse rurale, jeunesse des écoles et jeunesse ouvrière, A.-M. Sohn rejette cette « segmentation des masculinités juvéniles » : « Être un homme, en effet, implique, par-delà le milieu, de partager à un moment donné des références communes » (p. 15).

Cette hypothèse d'une masculinité « universelle » dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle est pourtant démentie dans la suite même de l'ouvrage. Nombre de cas présentés montrent combien l'assimilation du modèle dominant par certaines couches sociales peut être partielle, et chronologiquement décalée. Différents modèles, socialement marqués, de masculinité se superposent et s'entrecroisent en permanence. Ces disparités et écarts n'ont nullement – et le fait mérite évidemment d'être souligné – échappé à l'auteure, qui les relève à plusieurs reprises, mais sans que cela n'infléchisse véritablement sa thèse générale d'« une communauté masculine » (p. 323). Cet usage du singulier pose problème dans la mesure où il contribue à réifier le masculin : tout porte ici à croire que la masculinité forme un ensemble de qualités qui, passées les turbulences de l'adolescence, sont acquises une fois pour toutes et par chacun. Or, n'a-t-on pas plutôt affaire à un processus identitaire sans cesse « performé », toujours polymorphe et instable ? Est-on homme de la même façon à vingt ans qu'à soixante ? La virilité de la classe ouvrière est-elle celle de la grande bourgeoisie ?

Le riche matériel archivistique rassemblé ici illustre précisément le caractère pluriel et mouvant du masculin, ainsi que sa permanente interaction avec les autres divisions structurant



le monde social, telles la classe, la génération, la religion ou l'orientation sexuelle. Dans cette logique d'« intersectionnalité », considérer la masculinité comme une entité isolée, monolithique, revient à appauvrir un propos par ailleurs très neuf. Les belles pages qu'A.-M. Sohn consacre à un tragique fait divers, le meurtre d'Alexandre Lemarchand, manouvrier originaire de l'Aube, montrent au contraire tout l'intérêt d'étudier la coexistence – ici dans la violence – de différents modèles de virilité à un même moment et dans un même espace. Elles ouvrent la voie à d'autres études sur les capillarités, contradictions et enchevêtrements qui se développent entre des modèles concurrents de masculinité.

*Sois un homme* est, on l'aura compris, un livre important. Il ne démontre pas seulement que la France, un temps en retard, s'intègre désormais pleinement dans cette histoire des masculinités devenue un champ à part entière des sciences sociales<sup>2</sup>. En proposant une histoire « vue d'en bas » du masculin, véritable ethnologie diachronique, il invite aussi à repenser ce que l'on croyait connu.

BRUNO BENVINDO

1 - Anne-Marie SOHN, *Chrysalides. Femmes dans la vie privée (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996, vol. I, p. 9.

2 - Voir également Régis REVENIN (dir.), *Hommes et masculinités de 1789 à nos jours. Contributions à l'histoire du genre et de la sexualité en France*, Paris, Éd. Autrement, 2007; Christopher E. FORTH et Bertrand TAITHE (éd.), *French Masculinities: History, Culture, and Politics*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007.

### Alice Primi

*Femmes de progrès. Françaises et Allemandes engagées dans leur siècle, 1848-1870*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, 317 p.

Le livre très bien documenté d'Alice Primi replace la question de la relation entre les sexes dans l'histoire des rapports de pouvoir, en prenant le genre comme catégorie d'analyse. La période retenue est de celles, mises à part les révolutions de 1848, qui ont, en

Allemagne comme en France, « le moins suscité l'intérêt des historiens », et même « les ouvrages d'histoire des femmes' l'ont généralement négligée [...] la considérant comme une sorte de pause entre les revendications de 1848 et les débuts des organisations féministes » (p. 15-16). Sur cette période, A. Primi effectue une comparaison d'un grand intérêt entre l'activité des femmes allemandes et françaises qui s'affirment comme « citoyennes », bien que ne l'étant pas légalement, et manifestent leur engagement public hors de l'espace institutionnel qui leur est interdit. A. Primi entend prêter « tout autant attention aux points communs qu'aux dissemblances » (p. 25). Il s'agit pour elle de s'écarter d'une représentation universelle de « la Femme » comme d'une approche trop particulariste et nationale, en tentant de cerner la place de ces femmes dans leurs sociétés respectives.

L'ouvrage, divisé en trois parties, suit un ordre chronologique. La première revient sur les révolutions de 1848, ce qui fournit à A. Primi l'occasion d'évoquer l'héritage des années 1830-1840. Le deuxième chapitre, intitulé « Le temps du silence », couvre les années 1850 à 1860 où, aussi bien en Allemagne qu'en France, des régimes autoritaires brident la liberté d'expression et se révèlent particulièrement réactionnaires en ce qui concerne la place des femmes dans la cité. C'est l'époque des prises de parole individuelles, de la « femme auteur ». L'engagement se traduit dans la littérature : œuvres de fiction, romans historiques, romans de mœurs. La fin de cette période connaît une certaine libération de la parole, tant en France qu'en Allemagne, et ouvre la voie à un retour à l'engagement collectif qui caractérise la dernière phase étudiée, 1860-1870, où l'on voit ces femmes s'exprimer en public, se lancer dans la création d'associations tant au niveau local que national. Louise Otto fonde ainsi l'Association culturelle féminine de Leipzig et surtout l'Association générale allemande des femmes (ADF).

Tout au long de son propos, A. Primi s'attache à dégager les activités publiques, d'ordre politique, menées par ces femmes, dont elle brosse quelques portraits (Fanny Lewald, Marie-Louise Gagneur...) : écartées du pouvoir, elles investissent « un espace

informel, constitué de tous les moyens d'action et de communication qui, en dehors des institutions politiques, permettent de toucher l'opinion » (p. 21). Principalement la presse qui connaît, dans les années 1850-1870, un essor considérable. Mais, note l'auteure, la présence de ces femmes dans la presse, et en particulier celle d'opinion, reste encore mal connue pour l'ensemble du XIX<sup>e</sup> siècle, en Allemagne comme en France. A. Primi prend en compte des journaux peu exploités dans les recherches, comme la *Neue Bahnen* ou le *Droit des femmes*. Elle montre l'obstination de ces femmes à s'exprimer malgré des lois très contraignantes (par exemple, l'interdiction de diriger un journal qui les oblige à se mettre sous la houlette d'un homme).

Dans sa comparaison entre les deux pays, A. Primi note avec finesse la différence d'attitudes des Allemandes et des Françaises. Les premières ont le souci de faire reconnaître leur place dans la nation en construction, de faire coïncider féminité et germanité. Loin d'une sororité avec les Françaises, elles peuvent exprimer leur rejet de ce qu'elles pensent être le modèle français de la femme, trop libre à leur goût : en fait, la représentation stéréotypée qu'a laissée l'expérience saint-simonienne. En France, même les anciennes saint-simoniennes ont à cœur de gommer les aspects jugés les plus licencieux de cet héritage. Mais les unes et les autres, sans contrecarrer l'image traditionnelle de la mère qui est accolée à celle de la femme, réclament des droits qui leur sont refusés au prétexte précisément qu'ils ne pourraient s'accorder avec ce rôle dévolu au sexe féminin au nom de sa soi-disant nature.

D'où, des deux côtés du Rhin, de semblables contradictions dans la façon de comprendre et d'avancer leurs revendications : la détermination à se distancer par rapport aux normes genrées tout en prenant la parole en tant que femmes ; la volonté de bénéficier des droits humains universels et de promouvoir l'égalité des sexes tout en réclamant un droit au travail et en rassurant sur le maintien de leur rôle familial. Dans ce dernier cas, elles se révèlent encore imprégnées de l'idéologie masculine dominante, à moins que ce ne soit également une tactique visant à ne pas effaroucher les hommes. D'autres contradictions sont relevées, qui se manifestent plus parti-

culièrement à l'approche de la guerre de 1870 : ces femmes qui ont fait de la non-violence un attribut de la féminité vont privilégier, d'une façon plus marquée en Allemagne qu'en France, leur nationalisme sur leur pacifisme.

Mais la contradiction principale réside dans la volonté de ces femmes de s'inscrire dans le Progrès alors même que cette inscription va à contresens de l'idéologie du progrès de ce siècle, qui les tient à l'écart comme actrices de l'histoire, quand elle ne les renvoie pas dans leurs foyers (Auguste Comte). Si A. Primi prévient, dans une note, « la majuscule au mot 'Progrès' indiquera qu'il est question soit de la philosophie du Progrès, soit de l'idéologie commune du Progrès » (p. 14), la première est bien délaissée dans son étude. Or, sous différentes dénominations (palingénésie, doctrine de la perfectibilité...), les penseurs socialistes et libéraux, allemands et français, ont été très prolifiques sur cette théorie, quant à la marche de l'histoire, ses étapes, son contenu, ses objectifs... Ces femmes s'en tiennent-elles à une notion « suffisamment vague » du progrès qui s'impose avec une telle évidence à l'époque ? Ou discutent-elles plus précisément ces philosophies de l'histoire et ces penseurs auxquels il est, pour quelques-uns, tout juste fait allusion ? Une confrontation plus minutieuse avec ces différentes doctrines du Progrès aurait permis de faire mieux ressortir les apports que ces « femmes de progrès » retiennent de ce type de discours, et en quoi elles s'en distinguent, jusqu'à pervertir la notion même de progrès de l'idéologie dominante.

Il n'en reste pas moins que cet ouvrage comble une lacune sur cette période abordée sous l'angle du genre et apporte, au surplus, un éclairage précieux sur des Allemandes moins connues du public français.

ARMELLE LE BRAS-CHOPARD

### Anne Cova

*Féminismes et néo-malthusianismes sous la III<sup>e</sup> République. La liberté de la maternité*  
Paris, L'Harmattan, 2011, 298 p.

L'ambition d'Anne Cova, dans la version remaniée de sa thèse, est de mettre en

lumière la palette des convergences et des tensions entre deux groupes partisans d'une transformation sociale de la place des femmes et des rapports entre les sexes en France : les féministes et les néo-malthusiens, au cours d'une période marquée à la fois par l'essor du féminisme et la volonté institutionnelle manifeste du contrôle des corps et des sexualités. A. Cova plaide en effet pour « une relecture des féminismes et des néo-malthusianismes » (p. 9), dont les analyses et les activités convergent autour du thème commun de la maternité. Le sous-titre du livre, emprunté à Nelly Roussel (1878-1922), figure féministe néo-malthusienne emblématique, met en évidence le cœur d'un débat qui traverse près de cinq décennies : celui, pour les femmes, de choisir d'être ou de ne pas être mère, s'inscrivant ainsi dans le sillon creusé par Roger-Henri Guerrand et Francis Ronsin<sup>1</sup>. Pour ce faire, A. Cova mobilise un corpus varié, constitué à partir d'archives privées de militantes, de fonds documentaires et de périodiques, qui donne à voir les arguments développés autour de la maternité choisie, associée à la fois au bien-être social, à la liberté des femmes et à la liberté sexuelle. Des thèmes développés au sein d'une nébuleuse d'associations, de périodiques et de brochures, de conférences, couplés à la diffusion de matériel contraceptif, non sans obstacles.

A. Cova pose dans un premier temps les termes du débat à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, polarisés autour de la thématique de la dégénérescence. La figure maternelle concentre toute l'attention, puisque « la mère fait la race » (p. 22). Responsable de l'état de la famille et de la nation, elle doit être protégée, au même titre que les enfants. L'eugénisme s'impose alors dans le débat, saisi aussi bien par les « repopulateurs », hantés par la crainte de la dépopulation et, son corollaire, l'affaiblissement national, que par les néo-malthusiens, partisans d'une fécondité maîtrisée. Ces derniers, issus des mouvements libertaires, affirment la nécessité de dissocier sexualité et procréation. Cette opposition idéologique donne lieu à la création d'associations et de ligues à partir de 1896 : l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française et la Ligue pour la régénération humaine.

En parlant ouvertement de sexualité, les néo-malthusiens, emmenés par Paul Robin,

brisent un tabou, se jouant de la morale religieuse et des conventions sociales. La question sexuelle précipite la rencontre avec l'aile radicale du féminisme, incarnée notamment par Nelly Roussel et Madeleine Pelletier, qui partagent la posture athée des néo-malthusiens, la critique du capitalisme et de la guerre, l'intérêt pour la rationalité médicale et scientifique. Les féministes néo-malthusiennes, souvent franc-maçonnnes, occupent une place marginale au sein d'un paysage féministe éclaté en plusieurs tendances, réduit par les néo-malthusiens, issus du mouvement ouvrier, à ses positions réformistes et au combat suffragiste, qualifié de « bourgeois ». Si les tensions entre féminisme et néo-malthusianisme sont manifestes, A. Cova souligne cependant que la question de la maternité suscite des intérêts convergents.

Choisir d'être mère (ou pas) occupe ainsi les débats dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle, jusqu'à la Première Guerre mondiale. Marqués par une analyse de classes, les néo-malthusiens s'adressent en premier lieu aux femmes des milieux populaires, liant progéniture nombreuse, pauvreté et exploitation économique, et préconisent la « prudence procréatrice » (p. 43). Une prudence que les repopulateurs observent d'ailleurs, puisque la plupart d'entre eux ne sont pas à la tête de familles nombreuses. Ils sont en cela rejoints par des féministes radicales et soutenus par des médecins. Roussel apparaît comme la représentante infatigable d'un combat dans lequel elle lie malthusianisme, féminisme, pacifisme et socialisme. Multipliant les conférences, elle revendique pour les femmes le « droit de disposer de nos flancs » (p. 63), insistant, comme Pelletier, médecin, sur l'épreuve physique que constitue la grossesse et les difficultés socio-économiques posées par les charges familiales. Elles partagent avec les autres féministes la critique du Code civil, qui considère les femmes mariées comme des mineures, et s'accordent sur la nécessité de fournir davantage de soutien, sous des formes diverses, aux mères, tout en analysant différemment le rôle social de la maternité.

Mais le dialogue demeure difficile entre ces deux tendances minoritaires dont les vues divergent en partie, aussi bien sur le plan stra-

tégique qu'idéologique. Les néo-malthusiens reprochent aux féministes leurs positions réformistes (revendication des droits civils et politiques), quand ces dernières critiquent une analyse centrée autour de la question sexuelle. Des tensions se font également jour durant la Première Guerre mondiale au sein des féministes, dont l'immense majorité se rallie à l'Union sacrée décrétée au lendemain du début du conflit, alors que quelques radicales affirment leur pacifisme, à l'image de Madeleine Vernet ou d'Hélène Brion. Cette dernière indique en ce sens, au cours de son procès devant le conseil de guerre qui la condamne à trois ans de prison en 1918 : « c'est par féminisme que je suis ennemie de la guerre » (p. 117).

La remise en ordre opérée à la fin du conflit concerne également la sexualité, puisque la guerre, et la saignée humaine qu'elle a occasionnée, sont prétexte au vote de la loi du 31 juillet 1920 visant « à combattre la dépopulation par des mesures propres à relever la natalité » (p. 129). Dès lors, l'avortement et la propagande anticonceptionnelle sont assimilés à des crimes passibles de peines allant jusqu'à trois ans de prison. L'interdiction de toute publicité relative à la limitation des naissances plonge les néo-malthusiens dans la clandestinité. La loi fait débat au sein des féministes, particulièrement divisées sur la question de l'avortement, même si elles préfèrent globalement la prévention à la répression. Craignant la mansuétude des jurys populaires, les repopulateurs continuent de faire pression sur les politiques et obtiennent, en mars 1923, la correctionnalisation de l'avortement. En dépit de ces lois – « scélérates » aux yeux des néo-malthusiens –, la démographie ne s'inverse pas et les idées néo-malthusiennes poursuivent leur diffusion. En 1928, éclate l'affaire Henriette Alquier. Cette institutrice féministe et communiste est poursuivie par avoir dénoncé la misère des maternités subies par les ouvrières. La publication de l'article « La maternité, fonction sociale » tombe en effet sous le coup de la loi de 1923. Les poursuites engagées sont l'occasion d'un rapprochement entre féministes et néo-malthusiens. Le verdict d'acquiescement provoque un regain d'activité chez ces derniers, emmenés notamment

par Eugène et Jeanne Humbert, et Berthie Albrecht.

Les années 1930 voient la création de nouveaux périodiques, reflétant les positions de la nouvelle Ligue mondiale pour la réforme sexuelle (1928). « La maternité, fonction sociale » constitue le cœur de l'argumentaire. Si les repopulateurs valorisent la puériculture pour soutenir la natalité, leurs opposants s'élèvent contre les « mères lapines » – Jeanne Humbert aspire à ce que les femmes ne soient « plus mères animalement mais humainement » (p. 206) – et misent sur l'eugénisme, ouvrant le débat sur la stérilisation et se livrant à une bataille de chiffres. Les tensions demeurent vives au sein du mouvement féministe, ainsi qu'entre féministes et néo-malthusiens, d'autant que l'espoir de voir le Front populaire revenir sur les « lois scélérates », en raison des prises de position antérieures de Léon Blum, est rapidement déçu. Cette déception est précédée de tensions avec les communistes qui, après avoir souscrit – au moins en partie – aux idées néo-malthusiennes, s'alignent sur la position soviétique interdisant l'avortement et « dénonçant la doctrine néo-malthusienne comme réactionnaire et petite bourgeoise » (p. 236). La présence d'une féministe de renom au gouvernement, Cécile Brunschvicg, n'y change rien, jusqu'à la promulgation du code de la famille en juillet 1939, qui accentue les dispositions légales déjà en vigueur.

La maternité librement consentie, qu'elle soit défendue par des féministes ou des néo-malthusiens, apparaît donc comme un combat marginal et avant-gardiste qui fut bien souvent celui d'une vie, à l'image de Pelletier, féministe radicale, médecin, poursuivie pour avoir pratiqué des avortements et internée, en 1939, sans autre forme de procès. Si les nombreuses poursuites, l'assimilation à la pornographie et le durcissement répressif ont contribué aux divergences entre féministes et néo-malthusiens, les deux mouvements n'ont cependant cessé de dialoguer. A. Cova souligne leurs contributions dans la transformation de la sexualité en une question politique. Si l'on peut regretter certaines carences bibliographiques, et les répétitions qui alourdissent le texte, l'ouvrage d'A. Cova n'en demeure pas

moins précieux tant il constitue une immersion dans des débats qui permettent de saisir convergences et conflits entre deux mouvements partisans du progrès social.

FANNY BUGNON

1 - Roger-Henri GUERRAND, *La libre maternité, 1896-1969*, Tournai, Casterman, 1971, et Francis RONSIN, *La grève des ventres. Propagande néomalthusienne et baisse de la natalité en France, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Aubier-Montaigne, 1980.

### Thavolia Glymph

*Out of the House of Bondage: The Transformation of the Plantation Household*  
Cambridge, Cambridge University Press,  
2008, XIII-279 p.

Au carrefour de l'histoire des femmes, du travail et des sociétés esclavagistes et post-esclavagistes, la première monographie de Thavolia Glymph propose une nouvelle interprétation de l'évolution des relations de pouvoir entre femmes blanches et noires au sein de la grande maison des maîtres sur les plantations du Sud des États-Unis, des dernières années de la période *antebellum* à la fin de la Reconstruction au début des années 1880. L'ouvrage mobilise un ensemble de sources qui permet de tenir compte du point de vue des deux partis en présence, et de déconstruire les discours des élites blanches sur les femmes noires pour justifier leur domination : entretiens d'anciens esclaves recueillis par la Works Progress Administration dans les années 1930, très nombreux journaux intimes et correspondances de femmes de planteurs avec leurs époux, livres de comptes, archives du Freedmen's Bureau.

Croisant systématiquement les regards des femmes de planteurs et de leurs esclaves domestiques, T. Glymph s'éloigne d'une grande partie de l'historiographie révisionniste – celle développée depuis les années 1950 – sur l'esclavage aux États-Unis, qui a tendance à se focaliser sur le seul point de vue des esclaves. L'auteure va ainsi à l'encontre d'un mythe forgé au lendemain de la guerre civile, dans les milieux en faveur de la suprême

matie blanche, qui décrivait les femmes de planteurs du Sud comme des dames distinguées, fragiles et bienveillantes, dépourvues de tout pouvoir et entretenant une relation maternaliste avec leurs esclaves domestiques dont elles prenaient grand soin, et qui faisaient preuve, en retour, d'une loyauté sans faille. Elle remet également en cause une partie de l'historiographie contemporaine, influencée par ce discours mythique, qui insiste sur la supposée solidarité de genre existant entre les femmes blanches et noires, victimes de la même domination patriarcale au fondement du système esclavagiste, et passe sous silence la brutalité des femmes de planteurs à l'encontre de leurs esclaves domestiques.

T. Glymph montre au contraire qu'au sein du domaine sur lequel elles régnaient sans partage, la grande maison, les femmes blanches exerçaient la réalité du pouvoir, et n'hésitaient pas à user fréquemment d'une extrême violence physique. Cette violence était favorisée par le fait que les esclaves domestiques vivaient sous le regard permanent de leurs maîtresses et par l'absence d'intermédiaires, comme les économes et les commandeurs qui ne s'occupaient que des travailleurs des champs. Placées en position de subordination vis-à-vis de leurs conjoints, les femmes de planteurs ne s'en trouvaient pas moins en situation de domination par rapport aux esclaves qui s'occupaient du confort de la famille et de l'entretien de la maison des maîtres. Parce qu'elle était un espace de production et de travail, la grande maison ne relevait pas de la sphère privée, familiale et domestique, comme l'historiographie la caractérise souvent, mais constituait à la fois un lieu de pouvoir et un véritable espace public et politique. Il importe donc également de réévaluer à leur juste valeur les actions de résistance au quotidien des femmes esclaves qui y servaient comme domestiques. Celles-ci cherchaient continuellement à ralentir les rythmes de travail, volaient de la nourriture, faisaient preuve d'insolence, s'enfuyaient pour s'occuper de leurs familles, etc. En retour, les maîtresses développèrent un discours raciste qui visait à minimiser la dimension subversive du comportement de leurs esclaves en expliquant leur attitude par la difficulté à civiliser ces femmes

serviles, qui auraient été naturellement paresseuses, sales, impudentes et indisciplinées. Le paradoxe est que leur travail était nécessaire aux femmes de planteurs pour faire de leurs maisons des havres de domesticité et de civilité, comme on l'attendait d'elles, dans la mesure où leur statut de femmes appartenant aux élites blanches impliquait qu'elles ne puissent travailler elles-mêmes.

Cet antagonisme extrême explique en grande partie l'évolution des rapports entre les femmes blanches et noires durant la guerre civile et après l'émancipation des esclaves. La guerre mit en évidence le caractère public et politique de la grande maison, et obligea les femmes de planteurs à reconnaître les actes de résistance de leurs esclaves pour ce qu'ils étaient, tandis que ces dernières mettaient à profit les circonstances exceptionnelles pour se battre avec une vigueur renouvelée pour leur liberté et dignité. Nombreuses furent les esclaves domestiques qui s'enfuirent et cherchèrent à rejoindre le camp de l'Union. D'autres utilisèrent la menace de fuite pour négocier de meilleures conditions de travail. De leur côté, les maîtresses virent leurs responsabilités s'accroître dans la gestion des plantations avec l'absence de leurs maris. Les difficultés auxquelles elles furent confrontées ne venaient pas tant d'une impréparation face à ces nouvelles tâches, comme l'historiographie l'a souvent expliqué (elles avaient l'habitude de commander et de punir leurs esclaves domestiques), que de cette augmentation des actes de résistance. Elles devaient, en outre, faire face aux critiques acerbes de leurs époux. La volonté de ces derniers de maintenir à distance leur autorité patriarcale contribua à la désintégration de la grande maison.

Cette désintégration s'accéléra avec le départ échelonné de la plus grande partie des esclaves domestiques qui quittèrent les plantations pour fonder leurs propres foyers, anticipant ou suivant l'abolition de l'esclavage, du printemps 1865 à l'hiver 1866. Les conditions de vie et le statut des femmes des élites blanches changèrent ainsi dramatiquement, contraignant nombre d'entre elles à travailler de leurs mains pour la première fois de leur existence. Dans les années qui suivirent, le passage de l'esclavage au travail libre trans-

forma les rapports de pouvoir entre les femmes blanches et noires dans un sens plus favorable aux affranchies. Celles-ci se battirent âprement, d'abord individuellement, puis en s'organisant collectivement, pour obtenir de meilleures conditions de travail. En retour, les femmes blanches, qui trouvaient peu d'aide du côté de leurs maris indifférents à leurs ennuis domestiques, formèrent également des associations pour mettre à l'index les travailleuses récalcitrantes, ou cherchèrent en vain des solutions de rechange dans l'emploi de domestiques blancs. La réussite des femmes noires à imposer le travail à la tâche, et l'emploi à temps partiel, leur permit de réduire le contrôle exercé par leurs anciens maîtres et leur donna le temps et les moyens – en travaillant également dans les champs pour de meilleurs salaires – de construire leurs propres ménages libres. Ce faisant, elles forcèrent les femmes blanches à reconsidérer leur identité et leur position sociale. De ce point de vue, le comportement des femmes affranchies désireuses de se procurer de jolis vêtements et de s'habiller comme leurs anciennes maîtresses ne doit pas être interprété comme un simple désir d'imitation des dames blanches, mais comme un véritable acte politique remettant en cause publiquement le pouvoir et les privilèges de ces dernières, au même titre que le combat des hommes noirs pour le droit de vote ou la propriété foncière.

Face à une historiographie qui insiste trop souvent sur la seule résistance des esclaves (de sexe masculin) et minimise les rapports de domination, l'ouvrage de T. Glymph dresse ainsi un portrait beaucoup plus nuancé et dynamique des tensions inhérentes aux sociétés esclavagistes, auxquelles participaient les femmes tant blanches que noires. Sa volonté de démontrer également l'*agency* des femmes de planteurs, et leur rôle dans la domination esclavagiste, la conduit cependant à insister sur leur recours à l'extrême violence, qui était réelle, même si la menace de l'usage de la violence suffisait le plus souvent à imposer le pouvoir des maîtres. Violence physique et négociations verbales se combinaient d'autant plus étroitement que les femmes de planteurs et leurs esclaves domestiques étaient liées par des relations personnelles faites d'une grande

intimité. Ces relations personnelles n'empêchaient pas la brutalité des rapports de pouvoir, mais leur donnaient une ambiguïté extrême.

Comme le reconnaît l'auteure elle-même, l'ouvrage porte sur l'ensemble du Sud, comme c'est souvent le cas pour les travaux sur la période *antebellum*, alors que les historiens de l'esclavage à la période coloniale sont plus sensibles aux différences régionales. En conséquence, le livre ne tient pas assez compte des variations en fonction des systèmes esclavagistes qui se différenciaient par le type de produit cultivé, la taille des plantations, le nombre d'esclaves, l'organisation du travail, etc. Il ne s'intéresse pas non plus à l'esclavage en ville, où les femmes propriétaires d'esclaves étaient pourtant très nombreuses, et les esclaves en majorité des domestiques. La prise en compte de l'esclavage urbain aurait pourtant permis de ne pas se focaliser sur les seules élites blanches, mais d'examiner également les petits blancs qui ne possédaient que quelques esclaves. Enfin, si les époux des femmes de planteurs sont souvent évoqués, et constituent des acteurs à part entière, les conjoints et les familles des femmes noires, et plus largement les communautés serviles auxquelles elles appartenaient, apparaissent très peu, ce qui donne l'impression erronée que les femmes noires étaient seules face à leurs maîtresses blanches.

En dépit de ces quelques réserves, l'ouvrage constitue une relecture passionnante – et convaincante – des relations de pouvoir entre femmes blanches et noires, de leur combat pour redéfinir les frontières entre liberté, esclavage, race et citoyenneté.

CÉCILE VIDAL

**Elizabeth K. Menon**

*Evil by Design: The Creation and Marketing of the Femme Fatale*

Urbana, University of Illinois Press, 2006, 339 p.

Si la figure de la femme fatale est bien connue aujourd'hui, et même valorisée quand elle représente une femme qui a les moyens de

se défendre contre le désir qu'elle suscite, sa généalogie, qui remonte selon Elizabeth Menon à la Belle Époque, laisse percevoir une image plus négative, orientée contre le féminisme émergent de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. L'ouvrage d'E. Menon plonge donc aux sources de ce stéréotype, pour en dresser les variantes et les caractéristiques, tout en explorant sa fonction dénigrante et anti-féministe. Se nourrissant principalement du mythe d'Ève et des fantasmes qui l'entourent, la genèse de la figure de la femme fatale occupe dans son étude une place assez mince. La deuxième partie traite de l'utilisation commerciale de l'image de la femme fatale dans la mode, et dans l'industrie du tabac et de l'alcool. Enfin, la dernière partie énumère des lieux communs de cette beauté fatale (fleurs, fétichisation de l'homme, monstruosité, stérilité et culte du serpent).

C'est dans la deuxième partie que la position méthodologique d'E. Menon est la plus inventive, car elle suspend la véracité du cliché pour en constater les effets et les utilisations dans ses usages commerciaux, et notamment publicitaires. L'image de la femme lascive et tentatrice est alors autant utilisée sur les étiquettes de bouteilles d'absinthe que dans des revues de modes ou des journaux satiriques. Mais le cliché de la femme fatale ne prend toute son ampleur que lorsque l'image de la prostituée alcoolique propage l'idée que toute femme risque de passer du statut d'objet de désir à celui de menace pour la santé publique, convoyant avec elle maladie et désespoir. Ce nœud de plaisir et de danger, commercialement orchestré, est la découverte la plus intéressante du livre.

Le sous-titre informe néanmoins assez mal de la proportion entre les différentes parties, puisque c'est la troisième partie qui occupe la moitié de l'ouvrage, c'est-à-dire ni la création ni la marchandisation, mais bien la description de la femme fatale. Cette dernière partie est aussi celle où le cliché se déploie avec le plus d'homogénéité à travers les très nombreuses références mobilisées.

Le sujet peut donc sembler obvie et aussi imprécis que l'est le stéréotype, mais l'auteur renouvelle l'approche sur deux points. Tout d'abord, E. Menon se situe entre l'histoire de

l'art et l'histoire féministe. Si l'histoire de l'art risque d'aborder simplement la question de la consommation de cette image par un public masculin et majoritairement anti-féministe, l'histoire féministe réproouve *a priori* l'étude de cet objet au nom de l'objectivation de la femme, préférant une histoire de la femme sujet. L'analyse d'E. Menon transgresse de ce point de vue un tabou féministe dans le but de comprendre le mécanisme de la typologisation de l'image de la femme dangereuse. La première partie fait d'ailleurs entrevoir comment ce stéréotype peut être renversé. Certains auteurs ne parlent plus en effet de « filles d'Ève », serpentes, fourbes et lascives, mais de « Nouvelle Ève », comme dans différents essais ou récits d'anticipation tels que *La femme inquiète* de Jules Bois (1897), ou *L'Ève future* d'Auguste de Villiers de L'Isle-Adam (1886). La femme se libère du péché non pas en repoussant toute filiation biblique, mais en suivant plus fidèlement encore la figure de Marie, véritable Nouvelle Ève selon la Bible. Pourtant, il faut souligner combien on est loin du féminisme tel qu'on l'entend aujourd'hui. Si le terme revient souvent sous la plume d'E. Menon, il ne désigne, comme elle le souligne, qu'un féminisme modéré, qui revendique pour ces femmes de la Belle Époque une place légitime de « mère sans histoire », et condamne la révolte au nom de son propre sexe. Car ce que l'auteur suggère en filigrane, c'est aussi une histoire de l'aliénation du féminisme à ces clichés, tant il n'a de cesse de se justifier par rapport à eux. *A contrario*, la figure féministe la plus radicale est celle de la prostituée qui se sert de sa marginalité pour contre-attaquer en propageant sa maladie. Au-delà de la possibilité de vérifier l'intention de ces femmes, c'est la réalité que les hommes leur prêtent qui indique que leur propre culpabilité est devenue possible. Et c'est le pari d'E. Menon que de dire que c'est aussi dans la peur de ces hommes qu'on doit lire le féminisme du XIX<sup>e</sup> siècle.

La deuxième nouveauté méthodologique consiste à s'appuyer d'abord et avant tout sur la culture populaire pour y retrouver la véritable origine de la femme fatale, considérant que l'art savant (d'Édouard Manet à Edvard Munch) et les salons n'ont fait qu'utiliser *a posteriori* ce

stéréotype. On suit, par exemple, avec intérêt le déplacement du symbole du fœtus mort, utilisé ironiquement par Henry Somm pour un autoportrait, jusque chez Munch, où il incarne de façon plus abstraite la stérilité propre à tout amour. La thèse sous-jacente est que l'art nouveau, si friand de ces femmes étranges et menaçantes, n'a fait que s'abreuver à la source de la culture populaire, elle-même imprégnée d'images bibliques et mythologiques – on peut d'ailleurs regretter qu'une source aussi importante de la culture populaire que la Bibliothèque bleue soit passée sous silence. Le nouveau, c'est-à-dire ici le « moderne », naîtrait donc du déplacement d'un élément de culture populaire vers les sphères de l'art savant.

Cependant, cette thèse peut être prise à défaut. Dans le chapitre concernant la mode, E. Menon s'appuie sur les analyses de Georg Simmel et s'en sert, non plus comme un document contextualisé, mais pour expliquer la mode elle-même, reprenant à son compte les thèses du philosophe et sociologue. Ce dernier propose un schéma assez simple où la mode, outil de distinction social, incarne l'avance qu'ont toujours les élites sur les classes populaires, celles-ci imitant rétro-activement les innovations esthétiques de la première. De la même façon, l'analyse des relations entre Baudelaire et les illustrateurs de ses poèmes, tels Gustav-Adolf Mossa et Félicien Rops, reste soumise à l'idée que Baudelaire est l'initiateur de la coloration maléfique du symbole floral, ces derniers ne faisant que l'illustrer.

Le point fort de cet ouvrage est l'abondance des illustrations. C'est en effet l'image, le stéréotype de la femme fatale, qui est au centre de ce travail. Comme l'indique le double sens du mot lui-même, l'image concerne autant la perception de la femme par ses contemporains que les illustrations qui en cristallisent les types. E. Menon choisit de s'appuyer autant sur des sources littéraires incontournables et déjà identifiées que sur les illustrations trop souvent négligées qui paraissent dans les journaux. Si les premières servent surtout à nourrir et aiguiller la recherche des stéréotypes, c'est la culture visuelle qui est au cœur de l'analyse. Ce choix permet d'apprécier la contribution fonde-



tale des caricaturistes de la Belle Époque, véritables créateurs de types sociaux. L'image a ceci de prééminent qu'elle s'insinue partout, et touche toute la population. On a plaisir à parcourir cet échantillon de styles différents et d'œuvres de qualité. On sait gré à E. Menon de rendre justice à ces caricaturistes qui ont joué un rôle majeur dans la culture visuelle de l'époque.

L'objectif de l'auteur, spécialiste de littérature et historienne de l'art et du genre en art, est de croiser ces deux disciplines afin de rehausser l'apport de l'image. Mais force est de constater que la littérature joue un rôle plus important, car plus explicatif que l'image. Si cette dernière, « lieu où les significations sont créées autant que contestées<sup>1</sup> », était rendue à son opacité naturelle, elle gagnerait en autonomie et son étude deviendrait plus intéressante encore. Ainsi aurait-on aimé, par exemple, savoir davantage en quoi les illustrateurs de Baudelaire, Mossa et Rops, ont pu lui être infidèles plutôt que serviles.

Une hypothèse émerge à la vue de toutes ces illustrations de qualité : l'anti-féminisme de ces artistes naîtrait de la rencontre de leur peur d'hommes avec leur amour d'artistes pour la belle forme, et finalement de leur application naturelle à représenter la femme. Dans le répertoire de femmes dangereuses, très peu de monstres, très peu de laideur, mais une idéalisation du modèle par laquelle l'artiste semble toujours garder une distance, et pour tout dire une froideur, par rapport à la profusion de symboles maléfiques qui entourent sa représentation. Cette relation entre la femme fatale et la dialectique propre au dessin et à sa constante idéalisation du modèle reste peu étudiée, et l'ouvrage manque peut-être de ce point de vue d'une partie théorique et esthétique. Dans le souci d'exemplification de sa thèse, E. Menon court le risque d'aplatir l'image pour lui chercher un sens trop univoque, alors que la culture visuelle de la femme fatale est d'emblée ambiguë. Plutôt que de pointer un signe trop visible de dangerosité ou de fascination, on aimerait voir souligner plus souvent le caractère équivoque de ces images qui semblent jouer de trop d'angélisme ou, au contraire, emploient insidieusement un peu de laideur et de difformité pour

inquiéter le spectateur, tel que l'illustre le tableau *Elle* (1905), la femme fatale de Mossa en couverture de l'ouvrage.

RICHARD MÈMETEAU

1 - Nicolas MIRZOEFF, *An Introduction to Visual Culture*, New York, Routledge, 1999.

### **Fabrice Virgili et Danièle Voldman**

*La garçonne et l'assassin. Histoire de Louise et de Paul, déserteur travesti, dans le Paris des années folles*

Paris, Payot & Rivages, 2011, 173 p.

« Les histoires d'amour finissent mal, en général... » Constatation peut-être banale mais qui, illustrée par les aventures de Paul Grappe et de Louise Landy, prend un relief particulier. Paul et Louise, d'origine ouvrière, l'un opticien et l'autre couturière, issus de familles éclatées, se rencontrent et tombent amoureux dans le Paris de l'avant-guerre. Mais le mariage, célébré en 1911, est vite mis à mal par les infidélités de Paul, sa violence physique, son instabilité dans le domaine professionnel. Alors que Paul fait son service militaire à Paris, puisqu'il est marié, la guerre éclate et le jeune homme part au front, au sein du 102<sup>e</sup> régiment d'infanterie. Fin août 1914, il est blessé à la cuisse ; renvoyé au front en octobre, il est à nouveau blessé début novembre 1915, mais cette fois à l'index droit. Cette blessure parut suspecte, car elle ressemblait à un cas d'automutilation. Paul fut alors traduit devant une commission militaire qui prononça un non-lieu. Il fut enfin soigné, amputé de deux phalanges et hospitalisé à Creil, puis en convalescence à Chartres. Anormalement longue, sa convalescence attira l'attention de la hiérarchie militaire qui décida, en mai 1915, de le renvoyer au front.

Et c'est là que cette histoire somme toute banale prend un tournant extraordinaire. Le 15 mai 1915, Paul déserte et se réfugie à Paris, auprès de Louise. Condamné par contumace, il se cache chez sa belle-mère. Or, un homme jeune, dans Paris, en 1915, ne pouvait être qu'un déserteur et, à plusieurs reprises, il est inquiété par la gendarmerie. Paul décide alors

de se travestir en femme pour échapper aux poursuites. Dès lors, il resta aux côtés de sa compagne sous le nom de Suzanne Langdard dix années durant. Cette première transgression par rapport à sa virilité entraîna une seconde transgression, sociale cette fois. En effet, un couple de femmes dans le Paris populaire des années 1920, même si ce n'était pas exceptionnel, pouvait sur le long terme laisser penser qu'il s'agissait d'un couple de lesbiennes. Malgré les démenagements répétés pour échapper à la curiosité des voisins, Suzanne se fixa professionnellement, travaillant à domicile, mais commença aussi à exploiter toutes les ressources de sa nouvelle identité féminine. Elle se fit épiler à l'électrolyse et s'engagea dans une carrière de prostitution avec des hommes et des femmes, convaincant Louise, à partir de 1924, de participer à ses expérimentations et rencontres échangistes, et installant même chez elles sa maîtresse. En même temps, Suzanne découvre qu'elle aime aussi les hommes et en particulier un jeune homme qui mit fin à ses jours en 1923. Elle aussi caresse l'idée du suicide et replonge de plus belle dans les boissons et les orgies pour oublier.

Lorsqu'en 1925, l'amnistie fut prononcée, c'est une véritable libération et Paul n'a plus besoin de se travestir. Il fut décrit très vite, dans les journaux alléchés par l'histoire, comme « Mademoiselle Suzanne, dite la Garçonne », devenant « Paul Grappe, déserteur amnistié ». Paul reçoit alors de nombreuses lettres de femmes et d'hommes surtout intéressés par la dépilation, mais aussi d'écrivains convaincus que ceux qui vivent plusieurs années déguisés en l'autre sexe « finissent par douter eux-mêmes de leur propre identité » (p. 70). Car Paul est alors doublement déchiré : entre ses rêves de notoriété et de grandeur (il prend même un impresario...) et la relative modestie de sa vie, mais surtout par rapport à son identité féminine passée qui lui colle à la peau (il est accusé d'attentat à la pudeur pour s'être exhibé alors que dans une dispute sa virilité était mise en doute). Pendant quelques années, être femme lui avait permis de vivre une vie douloureuse, mais aventureuse et hédoniste, et l'avait rendu célèbre. Redevenu homme, il n'est plus personne.

Sa vie privée tourne aussi au désastre : Louise attend un enfant, mais Paul boit de plus en plus et se complait dans une remémoration morbide de sa vie de femme : « habillé en femme, son banjo sous le bras, il va sur les bords de la Marne jouer de la musique, raconter sa vie de femme, et boire, boire toujours » (p. 76), se plaint Louise qui, de son côté, prend un amant. À partir de là, l'histoire de Louise et de Paul prend des accents de chanson réalistes : Louise s'enfuit, craignant la violence du mari jaloux et alcoolique, Paul est désespéré et se repent, Louise revient, ils se réconcilient, puis Paul recommence à la battre... Malgré la naissance de l'enfant, les choses se dégradent encore jusqu'à la fatidique soirée du 21 juillet 1928 où Louise (effrayée, excédée?) tue son époux avant de se constituer prisonnière au poste de police.

Cette histoire est vite reprise par la presse pour ses aspects sulfureux, car elle contient tous les ingrédients du « scandale » avec, en prime, le travestissement de Paul en Suzanne, qui donne du piquant à l'affaire et un procès à la clé.

Nourri de nombreuses sources archivistiques (et en particulier les archives de Maître Maurice Garçon), le livre de Danièle Voldman et Fabrice Virgili ouvre des pistes et des questions. Ce fait divers examiné à la loupe de l'historien narre une histoire individuelle, certes, mais qui correspond également à des stéréotypes de l'époque. Suzanne la Garçonne est bien un homme déguisé en femme ; il n'est pas transsexuel, ni homosexuel. Suzanne a un comportement masculin (selon les normes d'alors) même si elle se présente en femme : revendiquant une vie sexuelle libérée, elle prend l'initiative. Elle sème le trouble comme Garçonne et on la prend, avec Louise, pour un couple de lesbiennes. Elle est à des années lumières du modèle féminin des années 1920, même partiellement bouleversé par la Grande Guerre. De ce point de vue, on aurait aimé en savoir plus sur les modèles de travestissement des années 1920, sur ce que représentaient alors les lesbiennes, afin de pouvoir comparer ce que Suzanne avait de si particulier. Ce travestissement, on le voit bien après 1925, n'a pas été sans conséquence. Paul n'est plus l'homme d'avant la guerre. Le personnage apparaît complexe, adoptant un comportement

qu'on pourrait qualifier de suicidaire, mais qui correspond aussi aux stéréotypes de la déchéance : boisson, violence, etc. Les auteurs ne s'aventurent pas vers des interprétations psychologiques, mais on aurait aimé disposer d'autres pistes : au fond le comportement de Paul « post 1925 » est-il si différent de celui de 1918 ? Les errements de son retour à la « normalité » sont-ils en continuité avec sa personnalité d'avant 1918 ? Ou bien est-il sorti transformé de cette expérience de féminité virile ?

On découvre entre les lignes un Paris intrigant : un Paris de scandales, de personnages ambigus qui, et c'est peut-être alors la nouveauté, sont sous les feux des projecteurs. Curiosité malsaine ? Ou début d'une transformation des rapports de sexe qui commence à travailler la société française (et plus largement européenne) après une guerre qui a ramené du front des hommes fragilisés, blessés, mutilés, et qui a laissé seules des millions de femmes jeunes ? Une histoire qui va bien au-delà de l'histoire de Paul-Suzanne et de Louise narrée avec bonheur dans cet excellent petit livre.

CATHERINE BRICE

### **Marie Rodet**

*Les migrantes ignorées du Haut-Sénégal, 1900-1946*

Paris, Karthala, 2009, 338 p.

Issu d'une thèse de doctorat, cet ouvrage témoigne remarquablement bien du fait que l'approche genrée permet de renouveler les connaissances et la réflexion sur les migrations et les mobilités en situation coloniale. Travaillant sur la région du Haut-Sénégal (région actuelle de Kayes, au Mali), Marie Rodet entend briser le double « écran colonial et androcentrique » qui dirigeait alors l'attention des autorités coloniales – et de leurs archives – sur les migrations des hommes. Entre le début du XX<sup>e</sup> siècle et la fin du travail forcé en 1946, l'intérêt colonial pour ces migrations s'est en effet inscrit dans le projet économique de la colonie, réalisé par la contrainte, l'incitation et le contrôle d'une force de travail considérée

comme inévitablement masculine. L'auteure montre comment ce biais androcentrique a été reconduit dans la plupart des travaux académiques sur les dynamiques migratoires de la région. Si la discrétion coutumière des sources coloniales sur les femmes l'explique, il s'agit aussi et surtout d'une difficulté pour les chercheurs à penser la migration hors du seul champ économique, d'une part, et le travail hors du seul domaine de l'activité productive rémunérée, d'autre part. Les femmes ont donc été « ignorées » comme migrantes, comme travailleuses, mais aussi comme actrices de leurs trajectoires sociales et matrimoniales et des mobilités que celles-ci ont engendrées.

C'est précisément en complexifiant et en élargissant le concept de travail et l'approche de la migration, entendue comme « tout changement de résidence, temporaire ou permanent, qui se fait au-delà de la limite définie par le lieu de vie d'une communauté déterminée », que M. Rodet parvient à écrire cette histoire des mobilités et des migrations féminines, qui furent en réalité nombreuses, et à l'articuler à l'histoire sociale et migratoire de la région (p. 17). L'auteure a ainsi traqué les indices et les traces de ces mobilités dans les fonds d'archives de l'administration coloniale. Cette démarche méthodique lui a permis de contourner les pièges du mutisme et de la fausse neutralité des séries habituellement consultées par les spécialistes des migrations. Son corpus archivistique conséquent s'est enfin doublé d'une vingtaine d'entretiens oraux menés à Dakar, Kidira et Bamako, auprès des familles de ces migrant-e-s et auprès de migrant-e-s de la génération suivante.

La première partie de l'ouvrage, consacrée aux « Exodes et migrations », comporte l'un des apports les plus importants du travail de M. Rodet : l'analyse de la relation entre migrations et fin de l'esclavage dans les vingt premières années du siècle. M. Rodet démontre de façon convaincante comment les départs d'esclaves furent loin d'être marginaux, contrairement à ce que l'historiographie de la région avait pu trop rapidement établir. Elle étudie également d'une manière inédite l'esclavage au féminin, montrant que la plupart des esclaves ayant gagné les villages de « liberté » créés par l'administration coloniale

étaient des femmes. En 1908, dans le village de liberté de Kayes, le sex-ratio était ainsi de 63,27 hommes pour 100 femmes. Si la politique coloniale d'émancipation des esclaves a certes encouragé ces déplacements, notamment chez les femmes, qui se saisirent de cette opportunité dès qu'elles le pouvaient, les migrations se sont également accélérées avec la dégradation des conditions écologiques et de subsistances, ainsi qu'avec l'accroissement de la pression coloniale (impôts, recrutements). En somme, M. Rodet réévalue la place centrale accordée au mouvement migratoire saisonnier masculin de type « navétane » dans l'historiographie des migrations de la région pour cette période. Elle démontre comment les migrations ont concerné différentes catégories de la population, souvent dans des projets migratoires élaborés en commun et se répondant. Des hommes, des femmes, des célibataires, des jeunes couples, des familles se sont engagés dans des migrations de plus en plus longues et lointaines (régions du Sud et Sénégal).

La deuxième partie de l'ouvrage aborde plus frontalement la question des mobilités féminines dans le cadre des stratégies migratoires familiales, grâce à une fine analyse des archives judiciaires, notamment des affaires de divorces et d'abandons du domicile conjugal. Le recours aux archives judiciaires en histoire sociale, afin de rendre visibles les oublié-e-s de l'histoire, n'est pas une démarche nouvelle<sup>1</sup>. De même, on sait que les femmes ont particulièrement investi les tribunaux coloniaux « indigènes » ou musulmans, les utilisant comme leviers de leurs stratégies, notamment matrimoniales<sup>2</sup>. Ce qui est en revanche plus original est que l'auteure ne présente pas seulement une analyse des relations de genre et des relations conjugales, mais qu'elle utilise aussi les archives judiciaires pour identifier et étudier les mobilités géographiques des femmes, montrant comment les stratégies matrimoniales et migratoires se sont répondues. Si cette partie permet de battre en brèche l'image d'une famille traditionnelle dans laquelle les femmes auraient joué un rôle passif, rendant plutôt compte de leur *agency*, l'auteure analyse également les tentatives de contrôle social des femmes et des mobilités

féminines par une alliance entre le pouvoir patriarcal local et l'autorité coloniale. M. Rodet étudie ainsi comment l'autorité coloniale a très tôt cherché à investir et régir l'espace domestique et conjugal, témoignant une fois encore des tensions inhérentes au projet colonial – entre prétentions universalistes et pratiques autoritaires<sup>3</sup>, entre liberté individuelle et maintien de la famille traditionnelle.

La dernière partie de l'ouvrage porte sur les dispositifs coloniaux du contrôle des migrations, qui, finalement, ont permis certaines formes de mobilité féminine. Destinés à surveiller et orienter les hommes, l'inaptitude de ces instruments à saisir la complexité des mobilités et des activités de travail a finalement offert une marge de manœuvre aux femmes. Elles ont pu contourner les dispositifs en matière de contrôle des mobilités et de l'emploi, forcé ou non, de la main-d'œuvre, pour parfois mieux saisir les opportunités professionnelles coloniales. Les éléments mis en lumière par M. Rodet permettent, à ce niveau, d'historiciser ce qu'on désignera plusieurs décennies après comme le secteur informel – la non-reconnaissance de l'autonomie ou même de la complémentarité du travail féminin (des activités reléguées en tant que domestiques et annexes, quand elles n'étaient pas ignorées par l'administration) les y ont en effet très tôt engagées.

Au final, sans que l'auteure ne se laisse envahir par des élaborations trop théoriques, l'apport de son ouvrage est à la fois épistémologique et méthodologique. La variété des sources employées a permis à M. Rodet d'éclairer d'une nouvelle manière, par le prisme des mobilités féminines et des dispositifs du contrôle colonial, les itinéraires sociaux, professionnels, matrimoniaux et urbains des femmes, mais aussi des hommes, de la région du Haut-Sénégal au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. On regrette que ce riche travail reste parfois trop prisonnier de son fil conducteur, néanmoins fécond : la critique et la déconstruction de l'écran colonial et androcentrique. Cet écran aurait pu être brisé une fois pour toutes et permettre des développements plus approfondis sur la différenciation des trajectoires sociales de ces migrantes (en dehors du statut servile), sur les capitaux

nécessaires à la migration et engrangés dans le cadre de la migration, sur la rupture de l'abolition du travail forcé, sur les effets, enfin, de ces mobilités dans les rapports de genre.

SÉVERINE AWENENGO DALBERTO

1 - Arlette FARGE, *Le goût de l'archive*, Paris, Éd. du Seuil, 1989.

2 - Ghislaine LYDON, « Droit islamique et droits de la femme d'après les registres du Tribunal Musulman de Ndar (Saint-Louis du Sénégal) », *Canadian Journal of African Studies*, 41-2, 2007, p. 289-307.

3 - Frederick COOPER et Ann Laura STOLER (dir.), *Tensions of Empire: Colonial Cultures in a Bourgeois World*, Berkeley, University of California Press, 1997.

### **Pascale Barthélémy**

*Africaines et diplômées à l'époque coloniale, 1918-1957*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, 345 p. et XXIV p. de pl.

Avec cet ouvrage, Pascale Barthélémy signe une remarquable étude consacrée à un millier de femmes « indigènes », dont l'influence en Afrique occidentale française (AOF) a été (et demeure) sans commune mesure avec leur petit nombre. Il s'agit de jeunes Africaines, issues des différents territoires de la fédération de l'AOF. Formées par les colonisateurs dans deux établissements d'éducation supérieure au Sénégal, elles allaient devenir les premières femmes diplômées de l'empire français en Afrique. Ces « grandes écoles de filles » sont celle de médecine de Dakar, qui ouvre en 1918 avec une section destinée à la formation des sages-femmes, et, vingt ans plus tard, l'École normale de Rufisque.

L'ouvrage, version abrégée d'une thèse de doctorat, s'appuie sur des archives aussi riches que variées : aux classiques rapports de l'administration médicale ou scolaire, s'ajoutent des documents sur le recrutement, la formation et la conduite des élèves, ainsi que les dossiers de carrière de ces employées de la fonction publique. On voit même passer çà et là des sujets (voire des copies) d'examens, qui révèlent à la fois les objectifs des colonisateurs

et leur appropriation par les jeunes filles. Non contente de passer ces archives au peigne fin, l'auteure a en outre interviewé près de cent de ces femmes diplômées, dans cinq pays. Ces entretiens lui permettent d'explorer des thématiques laissées dans l'ombre par les documents écrits, comme les origines sociales, mais aussi et surtout le vécu, souvent très ambivalent, de ces femmes.

Le livre se divise en trois parties : la première sur l'histoire institutionnelle des deux grandes écoles de filles, la deuxième sur la scolarisation des filles jusqu'à l'obtention du diplôme, et la troisième sur leur carrière et leur vie adulte.

La première partie met en lumière les logiques qui ont présidé à l'ouverture d'établissements pour filles : une préoccupation populationniste au lendemain de la Première Guerre mondiale, doublée d'une volonté de réaliser des économies budgétaires, encourage la formation d'un personnel africain médical et paramédical, moins bien payé que le personnel européen. C'est ainsi que, de 1918 à 1957, près de 900 élèves sages-femmes intègrent l'École de médecine (même si toutes ne terminent pas leurs études). Mais la scolarisation des filles en Afrique française est alors si rare (2 % des filles en âge de fréquenter l'école en 1922) que des difficultés de recrutement se font sentir. Si l'entre-deux-guerres est ponctué d'efforts sporadiques pour augmenter les effectifs féminins, le véritable tournant n'intervient qu'en 1938, avec l'avènement du Front populaire et l'ouverture d'une École normale de filles, destinée à former des institutrices (trente-cinq ans après les débuts de l'École normale d'instituteurs, dite William Ponty). L'ouverture tardive de l'École normale de filles, jointe à un concours plus difficile et à un salaire moins attractif, explique que le nombre de maîtresses d'école soit resté bien en deçà de celui des sages-femmes : ce sont moins de 400 jeunes filles qui passent par l'École normale de Rufisque entre 1938 et 1957.

Si cette première partie assume son approche « par le haut », les deux suivantes font une très large place aux actrices de cette histoire. Grâce à une approche prosopographique, appuyée sur une base de données portant sur 164 femmes, P. Barthélémy

dépeint non seulement des portraits individuels et des trajectoires singulières, mais elle fournit surtout une analyse fine de ces « figures de l'entre-deux », ces femmes africaines passées par le moule d'institutions françaises, qui ont ainsi appris à naviguer entre plusieurs mondes et systèmes de valeurs. La grande affaire des écoles supérieures est certes de délivrer une formation sanctionnée par un diplôme. Mais plus encore, l'objectif de ces internats est de fabriquer de nouvelles femmes dotées d'une culture française et d'une morale stricte (d'où une discipline extrêmement sévère, tout juste tempérée par la figure plus maternelle de la directrice de l'École normale de 1938 à 1947, la très charismatique Germaine Le Goff). Certaines élèves étaient déjà rompues à ces écarts culturels : ainsi, les métisses, nées d'un père français et d'une mère africaine, souvent confiées à des orphelinats laïcs ou religieux ; ou encore les filles de familles eurafricaines du golfe de Guinée, de culture largement chrétienne et occidentale (les Dahoméennes représentent une importante proportion d'élèves). D'autres élèves ont peut-être eu plus de peine à s'y retrouver dans les injonctions contradictoires du colonialisme : entre la volonté de former des auxiliaires féminines toutes dévouées à la cause de la France et l'obligation réitérée de « rester africaines », elles se sont trouvées au cœur de l'ambivalence coloniale.

Cet « entre-deux » n'est pas que culturel : il est aussi social et même politique. Venues pour beaucoup de milieux relativement privilégiés, elles accèdent à un rang tout ensemble élevé et subalterne dans la hiérarchie de la fonction publique ; à la fois auxiliaires et membres d'une élite économique et sociale, elles jouissent d'un statut ambigu. Leur situation de femme elle-même les place parfois en porte-à-faux : malgré leur salaire supérieur à celui de nombreux fonctionnaires africains de sexe masculin, elles sont priées de ne pas oublier qu'en tant que femmes, elles restent subordonnées. Cette tension se joue également au sein des couples qu'elles forment avec les hommes éduqués par des institutions comparables : le « ménage d'évolués », tel que le rêvent les colonisateurs, est classiquement formé, dans l'entre-deux-guerres, d'un méde-

cin et d'une sage-femme africains, affectés ensemble dans différentes régions de l'AOF, y compris dans des régions où il est difficile pour les jeunes fonctionnaires de vivre en couple moderne – et pour les jeunes diplômées de se faire accepter. Parfois, des déconvenues conjugales viennent aussi mettre à mal la famille monogame et nucléaire que ces jeunes femmes espéraient fonder, selon les vœux de leurs formateurs. Cependant, leurs témoignages sont rarement teintés d'amertume : entre celles qui ont le sentiment d'avoir fait œuvre utile et celles qui ont connu, indépendamment ou dans le sillage de leur mari, une carrière dans les institutions internationales après les indépendances, se révèle toute la fierté d'une génération qui, formée dans un contexte raciste, genré et hiérarchisé, a, malgré tout, su se faire une place plutôt enviable.

La méthode est rigoureuse et rien ne manque à ce portrait de groupe : sociologie et géographie du recrutement et des affectations, programmes de formation et système de l'internat, analyse des valeurs et des objectifs qui sous-tendent cette formation, itinéraires personnels, professionnels et politiques, sans oublier une bibliographie abondante. Mais le point fort de cette étude est sans conteste son sens de la nuance. L'analyse du colonialisme qui s'en dégage, sans dogmatisme, ne confirme pas celle des thuriféraires de « l'œuvre positive de la colonisation » : l'évocation du cas – certes unique – de femmes enceintes amenées de force dans une maternité qui manquait de patientes démontre, si besoin était, que le volet sanitaire de la colonisation n'était pas dépourvu de violence. Pour autant, on cherche en vain les accents d'un pamphlet anti-colonial : le poste d'observation choisi par P. Barthélémy lui permet de souligner les contradictions d'un système coercitif qui a néanmoins laissé une marge de manœuvre à ces actrices du changement, lesquelles ont su en tirer parti.

On se félicite de cet important apport à l'histoire des femmes (qui ne néglige pas la perspective de genre), à l'histoire de l'éducation et de la colonisation. L'unique regret est que l'auteure n'ait pas développé davantage l'analyse de certaines citations, qui auraient peut-être mérité de plus amples commen-

taires. Au final, un ouvrage nécessaire et très bien mené, qui fait sortir de l'ombre un groupe de femmes, auxiliaires mais non complices de l'administration coloniale, et dont l'influence a marqué des générations d'Africain-e-s.

ANNE HUGON

**Marlaine Cacouault-Bitaud**

*Professeurs, mais femmes.*

*Carrières et vies privées des enseignantes du secondaire au XX<sup>e</sup> siècle*

Paris, La Découverte, 2007, 317 p.

Depuis quelques décennies, la féminisation du « corps » des enseignants du secondaire est expliquée par la commodité que représente ce métier pour les mères de famille, surtout quand il est pratiqué à mi-temps. La féminisation est tout aussi couramment associée à son déclin dans la hiérarchie sociale. Marlaine Cacouault rejette ce raccourci interprétatif tout en reconnaissant que le poids de la vie privée sur les carrières des enseignantes impose d'intégrer cette donnée à l'analyse de la profession et de son histoire.

Sa démonstration couvre la période qui va de l'entre-deux-guerres aux années 1990. Elle est étayée par un solide dossier statistique, dont les tableaux sont commodément regroupés en fin d'ouvrage, qui fournit des informations sur les origines sociales des enseignantes, leurs taux de célibat et de divorce, les profils socioprofessionnels de leurs parents et conjoints, mais aussi sur la répartition comparée des corps enseignants masculin et féminin entre titulaires et auxiliaires, enseignants du premier et du second cycle, à plein-temps ou à mi-temps, et leur distribution entre les disciplines et les grades. Mais l'étude vaut surtout par l'exploitation qui est faite d'entretiens menés au tournant des années 1970 et 1980 auprès de femmes recrutées dans l'entre-deux-guerres, puis dans les années 1990 auprès de femmes recrutées entre 1960 et 1985. Ces entretiens fournissent un éclairage unique sur ce qu'a été l'expérience de plusieurs générations d'enseignantes du secondaire, et sur les transformations considérables qu'a connues la profession, mais aussi et surtout sur

la manière dont elle a été vécue par les enseignantes et sur les contraintes qu'elles ont dû affronter. L'enquête insiste en effet sur des points généralement occultés dans les travaux sur les professions et dans l'approche prosopographique : le statut matrimonial, l'expérience du célibat ou du mariage, la cohabitation et les compromis avec le conjoint, la question des enfants, la compétition dans le couple, mais aussi l'influence intellectuelle, culturelle et morale des parents, les rapports au sein de la fratrie, la vocation ou les raisons du choix de la carrière enseignante.

Dans l'entre-deux-guerres, le célibat domine. L'exercice de la profession tend à isoler celles qui l'ont choisi. En croisant les représentations littéraires et les entretiens, M. Cacouault dresse un tableau riche et nuancé de la vie et de la sociabilité de ces enseignantes qui se vouent à leur métier, réfutant au total l'idée misérabiliste qui s'y attache souvent. Les décennies d'après-guerre sont celles où le corps enseignant se féminise : les certifiées puis les agrégées dépassent en nombre leurs homologues masculins dès le tournant des années 1950-1960, à la faveur de l'explosion scolaire. Cette conquête est très inégale selon les matières et selon les niveaux d'étude. Il en résulte une inégalité globale des statuts réels et symboliques, à l'avantage des enseignants, qui est en rapport direct avec la vie privée. La possibilité d'exercer à mi-temps, qui permet aux femmes de concilier le métier et la maternité, et affranchit donc les enseignantes du célibat, engendre aussi des effets négatifs sur leur statut professionnel et sur l'équilibre des couples, les conjoints ayant tendance à estimer que le demi-service de leur épouse les décharge de toute contribution aux travaux et obligations du ménage.

Le recul du modèle matrimonial classique ne modifie pas radicalement, à partir des années 1970, la priorité donnée, dans la majorité des cas, à la carrière des conjoints sur les intérêts professionnels des conjointes. Pour autant, la compétition qui s'installe au sein des couples ne tourne pas systématiquement à l'avantage des hommes. Avant un dernier développement intéressant sur les ambitions intellectuelles et de carrière d'une partie des enseignantes, l'auteur pointe toutefois, quitte

à mobiliser des clichés, les différences de comportement entre hommes et femmes, la propension des enseignants à s'investir dans la vie collective et à rechercher des positions valorisantes, et celle des enseignantes à trouver dans l'investissement pédagogique une réponse aux difficultés de la démocratisation scolaire. À ce stade de l'étude, des témoignages d'enseignants sont mis à contribution et font entrevoir ce qu'on aurait gagné à une étude croisée des expériences des hommes et des femmes.

La remarque vaut plus largement. Le parti pris de l'auteur de laisser dans l'ombre tout ce qui ne concerne pas directement les enseignantes du secondaire n'est pas sans inconvénients. Il n'aurait pas été inutile de fournir, pour chaque période, des éléments susceptibles d'aider les lecteurs à situer le récit dans l'histoire scolaire. Cette faible prise en compte du contexte institutionnel – voire du contexte social en ce qui concerne la fin du XIX<sup>e</sup> siècle – conduit l'auteur à une lecture un peu discutabile de la construction de l'enseignement secondaire féminin et de sa relation à son homologue masculin, qui brouille la perspective historique. Cette construction procède d'un intéressant mouvement dialectique, bien montré par Françoise Mayeur<sup>1</sup>, dans lequel la nouvelle institution s'inspire de l'ancienne tout en en préfigurant la modernisation. Avant l'assimilation à l'enseignement masculin, elle comporte une dynamique égalitaire<sup>2</sup>. Personne ne contestera la position initiale d'infériorité de l'enseignement féminin, mais il est un peu vain d'accabler ses créateurs à cet égard quand on mesure l'état de la société et les passions que soulève la loi de décembre 1880. L'absence d'un censeur dans les lycées féminins ne peut s'interpréter sans tenir compte du fait que ces établissements n'ont pas d'internat. Il n'est pas indifférent, malgré ce qu'en dit l'auteur, que l'infériorité des traitements des premières enseignantes soit fondée, non pas sur leur genre, mais sur la nature de leur enseignement, qui exclut des langues anciennes, et sur celle de l'agrégation féminine, accessible sans passer par les universités. Les femmes agrégées de l'enseignement classique masculin bénéficient en revanche des avantages accordés à leurs homologues, et c'est grâce à cette justification fonctionnelle que

l'assimilation de 1924 entraîne à terme l'égalité des traitements.

Ces remarques critiques n'enlèvent rien à l'intérêt d'une étude qui restitue avec beaucoup de finesse la parole des actrices et réussit à composer un récit collectif à partir des trajectoires individuelles. On pourrait s'interroger sur le biais introduit par les questions de l'auteur. Malgré la prise en compte des engagements collectifs, pour la période 1960-1970, l'enquête tend à réduire l'expérience des enseignantes à sa dimension individuelle. Mais le point de vue choisi a l'intérêt de mettre l'accent sur la dissociation, souvent relevée, entre la conscience collective des enseignants, profession longtemps très fortement syndiquée, et leur expérience personnelle, ce qui ne peut que contribuer à éclairer les ressorts de la pratique.

PHILIPPE SAVOIE

1 - Françoise MAYEUR, *L'enseignement secondaire des jeunes filles sous la Troisième République*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977.

2 - « toward a separate and equal feminine profession », selon l'expression de Jo Burr MARGADANT, *Madame le Professeur: Women Educators in the Third Republic*, Princeton, Princeton University Press, 1990, p. 260.

### **Florence Rochefort (dir.)**

*Le pouvoir du genre.*

*Laïcités et religions, 1905-2005*

Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2007, 272 p.

Ces actes de colloque s'articulent en deux parties. La première revient sur la loi de séparation des Églises et de l'État en France, aboutissement formel d'une laïcisation engagée au moins à partir de la chute du Second Empire, sinon depuis la Révolution française. La seconde partie, à la teneur plus comparative, ouvre sur des expériences historiques étrangères ou analysées dans une perspective mondiale dont les termes d'énonciation diffèrent de l'attirail conceptuel national, constamment élaboré depuis 1905 et surtout



redéfini depuis le surgissement de l'Islam dans le champ sociopolitique français.

L'introduction de Florence Rochefort présente l'ambition du volume : croiser dans une démarche interdisciplinaire, réunissant sociologie, anthropologie et histoire, les deux concepts *a priori* cloisonnés de laïcité, dans sa complexité historique et géographique, et de genre, comme appréhension des rapports socialement construits entre les sexes. La spécialisation du propos est insérée dans des cadres plus généraux avec les références à Pierre Bourdieu ou Mona Ozouf. F. Rochefort se défend que l'ouvrage mette en avant une matrice française, et mesure les phénomènes étrangers et contemporains à son aune. Toutefois, l'architecture du volume donne l'impression inverse. La question ne concerne pas que ce volume tant les institutions cloisonnent généralement les études, par aires culturelles, dont l'importance relative décroît au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'Europe occidentale ou des États-Unis. Si la laïcisation française menée explicitement par la Troisième République a eu autrefois l'ambition de se poser en modèle, et bien que cet ancien statut idéologique de la France influence encore ses institutions savantes, le reste du monde n'en a plus cure depuis des décennies. Si la démarche se veut « scientifique », le lecteur peut difficilement ne pas saisir le parti pris féministe du discours. Peut-on se poser la question de l'égalité entre hommes et femmes sans avoir de position à cet égard ? L'écrivain en sciences sociales fait-il partie du neutre, doit-il d'ailleurs y prétendre ?

La première partie étudie les modes de l'établissement du « pacte laïque » et les hésitations, résistances et accommodements d'une mise à l'écart des références religieuses, en premier lieu dans l'enseignement qui ouvre la voie à un nouveau « pacte de genre ». Si la Troisième République met les références catholiques à distance de l'enseignement, elle est plus prudente en matière de rapports entre les genres. Le régime n'accorde pas de droits politiques aux femmes. Comment dès lors ambitionner de former des citoyennes ? Le mouvement sera lent, dû à l'engagement de certaines femmes ainsi que d'hommes convaincus de la justesse de la cause. La contribution

de Frédéric Mole montre que l'école républicaine définit de nouveaux modèles de genres, mais en s'inspirant de l'existant, et qu'« une nouvelle forme d'indifférenciation entre garçons et filles », si elle finit par être revendiquée, n'est pas du goût de tout le monde, même parmi les républicains (p. 106). À l'inverse, la politisation des femmes catholiques, bien qu'elles adoptent des positions ouvertement hostiles à certains aspects de la laïcisation, contribue à sortir les femmes de la sphère de l'intime, du domestique, où le catholicisme et les structures anthropologiques patriarcales auraient aimé les cantonner, comme la contribution de Bruno Dumons le montre.

La seconde partie ouvre des horizons inattendus pour le chercheur français. Si l'Inde, qui se targue d'être la plus grande démocratie au monde, connaît un processus de sécularisation, celui-ci n'a pas eu lieu selon les termes élaborés en France. Comme l'énonce Stéphanie Tawa Lama-Rewal : « Le sécularisme signifie que l'État accorde une égale bienveillance à toutes les religions » (p. 186). Cette bienveillance s'exerce toutefois aux dépens des droits des femmes, car le droit de la famille, et donc le statut des femmes au sein de celle-ci, est délégué au droit de chaque communauté religieuse. Or, dans aucune des contributions, il n'est question de société matriarcale. Les références religieuses à une définition divine, ou prétendument naturelle, des rapports entre genres tendent à fixer les inégalités statutaires en défaveur des femmes ou des personnes, hommes ou femmes, en rupture avec le statut qui leur est imposé. Le texte d'Azadeh Kian-Thiébaud, consacré à la situation en Iran, montre que les avancées, limitées aux classes urbaines et privilégiées, dont ont pu bénéficier certaines femmes sous la dynastie des Pahlavi, ont été remises en cause par l'instauration du régime islamiste. En revanche, la modernisation de l'économie et de la société iranienne porte en elle les germes de la mise en cause des arrangements islamiques parfaits. A. Kian-Thiébaud montre même que l'accession des femmes iraniennes les plus conservatrices à des fonctions politiques les conduit, malgré leurs convictions affichées, à mettre en cause certains aspects de la domination

masculine. Au sein d'une société régie par un pouvoir qui se démarque du féminisme comme « vestige du colonialisme occidental » et qui s'établit en opposition avec les projets de sécularisation des shahs, la question n'est pas réglée une fois pour toutes, malgré l'ancienneté du régime et le fond anthropologique ancien qui lui est favorable en termes de soumission des femmes.

Comme souvent pour les volumes collectifs, il est difficile d'assurer une parfaite cohérence des textes entre eux. Il est parfois évident que certains textes abordent de façon partielle la problématique initiale. C'est, par exemple, le cas de la contribution fouillée de Jean-Paul Willaime, « Le poids des Églises en Allemagne sur la question de l'avortement », dans laquelle la notion de genre n'est qu'effleurée. De même, la contribution de Joëlle Allouche-Benayoun, par ailleurs savante, portant sur l'éducation des juifs d'Algérie dans des structures laïques, à un titre ou un autre, illustre la francisation-laïcisation d'un groupe plutôt que la redéfinition des rapports de genre.

HERVÉ GEORGELIN

### **Malgorzata Fidelis**

*Women, Communism and Industrialization in Postwar Poland*

Cambridge, Cambridge University Press, 2010, XIV-280 p.

Pendant la période stalinienne des années 1950, le gouvernement communiste polonais a encouragé les femmes à embrasser de nouvelles carrières qui, jusque-là, n'avaient été ouvertes qu'aux hommes. Lorsque le régime prit ses distances avec le stalinisme, il est revenu sur sa politique d'égalité des sexes, en invoquant le fait que les responsabilités maternelles des femmes ne leur permettaient pas d'occuper certains types de postes. Dans son nouveau livre, Malgorzata Fidelis examine l'histoire des femmes au travail dans la Pologne d'après-guerre et démontre de manière convaincante comment le fait d'envisager les questions liées au genre change notre vision du stalinisme et de la déstalinisation. Son raisonnement se divise en deux grandes parties. Trois chapitres

analysent les discours sur l'égalité des sexes et la manière dont ils évoluent au cours du temps. Ils montrent comment les idées concernant le genre et le travail permettent d'appréhender les changements politiques au cours de la période agitée qui se situe entre 1948 et 1960. Trois autres chapitres traitent des expériences des travailleuses et examinent la manière dont ces femmes ont pu composer avec l'État stalinien.

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement communiste polonais déclara que les hommes et les femmes étaient légalement égaux. Mais le contenu de cette égalité restait encore à définir. Étonnamment, un consensus s'établit entre l'Église catholique, les leaders communistes et même les militantes féministes communistes (PPR) et socialistes (PPS), selon lequel l'égalité des droits accordée aux femmes ne devait pas remettre en cause leur rôle social irremplaçable d'épouse et de mère. Les dirigeants encourageaient l'entrée des femmes dans le domaine du travail salarié, mais ils y voyaient un complément à leurs devoirs domestiques traditionnels. Contrairement à ce qui se passait en URSS, en Pologne même les activistes féministes refusaient de socialiser le travail domestique dans le seul but de le rendre compatible avec l'effort industriel. M. Fidelis affirme que, dans le contexte polonais, les devoirs maternels et domestiques des femmes pouvaient être « limités mais pas effacés » (p. 60). Y compris durant ce que l'on considère comme la période stalinienne radicale, l'« égalité » était souvent décrite en termes de supposées différences naturelles entre les sexes.

Dans les trois études de cas qui forment le cœur de l'ouvrage, M. Fidelis cherche à retrouver les stratégies d'adaptation des femmes dans une période souvent analysée en des termes exclusivement « totalitaires ». Les femmes au travail n'étaient pas seulement le résultat d'une politique étatique, mais elles soutenaient, composaient avec ces politiques ou protestaient contre elles selon les circonstances. Le premier exemple est celui de Żyrardów, un pôle ancien de l'industrie textile en Pologne. À Żyrardów, un grand nombre des femmes employées à l'usine étaient des travailleuses expérimentées et militantes. Malgré

la répression de la période stalinienne, les travailleuses du textile de Żyrardów firent grève en 1951 pour protester contre la pénurie de viande dans les magasins. M. Fidelis affirme que les femmes « employèrent le genre comme instrument politique » (p. 90) en utilisant les toilettes des femmes comme lieu de réunion, et en chargeant une collègue enceinte de bloquer l'entrée. De cette manière, tout en se montrant capables de démontrer leur force, elles le firent clairement en tant que femmes et consommatrices.

À Żyrardów, les relations des travailleuses avec le stalinisme échappaient à l'alternative simpliste oppression *vs* résistance. D'un côté, les femmes de Żyrardów n'avaient que peu de chances de bénéficier d'une éducation ou d'un avancement. En dépit du discours staliniste sur l'égalité, les planificateurs économiques et les contremaîtres d'usines continuaient à considérer les emplois comme fondamentalement sexués. Dans une industrie textile fortement féminisée, les femmes restaient cantonnées à des emplois non qualifiés et à des bas salaires. Quelques-unes, pourtant, parvinrent à tirer profit des pratiques staliniennes de compétition au travail et devinrent des stakhanovistes, ce qui leur permit d'obtenir des avantages matériels et d'accéder à la célébrité reconnue à ces héroïnes du travail. Cependant, même celles qui n'atteignaient pas les sommets retiraient de leur travail un sentiment d'identité et d'estime de soi.

La situation était tout aussi complexe dans l'usine textile fraîchement bâtie de Zambrów. Équivalent textile des aciéries de Nowa Huta, Zambrów employait, en majorité, des jeunes filles d'origine paysanne. Dans les articles de presse sur Zambrów, le travail industriel était présenté comme un moyen pour ces jeunes femmes de s'affranchir de la routine et de la pauvreté de la ferme, tout en renforçant leur aptitude à être de bonnes mères et de bonnes épouses. En dépit de ces arguments, les familles paysannes refusèrent souvent d'envoyer leurs filles travailler à l'usine, car elles craignaient qu'elles n'en reviennent enceintes. Celles qui décidèrent d'y aller découvrirent de terribles conditions de vie. À Zambrów, les femmes vivaient dans des pensions surpeuplées et effectuaient un travail épuisant, dans de mau-

vaises conditions. Pourtant, les manifestations de protestation étaient absentes, comme à Żyrardów. Au contraire, certaines des filles de Zambrów considéraient la pension préférable à la vie au village. Les ouvrières de Zambrów s'affirmèrent toutefois face à l'État, mais autrement. Elles employèrent leur maigre salaire à faire l'expérience du consumérisme moderne : acheter un rouge à lèvres, se faire une permanente ou économiser pour une nouvelle robe. Elles allaient au bal et rencontraient des hommes. M. Fidelis affirme que les femmes s'approprièrent les conceptions officielles de leur propre émancipation pour les réinterpréter à leur manière. Au lieu de penser seulement à servir l'État ou la famille, elles se préoccupaient de leur propre plaisir.

La troisième étude de cas concerne les femmes qui travaillaient dans les mines de charbon de Silésie. Les femmes avaient déjà travaillé dans l'industrie minière auparavant, mais seulement à des postes pénibles et mal payés dans les hangars de triage. Au cours de la période stalinienne, quelques-unes furent autorisées à travailler dans les mines. Comme le montre M. Fidelis, même si le plan sexennal (1950-1955) permit de féminiser certaines activités, les hommes et les femmes étaient rarement employés aux mêmes postes. Les femmes qui acceptaient de travailler dans les mines étaient moins bien payées que les hommes et n'avaient pas les mêmes opportunités d'avancement. Et pourtant, elles considéraient leurs nouveaux emplois comme très satisfaisants, mieux payés, et paradoxalement moins fatigants physiquement que les emplois qui leur étaient traditionnellement réservés. Ces femmes découvraient le plaisir de travailler, et pourtant cette expérience ne se transformait que rarement en activisme politique. Les ouvrières évitaient les réunions politiques sur leur lieu de travail et, comme les femmes de Zambrów et de Żyrardów, exprimaient plus aisément leurs convictions religieuses que leurs opinions socialistes. Malgré tout, les femmes mineurs étaient souvent considérées comme le cheval de Troie d'une attaque staliniste des normes sexuelles et se voyaient opposer la résistance des employeurs, des collègues masculins et de leurs épouses, qui voulaient protéger les prérogatives des hommes et leur salaire.

La déstalinisation commença en Pologne en 1955. Selon M. Fidelis, les relations entre les sexes furent un élément crucial du dégel polonais. Les réformateurs espéraient accroître la légitimité de l'État communiste en désavouant les mesures staliniennes concernant le travail des femmes. Beaucoup reprochèrent au régime stalinien d'avoir encouragé les femmes à négliger leur famille, alors qu'au contraire, comme le montre M. Fidelis, l'État stalinien avait mis l'accent sur les obligations maternelles des femmes, y compris lorsqu'il les poussait à prendre un travail salarié. Dans ce contexte, l'usine de Zambrów devint un symbole de la dégénérescence stalinienne. Ses pensions crasseuses, qui permettaient aux femmes de vivre de façon indépendante et sans responsabilités domestiques, furent dénoncées comme des antres de promiscuité féminine. Exclure les femmes des nouveaux emplois, y compris du travail en sous-sol dans les mines, devint une manière d'affirmer l'indépendance nationale polonaise contre le pouvoir soviétique. Les emplois devinrent bien plus sexués qu'auparavant, et la plupart des femmes se trouvèrent reléguées dans des fonctions mal payées et non qualifiées dans les secteurs féminisés de l'économie. Même les commissions des femmes (qui faisaient partie des syndicats) s'employèrent à aider les travailleuses à remplir leurs devoirs familiaux, et non à les émanciper de ces tâches.

Cette mise en récit nuancée de la condition féminine sous le stalinisme montre que nous ne pouvons pleinement comprendre comment fonctionnaient les régimes communistes si nous n'examinons pas les relations entre genre et politique. Elle initiera, espérons-le, de nouvelles recherches.

MELISSA FEINBERG

Traduction de CÉCILE D'ALBIS

**Annette F. Timm**

*The Politics of Fertility in Twentieth-Century Berlin*

New York, Cambridge University Press, 2010, XIX-352 p.

Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, la sexualité est devenue un, sinon le, champ de bataille entre le pouvoir de l'État et les droits des citoyens.

Annette Timm a choisi d'étudier la politique démographique (*Bevölkerungspolitik*) allemande et les efforts menés dans le domaine politique et social afin d'accroître la population. Il s'agit, selon elle, d'un des lieux privilégiés où se négocie la relation entre, d'une part, le citoyen et son désir de reproduction et, d'autre part, les intérêts de l'État. La politique démographique est également le théâtre de l'exclusion ou de l'inclusion dans la communauté nationale et un lieu où se définit, voire se forme, la citoyenneté.

L'ouvrage présente une histoire de la politique démographique et de la politique de santé publique menées à Berlin, de la république de Weimar jusqu'à la chute du mur. A. Timm se concentre sur les mesures de contrôle des maladies vénériennes et sur la politique de natalité; elle développe l'argumentation selon laquelle le discours sur la reproduction (*fertility*) est partagé par tous les régimes politiques. A. Timm opte pour une étude de cas en choisissant Berlin comme cadre de son analyse, une ville où l'État providence émerge sous Bismarck avec la création, en 1883, de la première assurance-maladie nationale allemande.

Capitale politique de fait, Berlin devient, sous la république de Weimar, un lieu où s'affrontent les oppositions politiques. Sous le Troisième Reich, la ville, de nouveau capitale, devient le centre incontesté du pouvoir politique et symbolique. Divisée en quatre zones d'occupation à la sortie de la guerre, Berlin perd à nouveau son statut de capitale et devient le champ privilégié d'expérimentation et de compétition entre deux systèmes politiques rivaux, au sein desquels s'opposent deux conceptions du social. L'étude d'A. Timm s'arrête en 1989, au moment où la politique démographique de la ville change une nouvelle fois, suite à la réunification de l'Allemagne.

Dans le premier chapitre, A. Timm étudie l'impact de la Première Guerre mondiale sur la gestion des maladies vénériennes par le gouvernement de la république de Weimar. Berlin joue alors un rôle pionnier avec la création de cliniques spécialisées. Une nouvelle loi fédérale sur les maladies vénériennes, votée en 1927, met en place une politique prise en charge par l'État, qui consiste dans des mesures

prophylactiques d'éducation publique, un renforcement de la surveillance et l'octroi de soins aux malades. Alors qu'il n'existait pas de consensus concernant les droits sexuels, les partis politiques de tous bords adhèrent à un « *motherhood-eugenics consensus* », concept qu'A. Timm emprunte à Atina Grossmann, dans la mesure où la maternité et la procréation de sujets sains sont considérées, aussi bien par la gauche que par la droite, comme un bien social incontesté et une tâche civique à promouvoir<sup>1</sup>.

Le deuxième chapitre fait découvrir les centres de consultation conjugale (*Eheberatungsstellen*) créés sous la république de Weimar pour promouvoir une politique nataliste eugénique soutenue par les socio-démocrates. A. Timm distingue une politique eugénique « positive », valorisante et incitative, d'une politique « négative », stigmatisante, restrictive et répressive, qui encourage l'avortement et la stérilisation, en soulignant que toutes deux sont des concepts ambivalents qui ne sont pas uniquement imposés par les législateurs mais peuvent répondre à des aspirations populaires. L'eugénisme constitue, à l'époque, un dénominateur politique commun entre la gauche et la droite, qui perçoit la décision de procréer et de veiller à une progéniture saine comme un acte, voire un devoir, de citoyen.

Dans le troisième chapitre, A. Timm traite de la politique nazie en matière démographique, notamment de la restructuration de la politique de la santé et de la famille, entreprise dès janvier 1933, selon des critères raciaux et eugéniques. Cette politique pronataliste, qui lutte désormais contre une prétendue dégénérescence de la population, considère les relations sexuelles des membres de la communauté du peuple (*Volksgemeinschaft*) comme un acte privilégié de citoyenneté ou, mieux, d'adhésion à une communauté définie par des paramètres raciaux.

Dans la perspective d'une guerre raciale et afin d'assurer la longévité d'une population qui s'auto-définit comme l'élite, les maladies vénériennes représentent une menace pour le pouvoir nazi et ses ambitions militaires. Cependant, dans une société qui prône la procréation, la sexualité pré- et extra-maritale

est encouragée si elle sert à la reproduction ou si elle favorise l'engagement militaire masculin<sup>2</sup>. C'est dans ce cadre guerrier que le nazisme tolère une sexualité non reproductive, tout en recourant à des critères sexuels pour instaurer une définition socio-raciste de la citoyenneté, mise en évidence dans le quatrième chapitre.

Cependant, la dichotomie *insider/outsider* ne vaut pas exclusivement pour le Troisième Reich. Dans Berlin ravagée par la guerre, des viols massifs d'Allemandes (estimées à 1,5 million de femmes) sont perpétrés par les soldats soviétiques, américains, britanniques et français, entre 1945 et 1949, sous couvert de mettre de l'ordre dans une ville où règnent la famine et la pénurie de logement et où dominant l'anarchie sexuelle et la promiscuité. Craignant la contamination des soldats, les forces alliées prônent d'abord une interdiction stricte de « fraternisation », puis une politique ferme de surveillance.

Avec la création des deux États allemands en mai (RFA) et octobre (RDA) 1949, deux régimes politiques opposés, dont la rivalité se joue particulièrement à Berlin, s'affrontent. Le chapitre six analyse les relations intra-allemandes dans les zones d'occupations de l'Ouest. Dans l'immédiat après-guerre, le retour des soldats et l'afflux de réfugiés défient la politique hygiéniste qui vise à maintenir la santé des couples et des familles. Les centres berlinois de soins médicaux doivent choisir entre suivre une politique prioritairement eugénique, encouragée par l'administration, et la poursuite des soins psychologiques afin d'effacer les traumatismes de la guerre et de normaliser les nombreux conflits matrimoniaux.

En revanche, en RDA, le régime tente de gagner la coopération des citoyens en matière de comportements sexuels et les choix de procréation. Alors que la RDA prend du retard sur le plan de la prospérité économique vis-à-vis de la RFA, le taux de natalité apparaît désormais comme indissociable de la légitimité de l'État communiste.

Le chapitre huit se penche sur la situation en RFA où, depuis les années 1960, le principe d'une politique démographique est discrédité, non tant par les politiques passées, mais surtout parce que cette politique est employée

par le système communiste. En RFA, comme en RDA, la reproduction devient un devoir pour combattre le système politique adverse, en admettant tout de même une marge de manœuvre de la part des individus. Mais en RFA, comme en RDA, les taux de natalité continuent à baisser malgré les politiques d'encouragement.

L'histoire allemande, en l'occurrence berlinoise, a été largement étudiée sur ces questions de politique démographique, en lien avec les nouvelles sciences comme l'hygiène sociale, l'eugénisme et le racisme, qui ont atteint leur paroxysme sous le Troisième Reich. C'est pourquoi l'auteure choisit de ne pas se concentrer sur les politiques d'exclusion et les pratiques génocidaires, mais propose d'analyser les différentes formes de racisme qui se trouvent au cœur même de l'État providence et qui, sous le nazisme, permettaient à la majorité des Allemands d'adhérer au peuple faisant communauté (*Volksgemeinschaft*).

Se focalisant sur ce qu'elle appelle l'« *inclusive racism* » (p. 14), elle explore comment les idéologies racistes déterminent non seulement l'exclusion des personnes jugées racialement inférieurs (*minderwertig*), mais opèrent également comme une force dynamique à l'intérieur de la société nazie. Selon ce raisonnement, toute politique de reproduction est par définition une forme de discrimination raciale positive, pour employer un néologisme contemporain. Ainsi, A. Timm montre que les programmes de l'État providence sont imprégnés de visées nationalistes et racistes bien avant l'arrivée au pouvoir du nazisme, et encore aujourd'hui. Pour l'auteure, le devoir sexuel (*sexual duty*) est un outil de propagande puissant, employé et mobilisé par l'État allemand tout au long du XX<sup>e</sup> siècle pour négocier son lien avec ses citoyens.

Le cas de la république de Weimar illustre le fait qu'il n'existe pas de politique démographique entièrement positive et neutre, mais qu'elle est toujours à double tranchant. La démarche d'A. Timm interroge l'argument répandu selon lequel une légitimation, voire une valorisation sociale et politique, des comportements sexuels individuels est progressive et émancipatrice, et serait valable pour les mouvements homosexuels, mais critiquable

quand elle est appliquée aux relations et mariages hétérosexuels.

Toute politique de reproduction, aussi inclusive et valorisante soit-elle, va de pair avec une hiérarchisation et un contrôle social. Et toute politique démographique est idéologique, dans la mesure où elle fait des comportements sexuels des citoyens un élément décisif dans l'établissement des normes de citoyenneté. A. Timm se concentre sur les idéologies, les débats politiques, les projets de lois et les mesures d'applications, mettant en évidence la politique de reproduction et sa mise en œuvre par les médecins, scientifiques, démographes et conseillers conjugaux qui travaillent dans les cliniques et les centres d'informations berlinois. En même temps, l'auteure souligne que cette politique n'est pas uniquement imposée par les décideurs, mais qu'elle est aussi une réalité vécue, appropriée, contestée, voire élargie, par les « clients » de l'État providence, en dehors des instances scientifiques et des commissions.

Pendant, A. Timm ne tient pas sa promesse initiale d'intégrer la perspective micro-historique, c'est-à-dire d'aborder les pratiques sociales et les formes de réappropriation des gens ordinaires concernés par les politiques de reproduction. Son analyse reste à une échelle macro-politique, ce qui ne diminue aucunement sa valeur heuristique, permettant une vue d'ensemble des politiques de reproduction et des pratiques d'expertise à Berlin au XX<sup>e</sup> siècle. L'ouvrage d'A. Timm s'insère dans une bibliographie de référence sur cette histoire de la sexualité et du genre qui, depuis une bonne décennie, est en train de se constituer outre-Atlantique<sup>5</sup>.

ELISSA MAILÄNDER

1 - Atina GROSSMANN, *Reforming Sex: The German Movement for Birth Control and Abortion Reform, 1920-1950*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 14-15.

2 - Insa MEINEN, *Wehrmacht et prostitution sous l'Occupation, 1940-1945*, Paris, Payot, 2006 ; Regina MÜHLHÄUSER, *Eroberungen. Sexuelle Gewalttaten und intime Beziehungen deutscher Soldaten in der Sowjetunion, 1941-1945*, Hambourg, Hamburger Edition, 2010.

3 - Herzog DAGMAR (éd.), *Sexuality and German Fascism*, New York, Berghahn Books, 2004; *Id.*, *Sex after Fascism: Memory and Morality in Twentieth-Century Germany*, Princeton, Princeton University Press, 2005; Kathleen CANNING, *Gender History in Practice: Historical Perspectives on Bodies, Class and Citizenship*, Ithaca, Cornell University Press, 2006.

**Raphaëlle Branche et al. (dir.)**

*Viols en temps de guerre*  
Paris, Payot, 2011, 270 p.

Cet ouvrage réunit quatorze des contributions présentées au cours d'un important colloque organisé à l'Institut historique allemand de Paris en mai 2009. À l'exception d'un article, il est centré sur le XX<sup>e</sup> siècle, avec un accent particulier sur les deux guerres mondiales et leurs suites. Un tiers des textes, ancrés dans les contextes géographiques les plus divers (les articles sont des études de cas dont l'empirisme est un dénominateur commun et construit la richesse de l'ensemble), abordent même la période la plus contemporaine. Cela tient à ce que la moitié des contributions ne sont pas le fait d'historien-ne-s et répondent ainsi au vœu liminaire des architectes de l'ouvrage de « contribuer à la constitution d'un objet de réflexion pour les sciences sociales » (p. 24).

Pari tenu si l'on s'attache à la diversité des problématiques abordées et à la fécondité des croisements à opérer entre des textes édités sans intégration à un plan analytique d'ensemble. L'introduction collective esquisse cette réflexion, sans proposer de véritable bilan historiographique, mais en revenant sur quelques-unes des thématiques et des terrains qui font la richesse de l'ouvrage. Incontestablement, le recours désormais classique à la notion de genre et la volonté de dépasser la binarité masculin/féminin construisent les principaux apports du livre. Il est rappelé en introduction, et dans plusieurs contributions, que les viols sont quasi exclusivement le fait d'hommes qui s'attaquent à des femmes, dans ce qui est également une poursuite en temps de guerre de mécanismes violents d'une domination masculine parfois aussi brutale en période de paix. Mais les auteur-e-s ne s'arrêtent pas à ce constat massif et majeur.

Depuis l'intense médiatisation des photos des humiliations et des tortures infligées aux détenus d'Abou Ghraïb, il est en effet admis que les violences à caractère sexuel peuvent aussi être le fait de femmes en situation dominante : elles peuvent notamment jouer du ressort des hiérarchies et des poncifs raciaux pour détourner les représentations pornographiques masculinistes en des mises en scènes dégradantes de la masculinité de « l'ennemi ». Même si les violences sexuelles subies par des hommes ne sont pas l'objet d'une contribution particulière, de nombreuses notations les abordent et permettent d'aller au-delà de ce que les enquêtes historiques et les rapports d'ONG avaient généralement établi. Plus généralement, l'intersectionnalité des rapports de race et de genre est au centre de plusieurs contributions, en particulier celles de Regina Mühlhäuser, de Maud Joly et d'Amandine Regamey. Les rapports de classe sont d'ailleurs moins centraux dans les analyses proposées, sauf quand ils s'incarnent dans un système de castes, comme le montrent les articles d'Alexandre Soucaille et de Nayanika Mookherjee.

L'analyse de la guerre de libération du Bangladesh est d'une portée heuristique particulière, qui va bien au-delà de cette situation historique. Dès 1972, le cas des centaines de milliers de femmes violées par des soldats pakistanais a donné lieu à une intense dénonciation et à des hommages publics à ces « héroïnes de guerre » célébrées jusque dans les années 1990. Les hommes, violés par les mêmes militaires en campagne et dans le cadre d'une stratégie de guerre, au nom d'un sentiment de supériorité raciale s'incarnant notamment dans la dénégation de la virilité des Bengalis, n'ont eu droit qu'au déni et au silence : l'auteure rappelle, à raison, que le sentiment national ne pouvait, en effet, pas se construire sur la reconnaissance de tels crimes. Dans une optique attentive aux propos et représentations des assaillants, ici les soldats russes des guerres de Tchétchénie, A. Regamey montre également que les viols de femmes sont loin d'être toujours tus. Ils sont couramment légitimés « dans une perspective de vengeance symbolique et d'affirmation de soi » (p. 141). Dans le cas des violences sexuelles infligées à des hommes, le

silence des coupables vient redoubler celui des victimes, car ni les uns ni les autres ne peuvent transformer ces actes en attributs d'une masculinité positive. S'il est un point commun à l'ensemble des situations décrites, c'est en effet que le viol est un instrument de réassignation identitaire, notamment utilisé quand l'ordre genré est troublé par les opportunités d'affirmation qu'offre la guerre à certaines femmes. Ainsi, cinquante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, « les femmes de l'Armée rouge ayant investi le domaine exclusivement masculin de l'armée » (p. 49) sont encore représentées, par un ancien de la *Wehrmacht*, comme une rupture cognitive devant être prise en compte afin de « comprendre » les viols perpétrés contre des femmes soviétiques.

Si le viol n'est que rarement revendiqué ou utilisé comme une arme de propagande par la hiérarchie militaire (à l'exception des allocutions radiodiffusées du général Queipo de Llano pendant la guerre d'Espagne), s'il fut « explicitement proscrit dans l'ensemble des codes pénaux civils et militaires dès le début de l'époque moderne » (p. 12), il n'a jamais disparu de l'horizon des violences dont l'usage peut, selon les circonstances, être admis ou couvert en temps de guerre. Sa contenance ou sa tolérance s'inscrit dans le registre beaucoup plus large de la conformation des masculinités et de la gestion de la sexualité des troupes. Les sanctions contre les militaires poursuivis en raison de violences sexuelles sur les populations ennemies relèvent avant tout d'une logique de discipline des soldats, dont les comportements sont supposés être normés par l'institution militaire. Ces formes d'auto-contrôle sous contraintes peuvent d'ailleurs être un des fondements de l'affirmation de la supériorité ontologique et de la domination d'un groupe belligérant sur l'autre. Pour Tal Nitsan, « l'absence de viol militaire à intention politique » dans le conflit israélo-palestinien est le fruit de « divers mécanismes de discipline, de régulation et de contrôle approuvés par l'armée israélienne » dans le but de favoriser « l'établissement de frontières de groupes concrètes » (p. 164-165). L'absence de viol n'atteste donc pas de la « moralité » d'une armée : elle peut aussi relever des mêmes objectifs de guerre que ceux parfois atteints par les violences sexuelles.

La nécessité de rompre avec les points de vue moraux et psychologiques (on peut d'ailleurs s'étonner d'une incise telle que « le désir est la condition de l'agression » sexuelle, p. 12) afin de saisir en historien les viols en temps de guerre est ainsi un des enseignements forts du volume. Revenant sur les viols perpétrés en France par l'armée allemande au cours de la Première Guerre mondiale, Antoine Rivière montre ainsi que des logiques sociales plurielles (dans l'interprétation de ces actes par les proches des victimes, la place faite aux enfants nés de ces circonstances...) ébranlent le « règne sans partage d'une morale spécifique née de la guerre » (p. 205). C'est d'ailleurs la réussite de cet ouvrage que d'offrir des pistes de réflexion, notamment méthodologique, et de compréhension mobilisables bien au-delà des temps de guerre et de la seule question du viol, inscrite dans « un vaste répertoire des violences sexuelles » (p. 15) et des usages de la sexualité à des fins de domination.

EMMANUEL BLANCHARD

### **Matthew Gutmann**

*Fixing Men: Sex, Birth Control, and Aids in Mexico*

Berkeley, University of California Press, 2007, xiv-265 p.

L'ouvrage se propose d'étudier d'un point de vue anthropologique, selon la méthode de l'observation ethnologique participante, les modalités d'articulation de la masculinité dans le contexte précis de l'État mexicain méridional de l'Oaxaca. Une relative pauvreté par rapport au reste du pays qui pousse de nombreux hommes à aller travailler, le plus souvent seuls, aux États-Unis. Autre caractéristique fondamentale : de nombreuses communes sont considérées dans cet État comme étant de civilisation « indigène », et abritent toujours toute une panoplie de pratiques médicales ressortissant aux médecines non occidentales, fondées sur la pratique dite ancestrale, et notamment une connaissance des propriétés curatives existantes dans le monde végétal. Le travail d'observation s'est déroulé de 2001 à 2005. Le microcosme viril à Oaxaca, et dans l'État du



même nom, s'inscrit dans un macrocosme culturel, urbain, économique, voire planétaire. L'intérêt du chercheur pour un thème qui semble relever de l'intime, en un lieu en butte à des difficultés économiques et politiques importantes, n'a pas été remis en cause par les informants. Même pauvre, malade, Amérindien, migrant ou ancien migrant, la sexualité, la procréation et les rapports de genre sont dignes d'intérêt, et de discours ou de pratiques élaborés par les personnes interrogées.

L'originalité du travail consiste à interpellier les hommes sur les questions de reproduction, de contraception, de santé sexuelle et de stabilité du couple, quand celles-ci sont généralement traitées comme relevant des études sur les femmes, voire comme des études féministes. Matthew Gutmann a une discrète prétention holistique en prenant ce biais masculin, encore peu exploré. Le masculin est considéré comme objet de négociations entre hommes et femmes adultes, dans une dynamique qui dure tout au long de la vie. Si les structures de domination patriarcale ne sont pas tuées, elles sont toutefois mises en perspective dans le cadre de l'intimité conjugale et/ou sexuelle. La masculinité ne se définit pas uniquement dans le cadre de la sociabilité entre hommes.

L'insertion de la problématique du sida dans un cadre extérieur aux études gays, en lien avec les relations familiales et les relations de couples hétérosexuels, est de nature à décloisonner la compréhension de la pandémie qui ne se cantonne pas à certains types d'individus. Les propos de l'auteur sur l'homosexualité laissent aussi penser que les catégories même d'homosexuel et d'hétérosexuel, si elles sont utiles à la pensée, ne correspondent pas aux pratiques érotiques, libres ou monnayées, de beaucoup d'êtres humains sur toute une vie. Elles ne définissent pas non plus des groupes sans inter-relations quotidiennes. Par ailleurs, l'épidémie de sida en Oaxaca ne se comprend qu'en prenant en compte les décisions politiques néolibérales du gouvernement mexicain, sous la pression de la Banque mondiale depuis 1993, et l'avidité des firmes pharmaceutiques transnationales. La mort de nombreux sidéens n'aurait rien d'inéluctable. Plus que d'un châtement divin, elle résulte de choix politiques et économiques. On voit que l'enquête quali-

tative, élaborée lentement, vraisemblablement en même temps que le travail de terrain lui-même, questionne plus d'un *a priori* de la pensée, même en sciences sociales.

D'un point de vue méthodologique, M. Gutmann, qui pâtit de l'image du *gringo*, est servi, en revanche, par sa connaissance de l'espagnol (approfondie par un premier travail ethnologique et anthropologique à Mexico, sur les identités masculines) et son identification comme « Mateo » par la population locale. Intéressé par l'élément amérindien, particulièrement présent en Oaxaca, et très touché par la pauvreté, la migration et les maladies vénériennes, l'anthropologue ne connaît toutefois aucune langue d'origine précolombienne. Il doit alors passer par des truchements locaux qui ne manquent pas, tant la culture urbaine d'Oaxaca Ciudad est liée, grâce aux flux migratoires, à des arrière-pays où les normes hispaniques sont moins prégnantes. La durée de ses séjours sur place, son insertion professionnelle un temps au Jardin ethnobotanique d'Oaxaca, la participation à un programme de vasectomie comme témoin-enquêteur, la longue fréquentation de réunions de soutien aux personnes séropositives, assurent à ses observations un solide étai qualitatif et quantitatif. L'auteur ne manque pas de faire de constantes remarques sur son point de vue d'homme blanc, détenteur d'un savoir formellement élaboré dans l'hémisphère nord, ayant subi une vasectomie, étant hétérosexuel et père, ainsi que sur la réaction de ses interlocuteurs à ses statuts et ses idées, que celles-ci soient présentées naïvement ou de manière plus calculée, pour provoquer des réactions à des discours dont il peut être convaincu lui-même ou qu'il a envie de présenter à certains groupes de populations pour connaître leurs réactions.

En bon anthropologue, M. Gutmann réhabilite la validité du savoir indigène, non pour en faire l'éloge, mais en saisissant la subtilité de la compréhension de l'infinie variabilité des formes de virilité et de féminité, une ouverture certaine à la plasticité des relations de couple, toutes choses que l'anthropologue a du mal à trouver dans son observation ethnologique en milieu urbain ou auprès du milieu médical savant, le plus souvent remplis de certitudes sur la nature des besoins sexuels des hommes

et leurs comportements dans l'émigration. Si, bien sûr, la pharmacopée amérindienne se trouve incapable de soigner le sida, elle n'en est pas moins capable de proposer des remèdes à certaines formes de stérilité et d'impuissance masculines. Elle sait aussi faire prendre conscience aux hommes mariés de la nécessité d'espacer les naissances pour ne pas faire souffrir la femme. Au détour d'une ligne, on apprend que c'est ce genre de savoir qui a permis la mise au point de la pilule contraceptive, sans que les guérisseurs locaux en aient jamais profité directement. Le déclin de la médecine amérindienne pourra peut-être être retardé par le regard positif que portent les étrangers sur elle et qui modifie celui des habitants du lieu en retour. D'après M. Gutmann, la compréhension du masculin et du féminin chez les détenteurs de savoirs amérindiens serait étonnamment souple et stimulante, porteuse d'acceptation de l'autre dans son idiosyncrasie.

HERVÉ GEORGELIN

### Éric Fassin

*Le sexe politique. Genre et sexualité au miroir transatlantique*

Paris, Éditions de l'ÉHESS, 2010, 313 p.

À la fin des années 1990, les questions sexuelles s'imposent dans l'espace public républicain français alors qu'elles avaient jusque-là été renvoyées à une « altérité nationale » américaine (p. 259). L'objet de ce recueil est d'analyser ce renversement, en évitant à la fois l'écueil du culturalisme et d'un universalisme qui occulte la variabilité des processus de politisation du sexe. Les textes rassemblés ont en commun de traiter la construction des questions sexuelles comme celle des enjeux politiques contestés, abordant la culture sous un angle politique et privilégiant une optique conflictualiste : ils présentent les cultures sexuelles comme des configurations provisoires dont la définition est l'enjeu de luttes sans fin. La démarche est à la fois comparatiste, centrée sur une confrontation entre la France et les États-Unis, et attentive aux variations historiques.

La critique du culturalisme qui traverse le recueil n'occulte pas celle du naturalisme, le genre étant le fil conducteur de la comparaison France-Amérique. La première partie du recueil est ainsi consacrée à une reconstruction de l'histoire du genre aux États-Unis depuis les années 1970. Elle éclaire la façon dont le genre a trouvé sa place en sciences sociales et s'est « acclimaté » dans le contexte français. Le premier chapitre revient sur la formulation du concept de genre au point de rencontre de deux discours, un discours savant qui insiste sur la construction sociale des sexes et un discours politique – féministe – qui pointe l'arbitraire de cette construction. Il met en lumière la façon dont, aux approches pensant le genre par opposition au sexe, ont succédé, en un mouvement de « généralisation » de la question du genre comme une question de pouvoir, des approches initiant une critique du partage entre sexe et genre (p. 37). La question du genre s'est alors déplacée sur le terrain de la sexualité, donnant lieu à un « Yalta féministe », à un partage du monde féministe entre un féminisme défini par la lutte contre la pornographie et la prostitution et un féminisme qui refuse de réduire la sexualité à la violence (p. 43). Le deuxième chapitre prolonge cette analyse en revenant sur l'écart entre, d'un côté, le discours psychiatrique sur le genre qui, s'il a contribué dans les années 1950 et 1960 à dénaturer le sexe, a aussi participé d'une démarche de normalisation et, de l'autre, l'optique féministe qui identifie le genre comme ce qu'il convient de déconstruire. Est ainsi clairement pointée l'ambiguïté fondatrice de la notion de genre, qui renvoie aussi bien à un outil critique qu'à une catégorie normative.

Sur cette base, Éric Fassin apporte un éclairage sur la « nationalisation du genre » en insistant sur la façon dont la fin de la guerre froide et le bicentenaire de la Révolution ont coïncidé, en France, avec une inversion du sens de la référence à l'Amérique (p. 52). Si celle-ci avait jusqu'alors fourni le modèle d'une révolution libérale, elle est désormais associée aux excès des politiques minoritaires, à la faveur d'une importation de la querelle du « politiquement correct » : c'est ainsi que la lutte qui oppose, outre-Atlantique, les intellectuels néoconservateurs et la gauche radicale

s'est transformée en un contraste entre deux cultures politiques ; ou encore que le *gender* a été identifié comme vecteur d'un projet critique risquant de perturber une harmonie entre les sexes, présentée comme propre à la culture française. Il a fallu attendre l'arrivée au pouvoir de la gauche plurielle en 1997 pour que les questions sexuelles deviennent d'actualité et que s'opère le renversement par lequel le genre a été identifié comme « emblème » de la démocratie (p. 11). On retrouve ici la notion de « démocratie sexuelle » au cœur des travaux d'É. Fassin, qui recouvre la dénaturalisation de l'ordre des sexes et des sexualités au nom des principes de liberté et d'égalité.

La deuxième partie du recueil se situe, comme la première, sur le terrain de l'histoire et de la sociologie des savoirs. Elle prolonge l'analyse de la « banalisation » du genre en examinant ses usages en sciences sociales. Se concentrant sur l'anthropologie de la reproduction et sur l'historiographie homosexuelle, elle éclaire la façon dont les préoccupations politiques – féministes ou gays et lesbiennes – ont ouvert de nouveaux questionnements scientifiques.

En revanche, la troisième et la quatrième partie se déplacent sur le terrain d'une ethnographie de l'espace public pour cerner les mouvements de flux et de reflux de la politisation des questions sexuelles au travers de la comparaison entre la France et les États-Unis. Les controverses sexuelles qui ont marqué le début des années 1990 aux États-Unis sont au cœur des chapitres cinq et six et, en tout premier lieu, l'affaire suscitée par les accusations de harcèlement sexuel formulées par Anita Hill à l'encontre de Clarence Thomas, à l'occasion de sa nomination à la Cour suprême. Cette affaire, qui a montré que les questions politiques sont aussi sexuelles, est étudiée comme « un fait social total » articulant diverses facettes (médiatique, juridique, politique, social, sexuel, racial) de la réalité pour dessiner une image de la société américaine (p. 109). La polémique sur l'ampleur du viol par un familier (*date rape*) a révélé, à l'inverse, en quoi les questions sexuelles sont politiques. Elle éclaire les limites du contraste entre une « exception française » liée, par des auteurs comme Mona Ozouf, à une harmonie des sexes

et une Amérique définie comme « culture de la guerre des sexes » (p. 150). Un tel contraste a occulté la controverse sur la définition du viol, qui oppose une logique où la femme est libre de refuser son consentement et une logique où elle est définie par la domination, y compris dans sa sexualité. Cette controverse remet en cause l'idée d'une hégémonie féministe comme principe de la culture américaine en ce que « c'est la mise en scène publique des différents sexuels » qui a fait, à cette époque, la « singularité américaine » (p. 182).

On retrouve le double mouvement de sexualisation de la politique et de politisation de la sexualité en France, à partir de la fin des années 1990, alors même que la politique sexuelle atteint ses limites aux États-Unis avec l'affaire Monica Lewinsky. Le chapitre sept dégage en effet la contradiction sur laquelle achoppe la logique qui avait prévalu depuis l'affaire Thomas : É. Fassin montre que le fait d'engager la bataille contre Thomas en termes de harcèlement sexuel avait été motivé par l'impossibilité de l'attaquer sur le terrain de l'avortement et a donc relevé d'un choix stratégique périlleux – le droit à l'avortement étant fondé sur un principe de *privacy* que la définition juridique du harcèlement remet en question. L'attitude réservée des féministes, à l'occasion de l'affaire Lewinsky, fait ressortir leur crainte de ne pas « trivialisier » le harcèlement sexuel : elle peut s'expliquer par une priorité accordée à la politique de l'avortement au détriment des enjeux du harcèlement sexuel (p. 222). S'amorce dès lors, aux États-Unis, un reflux de la politisation du sexe alors même que cette politisation émerge en France à l'occasion des débats sur le Pacs et la parité. À la déssexualisation de la sphère publique américaine semble alors répondre une sexualisation de la sphère publique française qui ressort, entre autres, de la reformulation des débats sur le foulard. Ce processus de politisation des questions sexuelles, É. Fassin l'éclaire également, dans la cinquième partie, sur le terrain du travail littéraire des représentations, dont les textes de Michel Houellebecq et de Christine Angot ont été le vecteur. Par-delà leurs différences, les projets littéraires des deux écrivains signalent un « rapatriement des questions sexuelles » auquel eux-mêmes contribuent (p. 249).

Au-delà de ces « chiasmes chronologiques » (p. 244), de ces flux et reflux, un fait demeure, qui tient au développement de la « démocratie sexuelle », le recueil aboutissant à une inscription de la comparaison France et États-Unis dans une analyse transnationale plus large. É. Fassin pointe ainsi la façon dont, après 2001, la démocratie sexuelle est revisitée au prisme de la rhétorique du « conflit des civilisations », comme une incarnation moderne des droits de l'homme, dans le cadre de ce qui s'apparente à une forme inédite d'impérialisme démocratique (p. 61). On retrouve le souci constant de l'auteur de penser ensemble les multiples facettes du genre, à la fois outil critique et catégorie normative, objet et langage du pouvoir. En cela, l'intérêt des textes rassemblés est double : ils proposent non seulement une histoire croisée des processus de politisation sexuelle au cours des vingt dernières années en France et aux États-Unis, en apportant un éclairage sur les aspects transnationaux du développement de la « démocratie sexuelle » ; mais encore, ils offrent un point de vue synthétique sur le parcours de l'auteur, dont ils font ressortir les axes structurants tout en révélant la fécondité et la richesse d'une démarche que l'auteur assume, en conclusion, comme indissociablement scientifique et politique.

ALICE LE GOFF

**Priscille Touraille**

*Hommes grands, femmes petites :  
une évolution coûteuse.*

*Les régimes de genre comme force sélective  
de l'adaptation biologique*

Paris, Éditions de la MSH, 2008, XI-442 p.

À bord des sondes Voyager que la NASA envoyait dans l'espace en 1977, on trouvait à l'intention d'éventuels extraterrestres de rencontre un diagramme figurant schématiquement notre humanité : si, pour signifier la différence des sexes, la femme y porte un fœtus, tout aussi naturellement, l'homme y arbore une plus grande taille. Le livre remarquable de Priscille Touraille, issu d'une thèse de doctorat en anthropologie sociale, a le grand mérite de

bousculer avec érudition la nature de cette fausse évidence. « Hommes grands, femmes petites » : l'ironie du titre démasque nos préjugés.

Certes, si l'on peut hésiter à parler de dimorphisme (la taille est un continuum, et non une alternative binaire), il n'en reste pas moins qu'en moyenne, l'inégalité entre hommes et femmes s'incarne aussi dans leur stature. N'empêche, on aurait tort d'y voir un simple fait de nature car, après tout, le règne animal fourmille de contre-exemples : le mâle n'a pas toujours, loin s'en faut, l'avantage de la taille. À lire P. Touraille, on prend ainsi conscience, en rougissant d'embarras, qu'on avait toujours pris pour argent comptant des représentations pourtant marquées du sceau de la domination masculine, et non de la raison universelle – comme si celle-ci se confondait avec le fantasme hétérosexuel, sans doute également masculin et féminin, d'une tête de femme posée sur une épaule d'homme, forcément plus élevée...

La nature ferait-elle bien les choses ? On voit que nous n'avons guère avancé depuis Bernardin de Saint-Pierre : pour lui, si la Providence divise le melon en tranches, ce serait afin de faciliter le travail de découpage du père de famille. Voilà, pour rester au XVIII<sup>e</sup> siècle avec le *Candide* de Voltaire, une vision « panglossienne » de l'évolution qui flirte avec la téléologie (p. 1) : tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes (possibles). P. Touraille renverse la perspective : d'abord, si les femmes sont plus petites, n'est-ce pas faute de protéines ? Or l'inégale répartition de la nourriture a une histoire – qui est celle de la domination masculine. La preuve ? C'est le contraire chez les autres mammifères : la charge de la reproduction entraîne en effet chez les femelles des besoins nutritionnels supérieurs, et non pas inférieurs.

En fait, la faible taille des femmes n'est pas un avantage du point de vue même de l'évolution, mais c'est au contraire un inconvénient, qui nuit à leur capacité reproductive. Et l'anthropologue de renverser la sagesse des nations : « l'injonction biblique 'tu enfanteras dans la douleur', plutôt qu'une malédiction divine ou qu'une conséquence d'une faille de l'évolution humaine, serait à envisager comme la justification *post hoc* des effets sur le bio-

logique de rapports sociaux fondamentalement inégalitaires » (p. 355). Il s'agit donc, non pas de renoncer à la théorie de l'évolution, mais d'en repenser la signification à rebours de la sociobiologie : l'évolution peut être coûteuse, au sens où elle réduit les chances de survie, précisément en termes reproductifs.

S'adapter, oui, mais à quoi ? P. Touraille rappelle une phrase de Charles Darwin : « un des caractères les plus remarquables de nos races domestiques, c'est que nous voyons chez elles des adaptations qui ne contribuent en rien au bien-être de l'animal ou de la plante, mais simplement à l'avantage ou au caprice de l'Homme » (p. 8). Il en va donc des femmes, au sein de l'espèce humaine, comme des chiens ou des roses : leur nature est un effet des rapports sociaux – en l'occurrence de genre. Les implications théoriques de cette analyse sont considérables : si les cultures peuvent constituer des forces sélectives pour un phénomène tel que le dimorphisme sexuel de stature chez l'homme, on en vient « à se demander jusqu'à quel point le genre peut s'inscrire dans le génome, ce qui viendrait alors bousculer l'idée qu'une caractéristique parfaitement biologique ne puisse pas, en même temps, être indiscutablement sociale » (p. 21).

D'un côté, on peut donc lire le travail de P. Touraille comme l'aboutissement du constructionnisme social qui caractérise les études de genre. On sait en effet que le concept de genre est parti de l'opposition avec le sexe, auquel on l'opposait dans les années 1970, en termes lévi-straussiens, comme la culture à la nature. Or les études féministes ont interrogé ce partage depuis les années 1990 pour montrer combien le sexe est, tout autant que le genre, construit socialement. D'autre part, cette thèse ne se contente pas d'apporter une pierre à l'édifice constructionniste. Si elle invite à penser jusqu'au bout l'hypothèse d'une « anatomie politique » chère à l'anthropologue Nicole-Claude Mathieu, ce n'est plus seulement au sens où, comme l'a montré l'historien Thomas Laqueur, les représentations de la différence des sexes ont une histoire ; c'est aussi, de manière bien plus radicale, que le corps lui-même a une histoire ou, pour le dire en termes bourdieusien, que l'histoire est incorporée<sup>1</sup>.

Au fond, il en va donc du sexe comme de la race : « que le 'biologique' soit capable d'enre-

gistrer en lui l'ordre du social' a été illustré par [Jean-Luc] Bonniol avec le phénomène de 'couleur' de la peau ». De même, il faudrait « comprendre en quoi les inégalités de genre pourraient également 'être enregistrées' au niveau du génome jusqu'à devenir ce que nous identifions ensuite comme des caractères 'sexués' » (p. 355). Autrement dit, il n'est plus question d'opposer la nature à la culture ; il s'agit bien plutôt de formuler un programme scientifique qui réconcilie anthropologie culturelle et physique, ou sociologie et biologie, sans soumettre la première à la seconde comme le fait la sociobiologie, dans une nouvelle synthèse bioculturelle.

Sans prétendre rendre compte ici de la richesse des analyses savantes de ce livre important, on voit donc les implications potentielles de sa forte thèse dans l'actualité politique en France. En 2011, la droite populaire, prolongeant la croisade d'une droite catholique d'obédience vaticane, se mobilisait contre l'introduction de la « théorie du genre » (*sic*) dans les manuels de première ES et L de sciences de la vie et de la terre. Sans doute, expliquait-on, le genre pourrait-il avoir sa place dans les enseignements de philosophie ou encore de sciences économiques et sociales – qu'il relève de la spéculation théorique ou de l'analyse sociologique. L'essentiel était d'en protéger les sciences de la nature.

C'est donc bien là que se joue aujourd'hui la bataille politique : accepter, avec le concept de genre, que la société n'est pas fondée sur un ordre naturel n'empêche manifestement pas de continuer de s'insurger contre la prise de conscience que le corps sexué ne l'est pas non plus. Sans doute la sociologie ne doit-elle pas se penser en dehors de la biologie ; encore faut-il commencer à penser en retour que la nature n'est pas en dehors de la culture. Tel est l'enjeu du travail de P. Touraille, qui peut ainsi contribuer à renouveler les études de genre en les mettant au travail dans le champ des sciences de la nature.

ÉRIC FASSIN

1 - Nicole-Claude MATHIEU, *L'anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*, Paris, Côté-femmes éditions, 1991 ; Thomas LAQUEUR, *La fabrique du sexe. Essai sur le corps et le genre en Occident*, Paris, Gallimard, [1990] 1992.